

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ÉTUDE

SUR LA

Délimitation de Frontière

DU

Congo = Cameroun

PAR

Marcel THOUIN

PARIS

IMPRIMERIE MAURICE BLANCHARD

15, Rue du Louvre, 15

—
1911

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ÉTUDE
SUR LA
DÉLIMITATION DE FRONTIÈRE
DU
CONGO-CAMEROUN

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le

Samedi 10 Juin 1911

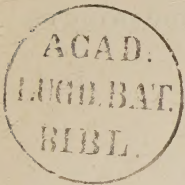
à 10 heures du matin.

PAR

Marcel THOUIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES.



Président : M. BEAUREGARD.

Suffrageants { M. LESEUR,
M. JÈZE.

PARIS

IMPRIMERIE MAURICE BLANCHARD

15, Rue du Louvre, 15

1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

A MA GRAND'MERE

A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552028_0005

CHAPITRE PREMIER

L'occupation Européenne au Congo et au Kameroun jusqu'à l'acte de Berlin.

Les territoires de l'intérieur de l'Afrique qui forment aujourd'hui les possessions du Congo français, du Congo belge et du Cameroun allemand ne sont connus que depuis 1880.

En revanche les navigateurs avaient depuis plusieurs siècles reconnu la côté occidentale africaine, relevé l'embouchure des fleuves, ainsi que les baies et points d'atterrissement.

La découverte du Congo remonte, en effet, à un époque reculée, c'est Diégo Cam qui, en 1484, parvint le premier à l'entrée d'un fleuve immense auquel il donna le nom de Rio de Padrao, c'était le Congo. Les Portugais qui venaient de faire cette découverte cherchaient la route des Indes, ils la trouvaient deux ans après et à partir de ce moment leur activité commerciale se tournait presque exclusivement vers leur empire asiatique tandis que leurs établissements africains devenaient de simples escales. Encore le Congo n'était-il pas situé sur la route maritime qui, par Madère, les îles du Cap Vert, la Guinée, la Trinité, Sainte-Hélène et le Cap menait de Lisbonne à Goa capitale des Indes portugaises.

Pourtant les Portugais s'établirent au Gabon, à Cabinda, à Loango, au Cap Lopez comme l'attestent encore les nombreuses dénominations portugaises de la région. Il est

assez malaisé de savoir ce que furent ces établissements. On peut cependant supposer que c'étaient des points reconnus de la côte, d'un accès facile ou présentant un bon mouillage, protégés par un fortin servant, en même temps, d'entrepôt et d'habitation à l'équipage des navires qui, à des époques à peu près régulières, venaient renouer des relations d'échange avec les indigènes ; c'était là le cas général.

Là où le commerce était plus important, il y avait le plus souvent, une mission catholique qui constituait à elle seule un centre de colonisation. En effet, établies depuis longtemps dans le pays (1), les missions cherchaient à entrer en relations avec les noirs dans le but de les évangéliser et pouvaient acquérir ainsi une grande influence morale ; composées d'un certain nombre d'hommes elles devaient pourvoir à leur subsistance régulière et se trouvaient, par suite, amenées à cultiver les plantes de la région ; elles offraient un abri aux commerçants de passage et surtout elles servaient de factoreries faisant souvent le commerce pour leur propre compte.

Les Portugais ne semblent pas avoir été les seuls à commercer dans ces parages. Au ^{xvii}^e siècle, il paraît certain que les Hollandais, alors à l'apogée de leur prospérité économique, tentèrent de leur faire concurrence dans l'estuaire de Gabon ; au siècle suivant des Anglais y firent le commerce des bois ; on prétend même qu'un comptoir danois vint s'y établir.

Les cartes du ^{xvi}^e siècle donnaient, déjà, du cours du Congo, un tracé suffisamment exact le rattachant au système de grands lacs situés vers l'Est ; c'est encore le seul renseignement qu'on ait sur l'intérieur au commencement du ^{xix}^e siècle. Donc, pendant trois cents ans, l'exploration n'a fait aucun progrès et les données très vagues que

(1) Les premières datent de 1450.

possédaient les géographes du temps sur les contrées de l'intérieur, proviennent, presque uniquement, de renseignements oraux, fournis par les noirs avec lesquels étaient en contact les missionnaires et les trafiquants européens établis sur la côte.

Ces trafiquants se livraient, pour la plupart, à la traite des noirs ce fut, du reste, à l'occasion d'une querelle entre marchands d'esclaves que MM. de Flotte, de Granpré, et quelques autres officiers français, furent envoyés à la fin du XVIII^e siècle au Gabon, pour protéger les négriers français contre les Portugais de Cabinda. Ce fut la première fois que notre marine de guerre intervint dans ces parages, à partir de ce moment, elle y jouera un rôle important. « Les conceptions anti-esclavagistes du XVIII^e siècle avaient créé, en Europe, un généreux courant humanitaire qui nous fit diriger sur la côte inhospitalière de l'Ouest africain des croisières philanthropiques et désintéressées. » (1) En 1805, l'amiral Linois envoyé en mission dans ces parages visita, notamment, Mayomba et Loango. De précieux renseignements se trouvaient dans son rapport : entre autres, une note attirait l'attention du ministre sur les indigènes de ces deux villages « qui avaient témoigné le désir de voir se renouveler les relations avec les Français dont ils préférèrent les marchandises à celles des Anglais » ; il ajoutait, ce qui suppose que ces relations avaient une certaine importance, « que plusieurs d'entre eux parlaient notre langue à se faire bien comprendre ». Si toute la politique coloniale du premier empire n'avait été dominée par les nécessités de la guerre européenne, peut-être un établissement français eût-il été fondé au Gabon ; cette indication, ne fut pas utilisée.

Il faut attendre que le grand bouleversement de l'Empire soit calmé pour voir recommencer l'ère des grands

(1) *Annuaire Officiel de la Colonie du Congo Français*, 1906.

voyages d'explorations scientifiques. C'est alors que de longs voyages d'études sont entrepris par Mungo Park (1805), Clapperton (1825), etc... et surtout René Caillé (1827-1828). Mais si l'Afrique centrale sollicite l'intérêt des exportateurs, le Congo est à peu près délaissé; on cite pourtant, en 1816, le voyage de l'Anglais Tuckey qui tenta de remonter ce fleuve, mais dû revenir sur ses pas après 300 kilomètres de navigation. En 1828-1830, un Français, Douville, prétendit avoir pénétré dans l'intérieur; il obtint même la grande médaille de la Société de Géographie, mais fut accusé d'imposture.

« La relation de son deuxième voyage paraît avoir été « écrite dans le silence du cabinet, à l'aide de narrations « recueillies de la bouche des pombeiros ou agents de « commerce mulâtres qui font le trafic des esclaves de « l'Afrique équatoriale au Brésil (1). »

C'est précisément la nécessité de réprimer la traite qui allait motiver l'établissement des premiers postes français au Gabon, sous le règne de Louis-Philippe. L'article 17 de l'acte final du Congrès de Vienne, avait permis à la France d'entretenir, le long des côtes, quelques navires qui avaient, pour mission, (2) « non pas d'anéantir la traite, « mais, du moins, la prétention plus modeste d'empêcher « que le pavillon français ne couvrit des opérations de « ce genre. » Pour faciliter ces croisières permanentes, il fallut bientôt créer des points d'appui et d'approvisionnement. Sans doute, il n'y avait là que des considérations bien étrangères à des vues nettes de colonisation. Le gouvernement de Juillet semblait peu soucieux d'étendre le domaine colonial qu'il avait reçu de la Restauration; la conquête de l'Algérie, encore discutée par une partie de

(1) Rouget : *L'expansion coloniale au Congo français*, Paris 1906.

(2) Fleuriot de l'Angle : *Aperçu historique sur les reconnaissances faites par les officiers de la marine française au Gabon et dans les pays voisins de 1842 à 1868* (*Nouvelles annales des voyages*, 1863).

l'opinion publique, suffisait largement, à la monarchie bourgeoise et sédentaire.

On ne voyait, dans l'acquisition de nouveaux territoires, qu'une source de dépenses, sans autre profit, qu'une vaine gloire ; car, les matières premières nécessaires à l'industrie et les produits alimentaires provenant de la zone tropicale n'étaient point encore réclamés par l'Europe, en quantité telle que, l'Inde, les Antilles, et l'Amérique du Sud fussent embarrassées pour y suffire. On craignait, enfin, de provoquer la mauvaise humeur de la seule puissance maritime pouvant rivaliser avec nous, qui, malgré l'entente cordiale, surveillait, de près, tous nos efforts d'expansion et s'entendait à les arrêter par des remontrances directes ou par l'opposition d'intérêts particuliers.

Il est, cependant, curieux de constater que toute préoccupation commerciale n'était pas exclue des instructions données, en 1837, au commandant Bouët Willaumez, chargé de parcourir et d'étudier, en détail, les côtes occidentales d'Afrique, puisqu'on lui adjoignit un délégué de la Chambre de Commerce de Bordeaux, M. Broquant qui devait étudier (1) « les ressources du littoral africain et les « moyens d'en faire profiter nos ports et nos fabriques ». Bouët Willaumez établit un dépôt dans l'estuaire du Gabon qui lui parut une position précieuse indispensable pour nos croiseurs ; il bâtit un fortin qui protégeait une mission catholique et nouait des relations avec les indigènes. Le 9 février 1839, il obtint du roi Denis, Chef de la rive gauche du Gabon, un traité (2) « cédant à perpétuité, à la France, « deux lieues de terrain sur lesquelles elle pouvait élever « toutes les bâtisses et fortifications qu'elle jugerait convenable ». C'est l'origine de notre grande colonie du Congo. L'emplacement accordé étant très malsain, Bouët obtenait,

(1) Bouët Willaumez (*Le Commerce et la Traite des Noirs aux Côtes occidentales d'Afrique*, Paris 1848).

(2) Traité du 9 février 1839 passé avec le roi Denis.

le 18 mars 1843, du roi Louis, un des chefs de la rive droite, un autre traité (1) nous concédant « la souveraineté, « pleine et entière, du territoire du roi Louis situé entre « le village du roi Glass et celui du roi Quabens; et, en « toute propriété, le terrain de l'ancien village de son père, « pour y édifier telle bâtisse ou fortification qu'il appar- « tiendra ». Le 27 avril 1843, Baudin obtenait, de même, la cession du village du chef Quabens. Le 16 mai 1843, l'expédition de prise de possession partait de Gorée (Sénégal); enfin, en 1849, Bouët fondait Libreville, capitale actuelle du Gabon.

Nos relations, avec les indigènes, ne furent pas limitées à cette région du Gabon; pendant les vingt années qui devaient suivre, nos marins allaient s'appliquer à passer des traités avec les chefs les plus puissants de la côte, tandis que d'autres envoyés en mission hydrographique essaieraient de pénétrer à l'intérieur du continent, en remontant des fleuves côtiers :

L'idée directrice de la pénétration était la reconnaissance de toutes ces rivières dont les larges estuaires semblaient indiquer un cours magnifique et donnaient l'espoir d'une navigation facile et sur de longs parcours. Depuis 1842, MM. Bouët et Cousin avaient signé avec le roi Koako, chef de la rivière Mouni, un traité portant cession de territoire et reconnaissance de notre souveraineté, traité confirmé et étendu en 1845. En 1846, les lieutenants Pigeard et Deschamps, au mois d'avril et le lieutenant Méquet, en novembre, remontaient le Como et y reconnaissaient la branche principale du Gabon; en 1852, les chefs du cap Estéiras se plaçaient sous notre domination; en 1853, c'étaient ceux de l'île Elobey; en 1861, le traité passé avec Koako recevait une nouvelle extension. C'est entre 1850 et 1865 que se placent les voyages du fameux chasseur de

(1) Traité du 18 mars 1843 passé avec le roi Louis.

gorille, Paul du Chaillu lequel établit le premier que le Mondah et le Mouni n'étaient que de petits fleuves côtiers ne pouvant être utilisés comme voie fluviale sur l'arrière pays. La même conclusion allait bientôt s'imposer pour le Como au lieutenant Braouzec en 1861, observation confirmée par Touchard en 1862 et par Génoyer en 1864. En 1862 également un important traité conclu par le contre amiral Didelot, stipulait que la France aurait la souveraineté des pays concédés depuis le cap Lopez jusqu'à la pointe Liamé, c'est-à-dire acquerrait tout le delta du cap Lopez.

A partir de ce moment les efforts vont se concentrer vers le mystérieux Ogooué dont du Chaillu a entendu parler par les indigènes sans pouvoir l'atteindre, on espère que c'est là la grande voie de pénétration cherchée, certains y voient un des bras du Congo, que l'on a renoncé à trouver plus au Nord ; dès 1862 le lieutenant Carpentier reconnaît le Fernan Vaz, mais les premières explorations de ce côté ne sont pas heureuses, Servat et Griffon du Bellay en 1863, Albigo et Touchard en 1864, l'anglais Walker en 1866, doivent revenir en arrière sans rapporter de renseignements sur le haut fleuve. A cette époque la politique française se précise, le lieutenant Aymés visitant en 1867 le bassin intérieur de l'Ogooué, entre en relations avec les chefs de Lambaréné et signe avec eux un traité dans lequel ils reconnaissent pour chef le représentant de la France résidant au Gabon ; cet officier est le premier à avoir compris l'intérêt politique que nous pouvions avoir à passer des traités d'amitié, de commerce, de souveraineté même, avec les populations limitrophes de ces rivières.

On ne savait toujours rien sur les sources de l'Ogooué ; deux voyageurs français Marche et de Compiègne essayèrent de percer ce mystère, après de nombreuses difficultés (1873), ils atteignaient le confluent de l'Ivindo mais devaient revenir en arrière.

Les Français n'étaient pas les seuls à s'intéresser à la

reconnaissance de l'Ogoué. L'Allemagne envoyait bientôt une nouvelle expédition, celle du docteur Lenz, qui, après avoir exploré le N'Temboni, le Yoba et le Noundé remontent l'Ogoué jusqu'à Lopé.

La France courait le risque d'être distancée. Elle ne le fut pas, car à la même époque, M. de Brazza préparait sa première expédition dont le but officiel, le même que celui du voyageur allemand, était la découverte des sources de l'Ogoué. Il devait réussir par sa patience, sa ténacité, son habileté, là où tant d'autres avaient échoué. Parti de France en septembre 1875, il remontait le fleuve au prix d'énormes difficultés et parvenait, en avril 1877, à Doumé point où la navigation n'était plus possible. L'Ogoué n'avait plus de secret pour lui, il fallait renoncer à la légende qui en faisait la grande voie fluviale de pénétration vers l'intérieur ou même un bras du Congo. La deuxième partie de sa mission n'était pas moins remarquable, en marchant vers l'Est, de Brazza découvrait sans le savoir une communication entre les vallées des deux fleuves. Il descendait depuis quelque temps l'Alima, affluent du Congo, quand l'hostilité des tribus Apfourous le força à revenir en arrière ; il regagnait le littoral en août 1878.

Il y apprenait alors qu'il avait failli atteindre le Congo et qu'il en avait été empêché par l'irritation causée chez les nègres par le passage d'une autre mission, celle de Stanley, qui, partie de Bagamoyo, en novembre 1874, avait atteint le grand fleuve équatorial à Nyangoué deux ans après et l'avait descendu en pirogue jusqu'aux chutes qui avoisinent le littoral (mars 1877) effectuant ainsi la traversée de l'Afrique d'Ouest en Est.

De retour en Europe, M. de Brazza comprit qu'il fallait se hâter pour sauvegarder notre avenir dans cette contrée qui, rendue importante par les dernières découvertes, devenait l'objectif de toutes les nations. Dès septembre 1876, le roi Léopold avait réuni à Bruxelles une conférence géo-

graphique ; elle avait abouti à la formation d'une association internationale africaine dont le but était de travailler à la découverte de l'Afrique et de commencer une croisade de science, d'humanité et de progrès. Derrière ces belles formules se cachait l'ambition active et pratique du fondateur de l'association ; dès le mois de février 1879, Stanley recevait mission de s'emparer au nom de l'association, des pays qu'il venait d'explorer, et un comité d'études du Haut-Congo était formé.

Cette expédition risquait de nous faire perdre les droits que notre occupation au Gabon nous avaient conféré sur l'intérieur du pays. De plus, si la grande voie navigable vers l'Afrique centrale était maintenant connue, il résultait aussi du voyage de l'explorateur américain qu'elle était incomplètement utilisable, car le cours inférieur du Congo paraissait barré par une suite de rapides infranchissables. Il y avait donc tout intérêt pour la France à s'assurer la possession des points les plus rapprochés de l'Atlantique où le Congo cesse d'être navigable et particulièrement à affermir notre établissement dans la vallée de l'Ogoué et celle de l'Alima qui pouvaient constituer le débouché naturel de l'immense voie de communication obstruée. Les Portugais eux-mêmes songeaient alors à mettre leurs établissements d'Angola en communication avec le Congo par la vallée du Kouanza et celle du Couango.

« Habilement notre chef de mission obligé de jouer
« dans une certaine mesure le même jeu que son adver-
« saire se fait fort de faciliter l'œuvre du Comité français
« de l'Association Internationale et de lui désigner des
« stations bien choisies et par là met son œuvre de décou-
« verte sous un patronage plus spécialement français et
« réserve l'avenir. (1) »

(1) Dubois et Terrier : *Un siècle d'expansion coloniale*, Paris 1902.

Au début de l'année 1880, il partait pour le Gabon et remontant l'Ogoué fondait, vers l'endroit où il cesse d'être navigable, le poste de Franceville; de là il se dirigeait vers l'Alima et par la Léfini atteignait le Congo au Stanley Pool. Le 10 septembre 1880, il obtenait du roi Makoko, l'un des chefs les plus puissants du pays, un traité par lequel celui-ci cédait à la France : 1^o un territoire de dix milles de long de la rive droite; 2^o ses droits héréditaires de suprématie sur le reste. Toute la rive droite du Pool nous étant ainsi acquise, le 1^{er} octobre, de Brazza y fondait une station : Ntamo, le futur Brazzaville; le 3 octobre, par une nouvelle convention, il prenait solennellement possession des territoires concédés. Quand, plus tard, Stanley, qui avait perdu beaucoup de temps à traverser les monts de Cristal, arriva dans ces régions pour y conclure un traité, il trouva la place occupée; il fut stupéfait de cette promptitude et de cette habileté. N'ayant pu intimider le sergent Malamine qui gardait le nouveau poste français, il fondait sur la rive opposée du Pool le poste de Léopoldville et donnait ordre à ses chalands de remonter le fleuve jusqu'à l'Équateur. (Décembre 1881.)

Il ne suffisait pas d'être établi sur le Pool, il fallait encore posséder les territoires qui reliaient le Congo navigable à nos postes de la côte, c'est l'œuvre à laquelle s'attachait de Brazza dans la deuxième partie de sa mission. Après être revenu sur le Haut Alima en fondant des stations (Mai 1882) il revenait à la côte par la vallée du Niari-Couilou et démontrait que cette vallée généralement plate et facile n'était séparée de celle du Djoué, affluent du Pool, que par un seuil relativement aisé à franchir. Elle constituait donc au premier chef une route commerciale qui menait de l'Atlantique à notre nouvelle station de Ntamo.

Le gouvernement français, suivant avec grand intérêt les progrès de l'explorateur, faisait occuper peu après par

la Marine, Loango, poste situé au débouché de cette nouvelle voie de pénétration vers l'Afrique équatoriale et proposait aux Chambres la ratification du traité de Makoko. Celles-ci votaient la loi du 30 novembre 1882 qui fondait réellement notre colonie du Congo en rattachant les nouveaux territoires que nous venions d'acquérir à nos établissements déjà anciens du Gabon. Le lendemain, le Comité français de l'association internationale africaine cédait à la France, Brazzaville et Franceville.

On ne peut mieux faire pour apprécier l'œuvre de M. de Brazza que de s'inspirer des paroles de M. Rouvier, rapporteur de la Commission.

Le rapporteur de la Commission, M. Rouvier, rappelait la faveur marquée avec laquelle les résultats de la mission de Brazza avaient été accueillis dans notre pays. « Les
« interprètes autorisés du commerce national n'ont pas
« été seuls à appeler l'attention du Gouvernement sur la
« nécessité de ne point laisser perdre les fruits de l'heu-
« rense et persévérante initiative de notre compatriote....
« Tous les témoignages s'accordent à reconnaître la valeur
« des débouchés que notre commerce et à sa suite, le
« commerce de toutes les nations sont assurés de trouver
« dans les riches contrées ainsi ouvertes à l'action paci-
« fique et civilisatrice de la France... »

Rappelant également la part que la France avait prise à la répression de la traite, il attirait l'attention de la Chambre sur ce fait, que la convention à ratifier ne résultait pas d'une action militaire ; « c'est librement, de leur
« propre gré, que les chefs indigènes ont demandé la pro-
« tection du pavillon français .., il a suffi du brave sergent
« Malamine et de trois hommes laissés à la garde du pavillon
« pour assurer l'exécution du traité avec les indigènes.
« Aucune complication prochaine n'est à prévoir de ce côté.
« On n'en saurait prévoir davantage de la part de nations
« européennes par la double raison que, d'un côté, nous

« sommes incontestablement les premiers occupants et que
« de l'autre, notre organisation éminemment libérale assure
« au commerce de toutes les nations la même liberté, les
« mêmes avantages qu'à notre propre commerce, partout
« où flotte le pavillon français. » Plus loin il ajoutait, que si
la ratification du traité ne semblait devoir faire naître
aucune complication sérieuse, ses avantages sont consi-
dérables. « En effet, le territoire qui nous est cédé est en
« quelque sorte la clef de voûte du Congo, cette magnifi-
« que voie navigable qui, depuis le pays d'Ouregga à l'Ouest
« des grands lacs africain, jusqu'à l'Atlantique se déroule
« sur un parcours d'environ 5.000 kilomètres, arrosant une
« contrée très fertile. » Un immense mouvement commer-
cial, disait-il, devait en résulter au profit de ceux qui, les pre-
miers, auront su pénétrer ces régions à peine entr'ouvertes
au commerce du monde. « La France, plus voisine de
« l'Afrique que la plupart des autres nations, plus directe-
« ment intéressée qu'elles à l'avenir de ce continent par ses
« possessions de l'Algérie, du Sénégal, du Gabon, par les
« nombreux comptoirs qu'elle possède sur la côte occiden-
« tale, méconnaîtrait gravement ses intérêts les plus cer-
« tains si elles se laissait devancer dans le mouvement qui
« entraîne le monde civilisé vers ces régions, hier encore
« mystérieuses. »

Ce qui est remarquable dans ce rapport, en dehors de
l'admirable résumé de la situation qu'il présente, c'est la
prudence du rapporteur : on sent qu'il prévoit les nom-
breuses difficultés que va faire surgir notre occupation.

D'avance il répond aux objections et cherche à éviter
d'inquiéter les autres puissances coloniales. En passant,
il rappelle que nous avons reçu mandat de réprimer la
traite, et sous-entend que notre occupation est nécessaire
pour la faire cesser complètement, « Il faut attirer l'atten-
« tion sur le caractère pacifique que M. de Brazza a su
« donner à sa mission. La convention soumise à votre

« approbation n'est pas le résultat d'une action militaire » et plus loin « il ne s'agit pas en ce moment d'aller sur les « rives du Congo ni sur le littoral voisin avec un appareil « militaire »... « Il importe au développement de notre « influence de ces régions éloignées, que la France appa- « raisse aux populations de l'Afrique centrale, non comme « une puissance conquérante, mais comme une nation com- « merçante... » Il s'agit simplement de fonder des stations scientifiques, hospitalières et commerciales, ce sont les interprètes autorisés du commerce national qui ont appelé l'attention du gouvernement sur la nécessité de ne point laisser perdre les fruits de l'heureuse et persévérante initiative de notre compatriote. La France cherche bien moins à étendre sa domination que les débouchés commerciaux et son influence civilisatrice... D'ailleurs, notre établissement réalise, en quelque sorte, le vœu des indigènes puisque « c'est librement, de leur propre gré que « les chefs indigènes ont demandé la protection du pavil- « lon français ». Notre domination eut-elle déplu aux indigènes qu'ils avaient eu l'occasion d'y échapper et ne l'avaient point fait, puisque, lors du voyage de Stanley sur le Pool « il avait suffi du brave sergent Malamine et de trois hommes laissés par M. de Brazza à la garde du pavillon pour assurer l'exécution du traité ». L'accueil bienveillant que M. de Brazza a reçu de la part des populations indigènes provient « des avantages qu'ils « espèrent tirer de notre présence ». Il va même jusqu'à de vagues promesses, « nous voulons et vous voudrez avec nous conserver à notre occupation de caractère pacifique. » On dirait qu'il cherche à apaiser des susceptibilités en éveil quand il vante le caractère éminemment libéral que, en matière de tarif, notre organisation coloniale nous permet de maintenir dans nos établissements d'Outre-Mer et plus loin « notre organisation coloniale éminemment libérale assure au commerce de toutes les nations la même liberté,

les mêmes avantages que notre propre commerce, partout où flotte le pavillon français.»

Pourquoi ces précautions oratoires et ces promesses, puisque nous n'avons devant nous aucun état constitué qui cherche à nous barrer la route, mais seulement un particulier agissant au nom d'un Comité d'études du Haut Congo, simple Société financière et non pas une personne du droit des gens. C'est qu'on devine déjà derrière lui les ambitions de son fondateur. Le roi Léopold va transformer cette simple société financière en Etat souverain et se réserver la couronne. Dès 1883, un pas est fait vers ce but, le Comité d'études devenait Association internationale du Congo, qui, tout en redoublant d'activité au Congo, poursuivait auprès des puissances la reconnaissance de sa souveraineté.

Cette même année, M. de Brazza repartait pour le Congo à la tête d'une importante mission connue sous le nom de mission de l'Ouest africain. Une véritable pléiade de collaborateurs l'accompagnait, ils devaient former les premiers cadres de l'administration et organiser la nouvelle colonie, leur chef avait reçu par décret un mois auparavant le titre de commissaire général avec les pouvoirs les plus étendus. Devant l'activité dévorante et pratique de nos concurrents il importait de se hâter. Un fait venait encore de le démontrer : après sa déconvenue sur le Pool, Stanley n'avait-il pas, aussitôt connus les résultats de l'exploration du Kouilou, envoyé d'urgence une mission du Comité fonder sur ce fleuve des postes provisoires, essayant de nous ravir ainsi le bénéfice du dernier voyage de son rival. C'est cette tentative hardie qui avait déterminé le gouvernement à faire occuper Loango à 25 kilomètres au Sud de l'embouchure du Couillou, isolant ainsi du Bas-Congo l'occupation artificielle des envoyés de l'Association.

La mission de l'Ouest africain qui dura trois ans, de 1883 à 1885 devait être aussi féconde en résultats que les

deux précédentes, un embryon d'organisation à la fois politique et économique était créé, l'alliance avec Makoko était étendue et ses vassaux de la rive gauche se plaçaient à leur tour sous notre protection, une canonnière française était lancée sur le moyen Congo, enfin de nombreuses expéditions étaient envoyées vers le Nord de la Colonie.

Les progrès incessants de l'entreprise belge, son caractère commercial, son activité politique et diplomatique et surtout la sympathie évidente de l'Allemagne inquiétaient non seulement la France, mais encore l'Angleterre. Celle-ci déjà mal disposée contre l'Association Congolaise dans laquelle elle avait refusé d'entrer en 1876 pour sauvegarder sa liberté d'action voyait d'un œil d'envie ses conquêtes, aussi allait-elle prêter son appui aux revendications du Portugal directement lésé par les entreprises de Stanley.

Nous avons vu que le Portugal était établi dans ces régions depuis des siècles et qu'il avait précédé toutes les autres nations ; confiant dans la valeur de ses droits historiques, maître du Congo à l'ouest et du Zambèze à l'Est, il n'avait pas pensé à prendre soin de les appuyer sur des faits positifs, c'est-à-dire d'y occuper ou du moins d'y explorer les territoires qui séparaient ces deux fleuves. Il était déjà bien tard pour protester contre l'éviction qui le menaçait, néanmoins le Cabinet de Lisbonne se tournait vers les grandes puissances africaines pour protester ; la France pressentie se dérobait, au contraire, l'Angleterre signait avec le Portugal le traité du 26 Février 1884.

Dans ce traité elle reconnaissait comme appartenant au roi de Portugal les territoires le long du rivage de l'Atlantique depuis le 8° parallèle jusqu'au 5° 12' de latitude australe, c'est-à-dire la souveraineté des Bouches du Congo et du Bas fleuve.

Elle se réservait d'importants avantages politiques et

commerciaux et malgré la clause qui prévoyait que le Portugal ouvrirait le fleuve à la navigation internationale, c'était là un coup droit porté à la fois aux prétentions de Léopold II et la ruine des espérances de l'Allemagne dans une région où comme nous le verrons elle possédait déjà un certain nombre de comptoirs. Que signifiait désormais la possession du Haut fleuve et du bassin central si l'Association déjà gênée par l'occupation de la rive droite devenue en fait française, voyait se fermer ainsi le débouché de ses possessions vers le mer, Le péril n'échappa pas au roi des Belges, et il redoubla alors d'activité, pour introduire dans les formes, auprès des cours et des chancelleries européennes cette société d'explorateurs, ce comité de gens d'affaires. Ce n'était pas une mince besogne et il est probable que si son nom n'avait pas figuré à la tête de cette entreprise, la France, l'Angleterre et le Portugal se seraient partagé ses dépouilles. Il fallait éviter que ces trois puissances s'entendissent. Si les intentions de deux d'entre elles venaient de se manifester d'une façon éclatante, la troisième restant encore sur la réserve, il fallait l'empêcher de se déclarer hostile. Très habilement, l'Association fit les premières avances et le 23 avril 1884, le colonel Strauch, son président, adressait au gouvernement français une lettre par laquelle l'Association déclarait formellement « qu'elle ne céderait à aucune puissance ses stations et territoires... Toutefois, désirant « donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux « pour la France elle s'engage à lui donner le droit de préférence si, par suite d'événements imprévus elle était « amenée à réaliser ses possessions ». Jules Ferry alors ministre, répondait le lendemain qu'il prenait acte avec grande satisfaction de ces déclarations et qu'en retour le gouvernement français prenait l'engagement de respecter les stations et les territoires libres de l'Association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits. Ce pre-

mier succès diplomatique allait être bientôt suivi d'un second la reconnaissance par toutes les puissances de l'œuvre personnelle du roi des Belges ; la Conférence de Berlin allait bientôt lui donner le droit de cité en Europe. Le Congo eut en effet la bonne fortune de trouver un avocat dans l'homme d'Etat qui faisait alors la loi en Europe.

Le prince de Bismarck était en effet gagné à la cause de l'association, peut-être était-il séduit par la personnalité du roi Léopold peut-être avait-il seulement l'arrière-pensée de le pousser en avant pour ménager à l'expansion allemande des chances heureuses dans l'avenir, soit en exigeant des avantages commerciaux importants, soit en intervenant dans le partage qui ne manquerait pas de s'effectuer si l'entreprise belge échouait ; quoi qu'il en soit le chancelier allemand se déclarait le champion de l'association du Congo en protestant contre le traité Anglo-Portugais.

Cette intervention devait encore avoir à ses yeux l'avantage d'inquiéter la France à laquelle il ne pouvait pardonner de s'être si vite relevée, de faire pièce à l'Angleterre avec laquelle l'Allemagne se trouvait en difficulté et en concurrence sur la côte ouest de l'Afrique, de donner satisfaction enfin à un puissant mouvement d'opinion qui s'était manifesté dans l'empire en faveur d'une politique d'expansion coloniale.

La prospérité économique qui avait suivi la guerre avec la France, le développement du commerce et de l'industrie qui en était résulté avait amené l'Allemagne à rechercher des débouchés.

La *Post* résumait ainsi ce mouvement d'opinion :

« S'il existe un peuple propre à la colonisation, c'est
« bien le peuple allemand. Une grande partie du commerce
« est entre ses mains, il nous faut des débouchés pour le
« développement de notre industrie ; il nous faut des
« déversoirs pour le trop plein de notre population ; nous

« sommes désormais une nation unie et puissante, il nous
« faut des colonies allemandes. »

Les commerçants de Brême, de Hambourg et de Leipzig se souvenant de l'histoire glorieuse de la Ligue Hanséatique avaient fondé des comptoirs un peu partout en Afrique, et c'est là l'origine de la plupart des colonies germaniques actuelles et en particulier du Cameroun.

Depuis déjà plusieurs années en effet, certains commerçants allemands s'étaient établis sur les rivages de la baie de Victoria tandis que d'autres s'étaient fixés au Togo ou dans les estuaires des rivières du Sud (Guinée). Au mois de juillet 1884, trois maisons de Hambourg avaient conclu avec les chefs les plus puissants de la région des Douallas un traité leur assurant des droits sur ces pays; mais en trafiquant avec les peuplades de l'intérieur, les allemands se trouvèrent bientôt en rivalité avec les missionnaires anglais fixés sur les pentes du mont Cameroun, de là des conflits fréquents qui amenaient un échange d'observations entre le gouvernement anglais et allemand.

Ces difficultés firent reprendre avec plus d'activité la campagne de presse qui se poursuivait depuis plusieurs années en Allemagne.

Une démarche était faite auprès du chancelier, dans laquelle les représentants du commerce allemand lui montraient tout l'intérêt qu'il y aurait à soutenir leur initiative et demandaient que leurs établissements de la baie de Biafra fussent mis sous l'autorité directe de l'empereur et qu'on organisât au Cameroun des services administratifs, s'offrant même à indemniser l'Etat des dépenses qu'il aurait fait au moyen de taxes établies à l'importation.

Au point de vue colonial, Bismarck avait toujours été l'adversaire des occupations lointaines, cependant il céda, mais il entreprit cette politique avec prudence; dans un discours du 14 mars 1884 il déclare : Je ne veux point créer de colonies pour y attirer des émigrants, établir des

fonctionnaires et des artisans; il est utile de ménager les droits acquis des autres nations de ne pas s'avancer sans faire des ouvertures aux Etats ayant des droits acquis, de ne pas engager l'Allemagne dans un conflit avec les puissances coloniales. »

Sans doute il n'était pas partisan d'une politique d'expansion coloniale, mais il comprenait en même temps que c'était là une conséquence nécessaire du développement maritime et commercial de l'Empire.

D'ailleurs, au Cameroun, des intérêts allemands étaient directement engagés, aussi se décidait-il à faire occuper officiellement ce pays.

Le 14 juillet 1884, le docteur Nachtigal déclarait ces régions terres allemandes, quatre jours plus tard le consul d'Angleterre Heivet débarquait à son tour pour annexer ces territoires à l'empire britannique. Devant le fait accompli il se retirait, l'Angleterre s'était laissé gagner de vitesse, elle se bornait à des réclamations qui restaient sans effet, ainsi fut perdue pour elle une colonie sur laquelle le capitaine Burton, dès 1861 avait arboré le drapeau de la Grande-Bretagne.

Les protestations énergiques de Bismarck contre le traité anglo-portugais et en particulier la dépêche du 7 Juin 1884 adressée au Comte Granville dans laquelle il déclarait que le traité serait non avenü à l'égard de l'Allemagne, obligeait le chef du Foreign office à renoncer à soumettre à la reine la ratification du traité.

Cette victoire diplomatique ne lui suffisait pas et bientôt il informait officiellement le Reichstag « de son intention de réunir à Berlin les représentants de toutes les puissances dans le but de rechercher et établir une entente internationale sur le principe de la liberté du commerce dans le bassin et les embouchures du Congo; de l'application au Congo et au Niger des principes de la liberté de navigation et des formalités à observer pour que des occu-

pations nouvelles sur la côte d'Afrique fussent considérées comme effectives. » Les puissances firent le meilleur accueil à cette proposition et se déclarèrent prêtes à chercher en commun un terrain d'entente.

La France voyait dans la conférence un moyen d'assurer définitivement ses nouvelles conquêtes contre tout empiètement et de dissiper l'équivoque de l'association congolaise.

L'Angleterre se ralliait également pour cette dernière raison et aussi pour empêcher l'empire colonial français de s'étendre encore ; elle pensait aussi pouvoir ainsi régler à l'amiable son différend avec l'Allemagne et déclarait (1) « consentir à écarter bien des causes inutiles de conflits internationaux ». Le Portugal espérait y faire valoir victorieusement ses droits. L'Allemagne déclarait qu'elle voulait « avant tout faire passer dans l'application pratique « les principes manifestement professés en matière d'occupation par tous les juristes et les juges de tous les pays « y compris l'Angleterre ». D'ailleurs c'était à elle surtout que pouvait profiter l'artifice de l'internationalisation du Congo. Les Etats-Unis eux-mêmes reconnaissent « la nécessité que des mesures fussent prises ». C'était aussi l'opinion du monde savant puisque vers la même époque l'Institut de Droit International émettait à Munich le vœu « que toutes les puissances s'entendent sur les mesures « propres à prévenir les conflits entre les nations civilisées dans l'Afrique équatoriale » et proposait d'autre part d'appliquer au Congo et à ses affluents le principe de la liberté de navigation ; d'ailleurs de nombreux articles de la Convention de Berlin ne feront que consacrer les solutions proposées par l'Institut.

(1) Lettre de Lord Granville au comte Lyons, Octobre 1884, livre bleu Africa.

(2) Lettre du comte de Munster au comte Granville, Octobre 1884, livre bleu Africa.

Quand à l'intérêt de l'Association du Congo il était évident et Bismarck l'invitait officiellement et sa reconnaissance comme Etat souverain était désormais assurée puisque les représentants allaient être admis à discuter de pair avec les plénipotentiaires des puissances.

Elle était déjà reconnue par deux grands Etats quand la Conférence se réunit : les Etats-Unis (Avril 1884) et l'Allemagne (3 novembre 1884).

CHAPITRE II.

La Conférence de Berlin.

La Conférence s'ouvrait à Berlin le 15 novembre 1884 quatorze Etats y étaient représentés, elle devait se terminer le 26 février 1885 par la signature d'un Acte Général coordonnant en un seul instrument des dispositions d'ordre différent sur le commerce au Congo, la traite, la neutralité, la navigation sur le Congo et le Niger et les conditions des nouvelles occupations en Afrique.

§ 1^{er}. — *Contenu de l'acte de Berlin.*

C'est à chacun de ces différents sujets que se réfèrent les six chapitres de l'acte général.

L'article premier définit les territoires dans lesquels la convention est applicable, c'est-à-dire le bassin conventionnel du Congo.

1^o Ce bassin est limité par les arêtes des bassins contigus à savoir notamment : les bassins du Niari, de l'Ogoué, du Chari et du Nil, au Nord; par la ligne de faite orientale des affluents du lac Tanganika, à l'Est; par les crêtes du bassin de Zambéze, de la Logé au Sud. Il embrasse en conséquence tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganika et ses tributaires orientaux.

2° Dans la zone maritime s'étendant sur l'Océan Atlantique, depuis le parallèle situé par le 2° 30' de latitude au Sud, jusqu'à l'embouchure de la Logé. La limite septentrionale suivra le parallèle situé par le 2° 20', depuis la côte, jusqu'au point où se rencontre le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogoué, auquel ne s'appliquent pas les stipulations du présent acte. La limite méridionale suivra le cours de la Logé, jusqu'à la source de cette rivière et se dirigera de là vers l'Est, jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo.

3° Dans la zone se prolongeant à l'Est du bassin du Congo, tel qu'il est limité ci-dessus, jusqu'à l'Océan indien, depuis le 5° de latitude jusqu'à l'embouchure du Zambèze au Sud. De ce point la limite de démarcation suivra le cours du Zambèze, jusqu'à cinq milles en amont du confluent du Shiré et en continuant par la ligne de faite, séparant les eaux qui coulent vers le lac Nyassa, des eaux tributaires du Zambèze, pour rejoindre la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo.

Dans tous ces territoires les puissances signataires s'engagent à laisser jouir le commerce de toutes les nations, d'une complète liberté; et à laisser libre accès à tous les pavillons. Elle s'interdisent d'établir aucune taxe sur les marchandises importées ou en transit autre que celles qui pourraient être perçues comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce. Ces taxes, tout traitement différentiel étant interdit (article 3), devront être également supportées par les nationaux comme par les étrangers. Les puissances s'engagent enfin à ne concéder ni monopole, ni privilège d'aucune espèce, en matière commerciale (article 5). Les étrangers jouiront indistinctement, pour la protection de leur personne et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et

pour l'exercice des professions du même traitement et des mêmes droits que les nationaux.

Suivaient (article 6) des dispositions relatives à la protection des indigènes, des missionnaires, des voyageurs ainsi que la liberté religieuse, au régime postal (article 7) et au droit de surveillance attribué à la Commission internationale du Congo.

Ces conventions s'imposaient à la France en ce qui concernait tous les territoires du Congo Français, l'ancien Gabon excepté.

Le bassin de la Sangha, ainsi que toute la région en deçà de la ligne de partage des eaux, entre les affluents et les sous-affluents de l'Oubanghi et le bassin du Tchad, sont en effet dans le bassin conventionnel du Congo. Les 2/3 du territoire français sont donc compris dans le bassin. La colonie du Cameroun par contre, n'y entre que pour 1 0/0 de son territoire.

Dans la deuxième partie, les puissances signataires, conformément au principe du droit des gens, déclaraient que les territoires du bassin conventionnel, ne pourraient servir ni de marché, ni de voie de transit, pour la traite de noirs et s'engageaient même à punir les coupables.

La troisième partie, était relative aux conséquences d'une guerre européenne. Les articles 10 et 12 établissaient, pour le territoire du bassin, une neutralité restreinte et facultative, puisque les hautes parties contractantes, ne s'engagent à respecter la neutralité des territoires en question (1), qu'autant que les puissances qui exercent ou exerceront des droits de souveraineté dans ces territoires, usant de la faculté de se proclamer neutres, rempliront les devoirs que la neutralité comporte. Les garants de cette neutralité, n'ont d'ailleurs contracté, que l'obligation de respecter et

(1) L'état indépendant aussitôt créé en 1885 a fait la déclaration de neutralité exigée.

non pas de faire respecter cette neutralité. (Article 11). Si une guerre venait à survenir, en deux puissances exerçant des droits de souveraineté dans le bassin, les autres s'engagent, à prêter leurs bons offices, pour que les belligérants renoncent à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés. Enfin, (article 12) en cas de dissentiment sérieux entre elles, les puissances s'engagent avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou plusieurs puissances amies, sauf recours toujours possible à l'arbitrage.

Le chapitre 4 contient, un acte de navigation du Congo. La navigation du fleuve, de ses embranchements ou issues doit demeurer entièrement libre pour les navires marchands, tous les pavillons doivent être traités sur le pied d'une parfaite égalité. Article 14. « La navigation ne pourra « être assujettie à aucune entrave, ni redevance ; à aucun « péage maritime ou fluvial ; obligation d'échelle, d'étape, « de dépôt, etc..., pourront seuls être perçus les taxes ou « droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation » ; l'acte énumère ensuite ces taxes et institue une Commission internationale, chargée d'en établir les tarifs, de désigner les travaux à exécuter et de percevoir et administrer leurs produits.

La cinquième partie édicte des dispositions analogues pour le Niger. La sixième partie établit pour l'avenir les règles à suivre en matière d'occupation (articles 34 et 35). L'occupation doit être réelle et effective ; obligation d'assurer dans les régions occupées « l'existence d'une autorité suffisante », obligation de notifier toute nouvelle occupation ou établissement de protectorat aux autres signataires.

§ 2. — *Conséquences de l'acte de Berlin.*

Situation des puissances après, la signature de l'acte de Berlin. — Si l'acte général, peut être considéré comme

ayant eu d'heureux résultats, en ce qu'il établissait des règles humanitaires que toutes les puissances s'engageaient à respecter; et en ce qu'il s'efforçait d'éviter les effets de la guerre dans les nouveaux territoires ouverts à la civilisation. Si, par l'entente internationale, il supprimait bien des causes de conflit entre les nations intéressées, si enfin au point de vue spécialement français, il couronnait l'œuvre de nos compatriotes et nous donnait un grand Empire, il n'en est pas moins vrai qu'il constituait une grave défaite pour les vieilles puissances coloniales Espagne, Portugal, France et Angleterre.

Il consacrait en effet solennellement la caducité du vieux droit historique, qui résultait de la découverte et de la possession immémoriale. L'acte de Berlin prétendait, d'ailleurs, non pas innover (1), mais seulement fixer une règle en voie de formation dans la pratique et dans la doctrine.

Une application immédiate en était faite au Portugal qui se voyait évincer complètement de la rive droite du Congo où il ne gardait que la minuscule enclave de Cabinda.

Sans doute la portée pratique des articles 34 et 35, relatifs aux occupations effectives, était-elle singulièrement réduite, par ce fait qu'ils ne s'appliquaient qu'aux occupations nouvelles et sur les côtes du continent africain. Or en 1885 toutes les côtes africaines sont occupées; seul l'intérieur mal connu est encore ouvert aux convoitises.

N'y avait-il pas d'autre part, une grave atteinte à la souveraineté de plusieurs de ces vieilles puissances coloniales, dans le fait de l'établissement d'un régime international, dans des régions qu'elles avaient cru acquérir au prix de nombreux sacrifices; de plus si l'internationalisation du fleuve Congo pouvait encore s'expliquer, par le

(1) Cette intention est masquée par le titre du Chapitre 6 Déclaration sur... Or, on n'emploie ce mot que quand on veut fixer une règle de droit international préexistante mais mal déterminée. M. Geouffre de Lapradelle cours 1908-1909.

fait de la présence en tiers d'un groupement international intermédiaire entre les Etats souverains et les Sociétés particulières. Il n'en était pas de même pour le Niger, dans la vallée duquel l'Angleterre et la France étaient seules en présence.

Enfin, comment considérer comme un succès l'élévation au rang des puissances, de cette association africaine qui n'était encore qu'une société commerciale et financière.

Les vraies triomphatrices étaient les nouvelles puissances coloniales ; parmi elles l'Allemagne voyait s'appliquer la doctrine du prince de Bismark préconisant la colonisation purement commerciale « sans qu'elle coûtât les os d'un seul grenadier poméranien » elle voyait en outre s'ouvrir à son commerce, par l'artifice de l'internationalisation, des débouchés énormes qu'elle allait encore augmenter en se créant une situation prépondérante au Cameroun.

La France gagnait une colonie ; mais grevée de quelles servitudes. Dans les territoires compris dans le bassin conventionnel, qui composaient alors la moitié de ses possessions, il lui était défendu « de concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale » elle ne pouvait y percevoir d'autres taxes, que celles qui pour raient être perçues, comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce. La souveraineté territoriale ne concédait plus que des charges sans compensation.

Cette situation particulière, faisait perdre aux problèmes de délimitation territoriale, une bonne part de leur intérêt, elle explique d'une part, la facilité avec laquelle la France va pouvoir passer d'importants traités de règlement de frontières avec l'association internationale, l'Allemagne et le Portugal et, d'autre part, cette tendance qui va pousser nos explorateurs en dehors du bassin conventionnel et les mènera jusqu'au Tchad,

CHAPITRE III

Les traités de délimitation de 1885.

La première délimitation du Congo était faite dès le 3 février 1885, par l'acte dans lequel la France reconnaissait la souveraineté de l'association internationale africaine. L'article 4 de cette convention fixait les limites communes, depuis la mer jusqu'à l'équateur.

La frontière suivait le fleuve côtier Tchilango jusqu'à sa source, puis, une ligne idéale qui aboutissait sur la rive droite du Congo, jusqu'à Manyanga; elle remontait ensuite le fleuve, jusqu'à un point à déterminer en amont du confluent de la rivière, Likona-Nkoundja puis elle quittait le Congo et remontait au nord du 17° de longitude Greenwich, etc.

Malgré cette clarté apparente, cette convention était inexécutable, le haut étant Congo encore très mal connu.

Il faut remarquer qu'elle mettait à néant les résultats de la surprise du Niari Kouilou par Stanley, les postes qu'il avait fondé sur ce fleuve nous étaient remis en échange de la rive gauche du Stanley Pool que M. de Brazza avait su nous conserver.

Au mois de décembre de la même année, notre situation vis-à-vis de l'Allemagne était précisée comme nous allons le voir, enfin l'année suivante le 12 mai 1886, une convention fixait la limite des possessions portugaises et françaises, depuis la mer jusqu'au fleuve Tchilango.

D'un autre côté des pourparlers étaient engagés avec l'Espagne, pour délimiter la Guinée Espagnole, une commission était nommée. Enfin, en 1887, le 27 avril, une nouvelle convention signée avec l'Etat indépendant du Congo terminait la controverse, qui s'était élevée quand on avait reconnu que l'Oubangui, l'immense affluent du Congo coulait non pas du Nord-Ouest mais venait au contraire du Nord-Est. Il était impossible dans ces conditions, d'appliquer les stipulations de la convention de 1885 et notamment de faire coïncider la limite géographique avec la limite astronomique du 17° parallèle de longitude que le fleuve coupait au lieu de le suivre comme on l'avait cru jusque-là. Pour éviter à l'avenir de pareilles difficultés les parties contractantes convenaient que, qu'elle que fut la direction du Haut Oubanghi le quatrième parallèle de latitude nord limiterait nos deux sphères d'influence... Cette convention était accompagnée d'une importante déclaration reconnaissant que le droit de préférence acquis à la France par l'arrangement de 1884 ne pourrait être opposable à la Belgique.

Nous avons vu que l'Allemagne avait proclamé le Cameroun terre d'empire au mois de juillet 1884 ; la surprise avait été générale et l'Angleterre qui avait des comptoirs et des missions dans ces régions avait été d'autant plus irritée qu'elle s'apprêtait elle-même à les annexer. Dès le 27 octobre 1884, l'Angleterre protesta, mais dut s'incliner devant le fait accompli. Toutefois, à la suite, de longs débats diplomatiques entre les deux gouvernements, les Anglais reconnaissaient officiellement les droits des Allemands au Cameroun. L'année suivante, le 7 mai 1885, ils abandonnaient toute prétention sur le massif du Cameroun et rappelaient leurs fonctionnaires.

Cet abandon était confirmé par une autre convention du 2 août 1886, enfin en mars 1887, la station de Victoria qui appartenait aux missionnaires baptistes anglais, était

cédée à une Société de missionnaires de Bâle et l'influence allemande devenait exclusive. La situation de la nouvelle colonie se réglait à la même époque d'un autre côté.

« Au sud de l'estuaire du Cameroun sur la côte qui se
« développe de crique en crique vers le Gabon, la situa-
« tion était toute différente. Cette zone littorale, divisée en
« une infinité de chefferies, avait été visitée par de nom-
« breux marins et commerçants, qui avaient tous conclu
« des conventions avec les roitelets du pays pour l'achat de
« domaines moyennant quelques fusils et barriques d'eau-
« de-vie frelatée. » (1). De vieux documents, dit Elisée Reclus,
(2) perdus dans les archives, constataient que telle pointe,
telle embouchure de rivière appartenaient à l'Espagne, à
la France, à l'Allemagne; bref cette côte du Cameroun
méridional était divisée en une foule de petits territoires,
alternant comme les touches d'un clavier et revendiqués
par l'Allemagne ou par la France; l'Allemagne touchait
ainsi à nos territoires du Gabon et elle émettait la préten-
tion d'étendre son empire jusque dans le voisinage de
l'équateur; un règlement de frontière était devenu néces-
saire, Bismark en prit l'initiative.

Le Gouvernement Français, par l'intermédiaire de Jules Ferry, accueillit favorablement les ouvertures de l'Allemagne et un accord fut conclu entre la France et cette puissance, le 24 décembre 1885.

L'article premier porte : « Le gouvernement de Sa Ma-
« jesté l'Empereur Allemand, renonce en faveur de la
« France à tous droits de souveraineté ou de protectorat
« sur les territoires qui ont été acquis au sud de la rivière
« Campo par les sujets de l'Empire Allemand et qui ont
« été placés sous la protectorat de Sa Majesté l'Empereur
« Allemand. Il s'engage à s'abstenir, de toute action poli-

(1) Vivien Saint-Martin : *Dictionnaire de Géographie*.

(2) Elisée Reclus, tome xiii.

« tique au sud d'une ligne suivant ladite rivière, depuis
« son embouchure, jusqu'au point où elle rencontre le
« méridien situé par 10° de longitude Est de Greenwich
« (Sept degrés quarante minutes de longitude Est de Paris)
« et à partir de ce point le parallèle prolongé jusqu'à sa
« rencontre avec le méridien situé par quinze degrés de
« longitude Est de Greenwich (12°40 Est de Paris)...

« Le Gouvernement de la République Française renonce
« à tous droits et à toutes prétentions qu'il pourrait faire
« valoir sur les territoires situés au nord de la même ligne
« et il s'engage à s'abstenir de toute action politique au
« Nord de cette ligne. Aucun des deux gouvernements ne
« devra prendre de mesures, qui puissent porter atteinte à
« la liberté de navigation et du commerce des ressortis-
« sants de l'autre gouvernement sur les eaux de la rivière
« Campo, dans la portion qui restera mitoyenne et dont
« l'usage sera commun aux ressortissants des deux pays. »

Ce traité ne donna lieu à aucune difficulté, les deux parties faisaient preuve d'un grand esprit de conciliation et se faisaient des concessions réciproques, la France abandonnait toutes prétentions sur la côte jusqu'au rio Campo, où, pourtant, la plupart des caps lui avaient été acquis par les petites conventions dont nous avons parlé ; l'Allemagne en retour nous cédait les établissements que ses nationaux avaient fondé dans les estuaires des rivières du Sud (Guinée Française).

Les négociateurs (1) « semblent avoir voulu adopter en
« ce qui concernait la détermination de la frontière des
« possessions une formule vague qui réservât de part et
« d'autre l'avenir. » Il n'était possible de préciser leur œuvre qu'en procédant à une délimitation nouvelle. La convention établissait une distinction, entre les territoires situés à l'Est du 15° Greenwich et ceux qui sont compris

(1) Projet de loi portant approbation du protocole du 4 février 1894.

entre le méridien et la côte. Parmi ceux-ci, ceux qui étaient situés au-dessus du parallèle passant par la rivière Campo étaient allemands, ceux qui étaient situés au-dessous, français ; puis à l'Est du 15° les données géographiques manquant, on convenait d'attendre pour pouvoir délimiter en connaissance de cause ; le champ restait ouvert de ce côté aux entreprises des deux pays. Cet accord indiquait seulement une frontière idéale. Les progrès de l'occupation et de l'exploration allaient bien vite souligner les difficultés soulevées par cette délimitation trop vague.

CHAPITRE IV

L'expansion au Congo et au Cameroum de 1885 à 1894.

Ces diverses conventions avaient eu pour résultat de fixer les limites de notre colonie d'une manière bien imparfaite, sans doute, mais déjà suffisante pour donner une orientation générale à notre expansion. A l'Ouest nous avions obtenu la possession exclusive des bassins de l'Ogoué et du Quillou et une façade de 800 kilomètres sur l'Atlantique ; au Sud nous venions de renoncer solennellement à toute prétention sur les bouches du Congo. Nous ne pouvions plus songer à nous étendre à l'Est, puisque nous venions d'abandonner les établissements fondés sur la rive gauche et d'adopter pour frontière le cours de ce même fleuve pendant 650 kilomètres de Manyanga en aval du Stanley Pool à Liranga au confluent de l'Oubanghi. Enfin, au Nord-Ouest, le parallèle passant par la rivière Campo était une limite que nous ne pouvions plus dépasser, depuis le traité franco-allemand. La seule voie qui nous restait ouverte était donc celle du Nord-Est, vers le Tchad. C'était elle qu'allaient suivre nos explorateurs. Des raisons géographiques se joignaient à ces considérations politiques, pour leur imposer cette direction. Deux grandes voies navigables coulant du Nord au Sud venaient précisément y converger, la Sangha et l'Oubanghi ; l'une

et l'autre leur permettaient d'atteindre les affluents du lac Tchad, la seconde, qui au-dessus du 4^e parallèle prenait la direction de l'Est, devait les conduire jusque sur le Nil.

La France, l'Allemagne, l'État Indépendant vont pendant cette période, rivaliser d'initiative et d'énergie pour étendre leurs domaines ; les explorateurs allemands tenteront également de pénétrer jusqu'au Tchad, mais ils se trouveront aux prises avec les plus grandes difficultés provenant du relief du sol. L'intérieur du Cameroun est, en effet, séparé de la côte par une série de massifs montagneux. D'autre part, l'absence de grandes voies de pénétration naturelle, l'hostilité des indigènes, enfin, une malchance persistante, tout cela explique qu'ils aient été distancés par les nôtres dans cette course vers le Tchad.

Qu'est-ce donc exactement que ce lac et la région qui l'environne ? Certes il ne faut point y voir un Eldorado : (1)
« Le Tchad n'est même pas un lac pittoresque, c'est un
« étang, presque un marais, tant il est encombré d'îles et
« de roseaux. Le lac Tanganijika, le lac Victoria sont les
« berceaux de deux grands fleuves : le Congo et le Nil ;
« le lac Tchad n'est que le lit mort de deux fleuves divi-
« sés par le désert : le Chari et le Yéou... Mais c'est le
« cœur du Soudan ; celui qui possédera le Tchad sera
« le maître incontesté de ces régions immenses, peuplées
« et riches dont il est le centre géométrique. »

Ce qui fait, en effet, l'importance de cette région c'est sa position géographique. La large dépression qu'elle occupe fait communiquer, d'une part, le Soudan occidental, dont la France, l'Allemagne et l'Angleterre se disputaient la possession, avec le Soudan oriental où cette dernière puissance rêvait de se créer une situation exclusive.

D'autre part, le Tchad est le point de convergence des routes de caravanes qui, traversant le Sahara, viennent

(1) P. Legendre : *Notre épopée coloniale*, Paris 1902.

soit du Sénégal ou du Maroc, soit du Sud Algérien ou de la Tripolitaine. Ces routes forment autour du lac comme un vaste éventail ; on comprend tout l'intérêt que les diverses puissances africaines avaient à établir leur domination à l'intersection de ses diverses branches.

La France, plus particulièrement intéressée à posséder ces pays qui lui permettaient de faire communiquer ses trois colonies de l'Afrique occidentale, de l'Algérie et du Congo, devait atteindre la première le grand lac du centre africain et y faire prévaloir ses droits ; on peut dire qu'actuellement son influence dans ces régions est prédominante ; nous occupons, en effet, le Baghirmi, l'Ouadaï, le Kanem, c'est-à-dire le Sud-Est, l'Est et le Nord du lac ; tandis que les Allemands et les Anglais possèdent les rives Sud et Ouest. Ces derniers ont dû renoncer par une suite de conventions que nous mentionnerons à réunir leurs possessions du Niger avec celles du Nil.

1^o Vers l'Oubanghi et le Tchad.

Cette marche vers le Tchad s'est effectuée dans les conditions suivantes :

Dans les années qui suivent 1885, M. de Brazza, commissaire général du Gouvernement au Congo, fait continuer par ses collaborateurs la reconnaissance méthodique du pays, encore exploré superficiellement.

De 1885 à 1890 se placent une série de voyages qui n'ont d'autre but que de nous faire mieux connaître les bassins du Niari, de l'Ogoué, etc... Le Congo et l'Oubanghi son affluent sont également visités par Dolisie, Ballay, Rouvier, Pleigneur. En 1890, un résultat important est acquis : M. Ponel réussit à franchir les rapides de Bangui et démontre qu'au-delà de ce point l'Oubanghi prend la direction de l'Est-Ouest, tandis que dans son

cours inférieur il coule du Nord au Sud. Ainsi s'ouvrait devant nous la possibilité d'atteindre le Bahr el Ghazal. Cette exploration était complétée par celle de M. Gaillard, qui remontait le fleuve jusqu'au 20° de longitude, point où il se divise en deux branches : l'Ouellé et le Mbomou. Ces régions étaient parcourues à la même époque par de nombreuses missions belges ; cette division du fleuve en deux branches et la fondation simultanée par les explorateurs des deux États de nombreux postes dans les mêmes régions devaient amener des difficultés entre le Gouvernement Français et celui de l'État Indépendant.

C'est cette même année 1890 que les projets de pénétration vers le lac Tchad se précisent. C'est à Paul Crampel que revient le mérite de l'idée géniale et simpliste de faire du Tchad un lac français. « En France, disait-il, on ne se passionne pas pour les théories compliquées, il faut une formule, un fait. La réunion sur les bords du lac Tchad de nos possessions de l'Algérie, du Soudan et du Congo sera cette formule. » Dans ce but, il se proposait d'explorer la région comprise entre le Congo et le lac Tchad et d'y conclure des traités, puis de revenir, s'il le pouvait, par le Nord. Ce projet téméraire ne devait pas réussir. Parti de France, en mars 1890, Crampel remontait le Congo et l'Oubanghi puis, un peu au-dessus de Bangui, il prenait la direction du Nord-Est et s'enfonçait dans des régions absolument inconnues. Au mois d'avril suivant il était massacré par les indigènes. Son sacrifice ne devait pas être inutile, car il faisait comprendre en France l'intérêt qui s'attachait à l'extension de notre colonie vers le Nord. Sa formule était reprise par le Comité de l'Afrique française, qui devait s'efforcer par tous les moyens en son pouvoir de développer l'industrie et le commerce français dans l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord ; c'est à ce Comité qu'est dû le grand mouvement d'opinion qui commençait à rendre populaire notre expansion en Afrique.

Son œuvre est intimement, liée à l'histoire de notre pays en Afrique. Fondé pour ménager aux explorateurs l'appui des pouvoirs publics et le concours financier des particuliers, le Comité aussitôt formé organisait une expédition pour secourir Crampel dont on ignorait le sort, et en confiait le commandement à M. Dybowski.

Un important document diplomatique venait de plus d'attirer l'attention sur la possibilité d'unir nos différentes colonies sur les bords du grand lac soudanais le 5 août 1890 la France avait signé avec l'Angleterre une convention par laquelle cette puissance reconnaissait que la zone d'influence de la France au sud de ses possessions méditerranéennes s'étendait jusqu'à une ligne à déterminer qui partirait de Say sur le Niger pour aboutir à Barroua au Nord-Ouest du Tchad.

La convention ajoutait que cette ligne devait être tracée de façon à comprendre dans la zone d'action de la compagnie du Niger tout ce qui appartient équitablement au royaume de Sokoto. D'où il semblait résulter : 1° que nous avions le champ libre, que nous pouvions nous étendre indéfiniment au nord et à l'est; 2° et que d'autre part au sud nous pouvions établir notre souveraineté dans tous les territoires indépendants du royaume de Sokoto.

Dybowski apprenait à Brazzaville que la mission Crampel venait d'être anéantie, il commençait par châtier les assassins mais devant la difficulté de se ravitailler il revenait en arrière après avoir fondé des postes sur la rivière Kémo, petit affluent de l'Oubanghi dont la vallée dirigée vers le nord conduit à celle du Chari le grand tributaire du Tchad. Avant même son retour en France le gouvernement envoyait une nouvelle mission encore soutenue par le Comité de l'Afrique française, celle de Maistre : elle devait pleinement réussir. Cette expédition après avoir remonté le Congo et l'Oubanghi parvenait dans la vallée du Kémo vers le mois de juillet 1892 et avançant

toujours vers le nord en combattant les indigènes, elle découvrait au mois de septembre (1) « le Gribinghi c'est-à-dire le cours supérieur du mystérieux Chari, la voie naturelle de l'empire musulman du Baghirmi. » Malheureusement elle ne pouvait pénétrer jusqu'au Tchad, le manque de vivres et la maladie de son chef l'obligeaient à prendre la direction de l'ouest, elle découvrait bientôt au passage un autre affluent du Tchad, le Logone, enfin elle atteignait l'Adamaoua où elle recoupait l'itinéraire de la mission Mizon. Après un séjour à Yola, la mission terminait son voyage en descendant la Bénoué, puis le Niger,

Aussitôt l'accord avec l'Angleterre signé, le gouvernement français avait voulu en tirer parti et avait organisé deux importantes missions, celle de Monteil et celle du lieutenant Mizon. La première avait un brillant résultat. Monteil après avoir traversé la boucle du Niger parvenait pour la première fois au Tchad 9 août 1892 et rentrait en France par la Tripolitaine.

Le lieutenant Mizon était chargé de gagner le lac par la vallée du Bas Niger, celle de son affluent la Bénoué, puis rejoindre le Chari et revenir par le Congo. Parti de France le 10 septembre 1890, il manquait de périr tout au début de son voyage dans une attaque des indigènes du bas fleuve; il éprouvait les plus grandes difficultés de la part de la colonie anglaise de la Nigeria. A force de patience, il parvenait à remonter la Bénoué, et atteignait Yola, capitale de l'Adamaoua (août 1891) où il séjournait quatre mois; par son habileté il réussissait à vaincre les préventions du sultan du pays Zoubir entretenues par ses rivaux britanniques et signait avec lui un traité d'alliance.

L'amitié d'un tel prince n'était pas à dédaigner, souverain d'un empire riche et peuplé, il disposait d'une

(1) C. Maistre. — *A travers l'Afrique centrale du Congo au Niger.* — Paris 1895.

armée assez importante. Mizon profite des facilités que lui donnait sa protection pour explorer les tributaires de la Haute Bénoué, en particulier il reconnaissait le Mayo-Kebbi, petit affluent de cette rivière dont il devinait l'importance pour l'établissement de communications avec le bassin du Chari. En même temps, il fondait des stations commerciales. Quittant l'Adamaoua au mois de décembre 1891 il prenait la direction du Sud et arrivait à Ngaoundéré dont le souverain lui accordait les mêmes avantages que celui de Yola, il traversait ensuite une région désertique ou prennent leur source les tributaires de la Haute Sangha, passait à Koundé puis à Doka, et atteignait cette rivière, affluent du Congo, à Gaza. Averti que des hommes blancs séjournaien dans la région, Mizon se portait en toute hâte sur la Mambéré, affluent nord de la Sangha; craignant qu'une des expéditions allemandes qui étaient nombreuses à cette époque n'eût réussi à échapper à la surveillance des collaborateurs de M. de Brazza. Enfin, le 7 avril 1892, le mystère était éclairci, il tombait dans les bras du commissaire général du Congo en mission dans ces régions.

2° Vers la Sangha.

Du côté de la Sangha, l'expansion française n'avait cessé de se poursuivre également, M. de Brazza y avait reconnu depuis longtemps « l'imposante avenue du Tchad » et y avait envoyé plusieurs de ses collaborateurs. Il faut signaler en premier lieu un voyage de Crampel, en 1888 dans les pays Pahouins. Remontant l'Ivindo, affluent de droite de l'Ogoué, dont la vallée mène à la frontière allemande, il franchissait la ligne de partage des eaux de ce fleuve et du Congo et découvrait la rivière Djah ou Ngoko, rivière dont le cours presque entier est en territoire allemand, se dirigeant ensuite vers l'ouest, il descendait le

N'tem affluent du Campo, quand une attaque des indigènes l'arrêta. En outre de nombreux renseignements géographiques et ethnographiques, il rapportait plusieurs traités passés avec les chefs des confins du Cameroun.

La première exploration de la Sangha, jusqu'au confluent du Ngoko, fut faite par Cholet en 1890; l'intérêt de cette découverte géographique n'échappait pas à M. de Brazza qui envoyait l'année suivante dans ces régions deux autres missions; l'une, celle de MM. Gaillard et Husson reconnaissait le cours du Ngoko après avoir fondé le poste d'Ouessou au confluent de cette rivière avec la Sangha, l'autre, sous le commandement de M. Fourneau, explorait la Lekellé et la Massiéba qui donnent naissance à la Sangha mais attaquée par les indigènes elle dut reculer. C'est pour venger cet échec et aussi pour s'employer plus activement à élargir encore la route qui menait du Congo au Tchad que le commissaire général du Congo prenait lui-même de commandement dans la région, vers la fin de 1891. Secondé par MM. Ponel, Gentil, Goujon, Decœur, qui exploraient le pays sous sa direction, il établissait pacifiquement selon sa méthode ordinaire notre domination sur la Haute Sangha, il réussissait même à faire transporter au-dessus des rapides, qui vers le 4° de latitude interrompent la navigation, le petit vapeur le Courbet, et à organiser la navigation sur les biefs navigables de la rivière; et faisait frayer une route pour les relier l'un à l'autre. Cette prise de possession était complétée par la fondation de nombreux postes à Djambala, à Gaza, (qu'aucun européen n'avait encore visité), enfin à Bania et à Koundé. Une tentative était même faite pour créer une résidence à Yola, en 1892; elle échouait par suite des intrigues des agents de la Nigéria, au contraire le sultan de Ngaoundéré pressenti avait agréé avec empressement nos avances. La France devenait ainsi la puissance prédominante dans les vallées de L'Oubanghi

de la Sangha et du Chari. A cette date (1894) nous n'avons pas encore atteint notre but le Tchad mais nous sommes en tête de trois nations concurrentes Allemagne, Angleterre, France, qui tendent vers ce point géographique; nous nous sommes avancé jusqu'à moins de deux degrés du grand lac soudanais et nous avons sur nos rivaux l'avantage d'être maître des deux grandes voies de communication qui permettent d'y accéder par le Sud.

Expansion allemande de 1885 à 1894.

Pendant toute cette période, les Allemands n'étaient pas restés inactifs, comprenant comme nous que les limites de leur colonie n'étant pas encore fixées entièrement, les territoires de l'intérieur appartiendraient au premier occupant; ils vont s'efforcer d'atteindre, eux aussi, le Tchad ou de s'enfoncer, vers l'intérieur du continent. Parmi les explorations de cette époque, il faut citer en premier lieu celles des lieutenants Kund et Tappenbeck dans le sud du Cameroun et celles du docteur Zintgraff et du lieutenant Zeuner dans le nord, au mois de décembre 1887; explorations peu étendues et très difficiles à cause du relief du sol et qui ne dépassaient pas la zone des forêts vierges.

Ensuite viennent deux autres voyages du docteur Zintgraff; à cet explorateur revient le mérite d'avoir découvert la route de la Bénoué. Parti le 17 décembre 1888 de la station de Barombi, il fondait dans l'intérieur la station de Baliburg, sur le haut plateau habité par les Balis et les Bafous, puis continuant sa route dans la direction septentrionale, il arrivait sur la Bénoué, à Ifi (juin 1889) et jetait ainsi les bases d'une prépondérance possible de l'Allemagne dans l'Adamaoua. En 1892 il retournait encore une fois à Baliburg, mais il ne put pas établir solidement la domination allemande dans cette région et cette station

était abandonnée en 1893; il avait lui-même subi de nombreux échecs de la part des tribus du voisinage révoltées. Dans le sud, le lieutenant Morgen remporta quelques succès importants; parti de Kribi sur la côte, (décembre 1889) il se dirigeait vers l'est et parvenait à Iaoundé et à Ngilla, puis revenait à la côte le long du Mbam affluent de droite du Lom ou Sanaga la plus grande voie navigable des territoires qui composent le Cameroun et dont les affluents mènent les uns au Logone, d'autres à la Sangha, d'autres enfin à la Bénoué. Le Mbam fait partie de ces derniers.

Quelques mois après (juin 1890), Morgen revenait dans cette région, se dirigeant au nord-est et au nord, il traversait les pays situés entre la haute Sangha et le Mbam où il trouvait un commerce prospère avec le Soudan moyen et par l'Adamaoua, atteignait Ibi sur la Bénoué. Ces expéditions furent suivies de celles plus considérables du baron de Gravenreuth; envoyé pour affermir les résultats de son prédécesseur; il devait réprimer à plusieurs reprises des révoltes d'indigènes (combat de Bouéa 1891). En 1892, l'arrière pays Batanga (Sud du Cameroun) était exploré par le lieutenant Ramsay qui parcourait l'intérieur jusqu'à Jaoundé et Dibamba. En même temps les troupes coloniales soumettaient les peuplades Bakoko du Kouakoua, et en mai 1893 les Mabéas (à l'est du grand Batanga) qui attaquaient souvent les caravanes; la domination allemande s'étendait ainsi jusqu'aux régions avoisinant les possessions espagnoles. Enfin dans la direction de l'Adamaoua et du Tchad le plan de Morgen était repris. Le lieutenant Stetten refaisait l'itinéraire de cet explorateur mais avec cette différence qu'après avoir suivi la direction Nord-Est jusqu'à Koutcha, il prenait celle du Nord-Ouest pour atteindre Yola où devançant le lieutenant Mizon (juillet 1893), il passait avec le sultan de l'Adamaoua un traité qui permettait aux Allemands seuls de s'établir dans le pays.

En résumé si les résultats de ces diverses missions

étaient appréciables, ils étaient loin d'égaliser ceux qu'avaient obtenus nos explorateurs. L'Allemagne, il faut le reconnaître, avait éprouvé dans ses débuts comme puissance coloniale de nombreux déboires ; à la fin de l'année 1884 l'insurrection des habitants de Josstadt avait nécessité l'intervention de l'équipage des deux corvettes allemandes de la région, la localité avait été détruite et un nouveau chef-lieu administratif avait dû être créé ; l'hostilité constante des indigènes arrêta à plusieurs reprises ses explorateurs et quelquefois mit en péril les établissements qu'ils s'efforçaient de créer. On peut citer encore à la fin de 1893 la révolte des soldats de police dahoméens, au cours de laquelle le palais du gouverneur fut brûlé, et qui ne fut apaisée qu'à la suite d'une intervention des équipages des stationnaires allemands.

CHAPITRE V

L'accord de 1894.

Tout cela explique l'émotion qui s'empara de l'opinion publique allemande devant les succès répétés de nos explorateurs. L'occupation de Gaza que les cartes allemandes plaçaient par 14°30' de Greenwich, c'est-à-dire en dedans de la ligne formant la limite reconnue à la colonie du Cameroun, les passages à Ngaoundéré de Mizon, en 1892, et quelques mois plus tard de M. Ponel qui refaisait le même voyage en sens inverse, étaient signalés comme des empiètements contraires aux engagements contenus dans l'arrangement du 24 décembre 1885.

Ces deux dernières missions inquiétaient également l'Angleterre; son hostilité était démontrée par les nombreuses difficultés qu'elle créait à nos explorateurs au cours de leur navigation sur le Niger. La seconde expédition du lieutenant Mizon sur la Bénoué allait pousser les choses à l'état aigu.

Le mécontentement de ces deux nations trouvait son expression dans la convention qu'elles signaient ensemble le 14 août 1893. Aux termes de cet acte, tout ce qui se trouvait au nord et à l'ouest d'une ligne allant de Yola sur la Bénoué au lac Tchad, rentrait dans la sphère d'influence anglaise, en revanche, « l'Allemagne avait la facilité de « s'étendre au sud et à l'est jusqu'aux confins du Nil (1).

(1) *Mouvement géographique*, 1893, page 107.

« C'était trancher avec une singulière désinvolture une
« question dans laquelle nous étions particulièrement inté-
« ressés, non seulement par les résultats de nos récentes
« missions, mais encore par les droits que l'Angleterre elle-
« même nous avait reconnu dans ces régions en 1890. »

Dès que cette convention fut connue en France, des représentations énergiques furent faites à Berlin. A nos griefs, les Allemands répondaient en protestant contre les explorations qui venaient peu à peu de placer sous notre autorité les vallées de la Sangha et du Chari, l'Adamaoua et le cours supérieur de la Bénoué.

Déjà, en 1890, à la suite des affaires de Zanzibar des négociations avaient été entamées pour préciser la frontière entre les possessions allemandes et françaises, mais elles n'avaient pu aboutir ; en 1894, au contraire, les deux gouvernements ne voyaient plus aucun obstacle à une nouvelle délimitation. La France considérait que le moment était bien choisi pour consacrer par un accord l'heureuse fortune de ses explorateurs ; l'Allemagne sentait derrière elle l'appui momentané de l'Angleterre, ne demandait pas mieux que de traiter avec nous, cela présentait pour elle l'avantage d'arrêter les progrès de nos voyageurs contre lesquels, elle s'en rendait compte, les siens ne pouvaient lutter ; elle désirait, de plus, profiter de ce fait qu'une expédition allemande, envoyée par le Comité allemand du Cameroun, celle du baron Uechtritz et du Docteur Passarge effectuait dans les régions contestées un voyage heureux contrairement à ses devancières. On voit, en effet, au début de 1894 des personnalités coloniales réunies au ministère des Affaires étrangères (1) à Berlin demander au Gouvernement impérial de faire reconnaître par la France, l'autorité de l'Allemagne sur le Baghirmi, l'Adamaoua et la haute Bénoué « avant qu'un malheur

(1) *Gazette de Cologne*, 27 février 1894.

surviennne » à l'expédition dont nous venons de parler.

Pour la dernière de ces régions, il est vrai, les titres n'étaient ni très probants ni très fondés, la *Gazette de Cologne* les résumait ainsi :

« Il ne reste en faveur de l'Allemagne dans cette région
« contre les traités de Flégel auxquels on n'a pas attaché
« jusqu'ici l'importance qu'ils méritaient, et les voyages
« du docteur Zintgraff et du Capitaine Morgen, entre le
« 6° de latitude et la frontière anglaise, il ne reste, dis-je,
« que les résultats éventuels de l'expédition organisée par
« le Comité de Cameroun. »

Les négociations engagées dans les premiers jours de décembre 1893 se prolongèrent jusqu'au mois de février 1894. Elles aboutirent à un protocole signé le 4 février 1894 ; celui-ci fut confirmé le 15 mars suivant par un arrangement conclu entre M. Herbette, ambassadeur de France à Berlin et le baron de Marschall, secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de l'empire d'Allemagne.

Voici le texte de cette convention :

ARTICLE PREMIER. — La frontière entre la colonie du Congo français et la colonie du Cameroun suivra à partir de l'intersection du parallèle formant la frontière avec le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich), ledit méridien jusqu'à sa rencontre avec la parallèle 2°, de là, en se dirigeant vers l'Est, ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec la rivière Sangha. Elle suivra ensuite, en remontant vers le Nord, sur une longueur de 30 kilomètres, la rivière Sangha ; du point qui sera ainsi déterminé sur la rive droite de la Sangha une ligne droite aboutissant, sur le parallèle de Bania, à 62 minutes (62') à l'ouest de Bania : de ce point une ligne droite aboutissant sur le parallèle de Gaza, à 43 minutes (43') à l'ouest de Gaza.

De là, la frontière se dirigera en ligne droite vers

Koundé, laissant Koundé à l'Est avec une banlieue déterminée à l'Ouest par un arc de cercle d'un rayon de cinq kilomètres, partant, au sud, du point où il sera coupé par la ligne allant à Koundé et finissant, au nord, à son intersection avec le méridien de Koundé; de là, la frontière suivra la parallèle de ce point jusqu'à sa rencontre avec le méridien 12°40' (15° Greenwich).

Le tracé suivra ensuite le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich) jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 8°30', puis une ligne aboutissant à Lamé en laissant une banlieue de cinq kilomètres à l'ouest de ce point.

De Lamé une ligne aboutissant sur la rive gauche du Mayo-Kebbi, à hauteur de Bifara. Du point d'accès à la rive gauche du Mayo-Kebbi, la frontière traversera la rivière et remontera en ligne droite vers le Nord, laissant Bifara à l'est, jusqu'à la rencontre du 10° parallèle. Elle suivra ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec le Chari; enfin, le cours du Chari jusqu'au lac Tchad.

ART. 2. — Le gouvernement français et le gouvernement allemand prennent l'engagement réciproque de n'exercer aucune action politique dans les sphères d'influence qu'ils se reconnaissent par la ligne de démarcation déterminée à l'article précédent. Il est convenu par là que chacune des deux puissances s'interdit de faire des acquisitions territoriales, de conclure des traités, d'accepter des droits de souveraineté ou de protectorat, de gêner ou de contester l'influence de l'autre puissance dans la zone qui lui est réservée.

ART. 3. — L'Allemagne, en ce qui concerne la partie des eaux de la Bénoué et de ses affluents comprises dans sa sphère d'influence; la France, en ce qui concerne la partie du Mayo-Kebbi et des autres affluents de la Bénoué comprise dans sa sphère d'influence, se reconnaissent

respectivement tenues d'appliquer et de faire respecter les dispositions relatives à la liberté de navigation et de commerce énumérées dans les articles 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33 de l'acte de Berlin du 26 février 1885, de même que les clauses de l'acte de Bruxelles relatives à l'importation des armes et des spiritueux.

La France et l'Allemagne s'assurent respectivement le bénéfice de ces mêmes dispositions en ce qui concerne la navigation du Chari, du Logone et de leurs affluents et l'importation des armes et des spiritueux dans les bassins de ces rivières.

ART 4. — Dans les territoires de leur zone d'influence respective, compris dans les bassins de la Bénoué et de ses affluents, du Chari, du Logone et de leurs affluents de même que dans les territoires situés au sud et au sud-est du lac Tchad, les commerçants ou les voyageurs des deux pays seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, en ce qui concerne l'usage des routes ou autres voies de communication terrestres. Dans ces mêmes territoires, les nationaux des deux pays seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages au point de vue des acquisitions et installations nécessaires à l'exercice et au développement de leur commerce et de leur industrie.

Sont exclues de ces dispositions les routes et voies terrestres de communication des bassins côtiers de la colonie du Cameroun ou des bassins côtiers de la colonie du Congo français non compris dans le bassin conventionnel du Congo tel qu'il a été défini par l'acte de Berlin.

Ces dispositions toutefois s'appliquent à la route Yola Ngaoundéré, Koundé, Gaza, Bania et vice versa telle qu'elle est repérée sur la carte annexée au présent protocole alors même qu'elle serait coupée par des affluents des bassins côtiers.

Les tarifs des taxes ou droits qui pourront être établis

de part et d'autre ne comporteront à l'égard des commerçants des deux pays aucun traitement différentiel.

ART. 5. — En foi de quoi les délégués ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, en double expédition le 4 février 1894.

Les délégués français,

HAUSSMANN, MONTEIL,

Les délégués allemands,

KAYSER, DANCKELMANN.

Ce protocole mettait fin, pour un temps, du moins, aux difficultés que présentait l'incertitude des frontières entre le Congo et le Cameroun.

Il importe d'abord de remarquer que les deux Etats, en présence on fait preuve, dans cet accord, d'un grand désir de conciliation ; et sont résolument entrés dans la voie des transactions en tenant compte, d'une part, des droits acquis par de précédentes occupations, et, d'autre part, en se préoccupant d'assurer à chacune des colonies les débouchés nécessaires à son développement.

« Le tracé bizarre de la nouvelle frontière et la forme « étrange qu'elle donne au Cameroun allemand traduit « sent matériellement cette préoccupation et témoignent « de cet esprit de transaction dont on pouvait déjà prévoir l'influence au cours des négociations qui se poursuivaient à Berlin dans un secret absolu (1). »

Les concessions réciproques dominaient si bien dans cet accord que les deux puissances ont pu le considérer chacune de leur côté, comme un succès. La France ne pouvait être que satisfaite de voir confirmer quelques-uns des plus heureux résultats de l'héroïque poussée de ses explorateurs ; l'Allemagne acquerrait d'immenses terri-

(1) *Revue générale de Droit International public*, 1894.

toires et voyait sa colonie étendue vers le Nord jusqu'au lac Tchad.

L'accès au Tchad, c'était le grand problème qui se posait aux négociateurs : la zone d'influence allemande pouvait-elle s'étendre jusque-là ; en droit, rien ne permettait de l'affirmer ; la convention franco-allemande de 1885 déterminait seulement une frontière en largeur suivant depuis l'Océan le parallèle qui passe par la rivière Campo jusqu'à sa rencontre avec le méridien 12°40' (15° Greenwich). Au sud de cette ligne, les territoires étaient français, au nord, allemands ; rien n'était prévu pour la direction possible de la frontière à l'est du Cameroun.

La France faisait ici application d'une théorie que l'Allemagne elle-même avait créée et fréquemment invoquée, celle de l'Hinterland admettait seulement pour la colonie germanique une extension équivalente à l'étendue qu'elle occupait sur le littoral.

L'Allemagne, au contraire, prétendait que son influence devait s'étendre sur tous les territoires situés à l'ouest du méridien 12°40' depuis le point déterminé par la convention de 1885 jusqu'au lac Tchad.

S'il en était ainsi, les occupations réalisées par nos voyageurs dans le Bornou et l'Adamaoua et sur les bords du Chari avaient été faites sans droit et le bénéfice devait en être perdu pour nous. Notre établissement dans la vallée de la Sangha était lui-même contesté, les cartes allemandes plaçaient cette rivière dans la zone d'influence allemande.

Entre ces deux prétentions, l'accord de 1894 établit une transaction : tout d'abord il relève l'erreur des géographes allemands et nous confirme la possession des postes, crés par M. de Brazza dans le bassin de la Sangha ; Ouesso, Bania, Gaza, Koundé restent français. En revanche il admet la thèse allemande en partie pour certains des territoires reconnus comme étant situés à l'ouest

du 12°40', c'est ainsi que les postes fondés par Mizon dans sa marche entre Yola et la Sangha, en dedans de ce méridien, sont rendus à l'Allemagne, tel est le cas de Ngaoundéré. Il faut remarquer à ce sujet que la route qui de Koundé mène à Yola par Ngaoundéré demeure (article 4) librement ouverte au commerce français. Un engagement analogue était pris par la France, à l'égard des négociants allemands pour la deuxième partie de cette route de Koundé à Bania.

Au nord, la question de l'accès au Tchad était résolue par accomodement ; aucune des deux puissances ne pouvait invoquer des droits précis sur ces régions ; la France n'y avait aucun titre. Ceux dont pouvaient se prévaloir les Allemands étaient des plus contestables, car les explorations de Barth, de Vogel et de Nachtigal, d'un caractère purement privé et scientifique ne pouvait servir à justifier aucun droit d'occupation proprement dit. Dans ces conditions, la France renonçait à contester à l'Allemagne la possibilité d'avoir un accès sur la rive méridionale du grand lac soudanais, et sur l'une des rives du Chari près de son embouchure, pourvu que l'autre rive lui fut acquise, et que la navigation du fleuve demeurât libre pour les nationaux des deux pays.

C'est ainsi qu'il fut admis que, depuis le lac Tchad jusqu'au 10° parallèle, le thalweg du Chari servirait de limite aux deux sphères d'influence, la France à l'Est, l'Allemagne à l'Ouest. Au-delà du 10° parallèle, vers le sud, tout le bassin du fleuve resterait dans la sphère française ; par là, l'Allemagne renonçait à toute prétention sur la rive orientale du Tchad.

Le point le plus délicat était celui des droits de la France sur la Haute Bénoué et son affluent Mayo-Kebbi, que Mizon avait reconnu comme la voie de pénétration la meilleure par le Niger vers le Chari et le Baghirmi ; une modification de la frontière, inclinée vers l'Ouest nous

donnait un point de contact vers le Mayo-Kebbi à Bifara, nous assurant ainsi un débouché plus rapide et plus sûr vers l'Atlantique et nous mettant en situation de revendiquer, conformément à l'acte de Berlin la liberté de navigation sur le Niger, contestée par la Compagnie anglaise. Cette inclination vers l'Ouest de la frontière était un échec à l'interprétation allemande de la convention de 1885 ; elle nous conservait toute la région où la mission Maistre avait conclu des traités.

Une compensation était due de ce fait à l'Allemagne, elle lui était accordée au Sud. L'Allemagne (1) y obtenait des avantages d'autant plus sensibles, qu'à un moment donné elle avait cru en être privée. Ses possessions devenaient limitrophes des rivières Ngoko et Sangha sur une trentaine de kilomètres environ ; la communication fluviale qu'elle acquérait ainsi, devait lui permettre d'évacuer rapidement les produits de la région où elle venait de prendre pied.

En définitive, « ce que présente de remarquable
« au point de vue du droit des gens le protocole du
« 4 février, indépendamment de la combinaison de droits
« que confèrent l'occupation effective avec les concessions
« politiques que commandent les intérêts des Etats en
« présence, c'est la reconnaissance implicite de cette idée
« essentielle que les délimitations d'hinterland n'ont
« qu'une portée relative aux seuls pays contractants, et
« ne peuvent être opposées à un tiers (2).

« La convention anglo-allemande du 14 novembre
« 1893 concédait à l'Allemagne à titre de sphère d'in-
« fluence tout le pays à l'Ouest de la ligne séparant, dans
« cette même convention, les possessions de ces deux Etats
« dans le golfe de Guinée, notamment dans tout le bassin

(1) *Mouvement géographique* 1894.

(2) *Revue générale de droit international public*, 1894.

« du Chari. Or le protocole du 4 février restreint notablement la portée de cette concession, faite à l'Allemagne en maintenant au moins pour une grande partie les droits résultant de notre occupation première dans « ce même bassin ».

La communication entre le Soudan français et le Congo un instant compromise était désormais possible.

Au point de vue politique on pouvait regretter le sacrifice d'occupations déjà accomplies par nous ce qui nous rejetait vers des contrées probablement moins accessibles, moins riches, plus inhospitalières et moins salubres, mais ces inconvénients étaient en grande partie compensés par les avantages que nous pouvions retirer du débouché que nous acquérions sur la Bénoué et le Niger par le Mayo-Kebbi.

Il faut reconnaître d'autre part que notre situation n'était pas sensiblement amoindrie par les concessions que nous avions fait à l'Allemagne nous gardions les principales voies de communications avec les centres d'influence les plus importants comme Ouesso Koundé ou Ghaza et si nous avions dû accéder aux désirs de l'Allemagne en prolongeant ses possessions jusqu'à la Ngoko et la Sangha on peut dire que c'était là un fait inévitable qu'aurait exigé tôt ou tard la mise en valeur de sa colonie. Mieux valait donc régler cette question de suite alors que ces territoires étaient inoccupés, ce qui semblait-il devait éviter les graves difficultés qui auraient pu se produire plus tard lorsque les nationaux des deux puissances y auraient créé des établissements de part et d'autre de la frontière.

Signalons en terminant que la convention franco-allemande de 1894 contenait une stipulation formelle assurant l'application des dispositions de l'acte de Berlin sur la liberté du commerce et de la navigation (articles 3 et 4).

Il faut remarquer enfin que cet accord ne prétendait

pas solutionner définitivement la question de frontière, mais se bornait à définir d'une façon un peu plus précise qu'en 1885, jusqu'où s'étendraient les zones d'influence des deux Etats en présence ; en l'absence de renseignements géographiques exacts il donnait à certaines villes la valeur de points de repère sauf à contrôler leurs positions réelles et à réparer les erreurs commises ; les paragraphes 2 et 3 de l'annexe prévoyaient ainsi un certain nombre de cas dans lesquels une rectification de la frontière pouvait intervenir ; enfin le paragraphe 7 indiquait formellement que les limites fixées par le protocole étaient purement idéales et qu'il y aurait lieu d'y substituer progressivement dans l'avenir un tracé basé sur la configuration naturelle du terrain et jalonné par des points exactement reconnus ; en ayant soin de ne pas avantager l'une des parties sans compensation équitable pour l'autre.

CHAPITRE VI

Développement du Congo et du Kameroun de 1894 à 1908.

La convention franco-allemande de 1894 est encore intéressante à d'autres égards. Si cet arrangement accorde aux nationaux des deux parties contractantes des avantages identiques, c'est aussi le début d'une sorte d'entente tacite pour résister aux empiètements du même voisin, maître dans la région du Niger Bénoué. L'extrême courtoisie qui marqua les négociations franco-allemandes indique une réaction contre les principes qui avaient prédominé lors de la Conférence de Berlin et mis l'influence allemande au service de l'Association internationale contre nous. Une combinaison diplomatique nouvelle, dont l'effet devait être considérable en Afrique, se faisait jour et, si l'empire allemand ne se rapprochait pas formellement de la France dans les litiges africains, du moins, s'éloignait-il avec netteté parfaite de la Grande-Bretagne et de l'Etat libre au moment où l'entente de ces deux puissances se manifestait contre nous.

L'Etat indépendant venait en effet de lier partie avec l'Angleterre, il acceptait d'être le mandataire de la politique britannique et le tenancier de cette puissance dans le bassin du Nil.

Dans une convention récente (12 mai 1894) l'Angleterre

donnait à bail au Roi Léopold toute la rive gauche du Nil depuis le lac Albert jusqu'à Fachoda; en retour l'Etat Indépendant lui cédait une bande de 25 kilomètres de large le long de sa frontière est, ce qui devait permettre de faire passer plus tard la grande ligne du Cap au Caire. C'était méconnaître les droits de la Turquie et de l'Egypte, priver l'Allemagne d'un des avantages de son expansion dans la région des grands lacs; et transformer sa colonie de l'Afrique orientale en enclave britannique, c'était enfin une violation directe du traité franco-congolais de 1887 qui nous ouvrait nettement l'accès du Bahr el Ghazal. Les protestations furent vives en France et en Allemagne. La France prenait aussitôt des mesures significatives contre l'Etat Indépendant. Un crédit était voté pour renforcer nos postes du Haut Oubanghi et l'administration de ces régions était confiée à un gouverneur indépendant; en même temps des préparatifs étaient faits pour y envoyer une importante mission. Avant qu'elle fut arrivée, l'Etat Indépendant cédait et par la convention du 14 août 1894, s'engageait à renoncer à toute occupation à l'est et au nord d'une ligne ainsi déterminée : le 30° de longitude Est de Greenwich à partir de son intersection avec la crête de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle 5° 3' puis ce parallèle jusqu'au Nil. Notre frontière sur l'Oubanghi était définitivement fixée, ainsi se terminait une longue controverse qui avait motivé nombre de difficultés; désormais, les empiètements des missions belges n'étaient plus à craindre.

Si les conventions de 1894 ne faisaient pas du Tchad un lac français, le Soudan, l'Algérie, le Congo pouvaient encore se rejoindre sur la rive orientale de cette vaste dépression, il fallait reprendre à l'Est dans le Baguirmi l'Oudaï, le Kanem, le Borkou et l'Air pays encore inexplorés et sur lesquels aucune nation n'avait émis de préten-

tions, l'œuvre accomplie à l'ouest dans l'Adamaoua et le Mouri que nous n'avions pu conserver. D'un autre côté, rien ne semblait plus devoir arrêter notre expansion vers le Nil. C'est donc dans ces deux directions qu'allait se produire l'expansion française à partir de cette époque.

1^o Du côté du Nil.

Du côté du Nil, M. Liotard était appelé en 1894 à gouverner les territoires limités à l'ouest par une ligne allant de Banghi à El Facher capitale du Dar Four. Grâce à son énergie nous pénétrions dans le Bahr el Ghazal et fondions un poste à Tomboura (1896) et à Dem Zimber (1897). Le plan du gouvernement français consistait à prolonger nos possessions du Congo, à travers les anciennes provinces égyptiennes, indépendantes, depuis l'insurrection madhiste, jusqu'à notre colonie d'Obock et Djibouti. Nous établissions ainsi notre souveraineté sur l'Afrique centrale de l'Atlantique à la mer Rouge et rendions irréalisable le projet anglais de réunir le Cap au Caire par une série de colonies traversées par un chemin de fer. Malheureusement au lieu d'agir vite le gouvernement français perdait du temps et l'Angleterre comprenait qu'il s'agissait bien moins d'étendre encore notre domaine congolais que de trancher conformément à nos intérêts la question d'Egypte. Le 28 mars 1895 nous étions avertis par Sir Edward Grey, chef du Foreign Office, que toute marche d'une expédition française dans la vallée du Nil, serait considérée comme un acte antiamical ; néanmoins au mois de février 1896, le commandant Marchand était chargé de passer dans le bassin du Nil, sa mission était d'ailleurs présentée comme le prolongement pacifique de l'œuvre que M. Liotard avait accompli dans le Haut Oubanghi depuis deux ans. Le but était atteint le 10 juillet 1898 ; la mission arrivait à Fachoda ayant jalonné son itinéraire par de nombreux postes. Mal-

heureusement l'Angleterre venait précisément de reconquérir le Soudan Egyptien et Lord Kitchener le vainqueur des Madhistes faisait savoir au nom du Gouvernement Britannique qu'il considérait la présence d'une troupe française dans la vallée du Nil comme une violation directe des droits de l'Egypte et de la Grande-Bretagne. Devant l'éventualité d'une guerre, la France dut reculer.

Les négociations entamées entre les deux gouvernements aboutirent à la signature d'une déclaration limitant la sphère d'influence de la France (21 mars 1899) dans ces régions.

Voici quelques-unes des principales dispositions :

ART. 4, § 1. — Le gouvernement de la République française s'engage à n'acquérir ni territoires, ni influence politique à l'est de la ligne frontière définie dans le paragraphe suivant et le gouvernement de S. M. britannique s'engage à n'acquérir ni territoires, ni influence politique à l'ouest de cette même ligne.

§ 2. — La ligne frontière part du point où la limite entre l'Etat libre du Congo et le territoire français rencontre la ligne de partage des eaux coulant vers le Nil et celles qui s'écoulent vers le Congo et ses affluents. Elle suit, en principe, cette ligne de partage des eaux jusqu'à sa rencontre avec le 11° parallèle de latitude nord. A partir de ce point elle sera tracée jusqu'à 15° parallèle de façon à séparer, en principe, le royaume de Ouadaï de ce qui était en 1882 la province de Darfour ; mais son tracé ne pourra, en aucun cas, dépasser à l'ouest le 21° de longitude-est de Greenwich (18° 40' est de Paris) ni à l'est le 23° de longitude-est de Greenwich (20° 40' est de Paris).

§ 3. — Il est entendu en principe qu'au nord du 15° parallèle, la zone française sera limitée au nord-est et à l'est par une ligne qui partira du tropique du Cancer

avec le 16° de longitude est de Greenwich (13° 30' de Paris), descendra dans la direction du sud-est jusqu'à sa rencontre avec le 24° de longitude est de Greenwich (21° est de Paris) et suivra ensuite le 24° jusqu'à sa rencontre au nord du 15° parallèle de latitude, avec la frontière du Darfour, telle qu'elle sera ultérieurement fixée.

Cette convention qui nous rejette définitivement en dehors du bassin du Bahrel Ghazal était présentée comme un acte additionnel à la convention du 14 juin 1898. Par cette dernière convention les possessions françaises et anglaises du Niger venaient d'être délimitées et, en particulier, la ligne Say Barroua avait été précisée. D'une part, nous renonçons à nous étendre à l'est mais, d'autre part, il nous était permis de nous approprier le Kanem, le Baghirmi et le Ouadaï, c'est-à-dire tous le pays s'étendant entre le bassin du Bahr el Ghazal et le Tchad, où la réunion de trois missions françaises devait consacrer bientôt les droits que nous venions d'acquérir sur le papier.

2° Du côté du Tchad.

Du côté du Tchad le résultat de notre expansion devait être plus heureux. Dès la signature des accords de 1894, il apparut que nous devions renoncer à l'espoir de voir le Tchad devenir un lac français, mais il nous était encore possible de réunir nos possessions africaines par l'est de ce lac. Sans doute les résultats de la politique inaugurée par Mizon dans l'Adamaoua et le Mouri, n'avaient pu empêcher les Allemands de prolonger jusqu'au Tchad l'arrière pays du Cameroun. Mais toute liberté d'action nous était laissée à l'est du Chari. C'est de ce côté que se portait notre effort.

Dès la fin de 1894, M. Clozel étudiait l'une des voies d'accès du mystérieux Tchad, remontait la Sangha où il

ondait le poste de Carnot, passait à Bania et à Gaza, puis atteignait un grand fleuve se dirigeant vers le nord et qui devait vraisemblablement mener au Tchad, le Bahr Sara, affluent du Chari.

C'était une nouvelle voie d'accès au Tchad, c'est cependant par un autre itinéraire que nous allions parvenir sur les rives de ce lac.

Au commencement de 1895, le gouvernement français se rendait compte de l'intérêt qu'il y avait pour notre pays, à explorer le plus rapidement possible les contrées à peu près inconnues qui nous avaient été données par les traités. Des expéditions allemandes ou anglaises se préparaient, il fallait les devancer ou ne pas les laisser agir seules dans ces parages ; reconnaître le pays du Tchad et y fonder des postes pouvant servir de base aux opérations qui interviendraient ultérieurement pour y asseoir notre influence.

C'est dans ce but qu'était organisée l'expédition de M. Gentil. Celui-ci partait de Brazzaville au mois d'octobre 1895, remontait l'Oubanghi puis la Kémo et son affluent la Tomi sur laquelle il fondait Krébedjé ; au prix de difficultés considérables, il arrivait à passer le seuil qui séparait le bassin du Congo de celui du Tchad le faisant porter à dos d'homme les fragments de son vapeur Léon Blot. Au mois de septembre 1896, il le remettait à flot dans les eaux de la Nana, affluent du Gribinghi, lui-même affluent important du Chari ; enfin, il arrivait au Tchad le 30 Octobre 1897.

Après avoir fait un relevé géographique du lac sur lequel un vapeur naviguait pour la première fois, M Gentil rentrait au Congo par la même voie. Il avait obtenu d'importants résultats, il rapportait en effet un traité d'alliance conclu avec le sultan du Baghirmi qui nous ouvrait ce pays et ramenait avec lui une ambassade baghirmienne.

Un autre traité avait été signé avec le sultan Snoussi d'El Kouti celui-là même qui avait fait assassiner Crampel et qui désertait à ce moment la cause de son maître Rabah. C'est contre ce conquérant que nous allions avoir bientôt à lutter. Rabah, fils d'un esclave, était arrivé à se constituer un empire étendu qui comprenait la partie septentrionale du Baghirmi, c'est-à-dire le sud-est du lac et le Kanem, c'est-à-dire l'est; enfin il venait de conquérir le Bornou c'est-à-dire le sud-ouest. Il avait établi sa capitale à Dikoa sur la frontière de la Nigeria et du Cameroun avec des garnisons à Logone, à Koussouri et à Goulfeï gardant ainsi l'accès du Tchad.

Son empire s'étendait sur des territoires que l'Allemagne, l'Angleterre et la France s'étaient partagés. Les puissances européennes ne dédaignaient pas de négocier avec lui et, en 1894, on avait vu les Anglais désireux de préserver le Sokoto s'appliquer à conquérir son amitié, l'Etat libre du Congo lui avait également fait des avances.

S'il n'attaqua pas la mission Gentil qui venait de traverser une grande partie des pays qu'il avait conquis, il se vengea aussitôt après son départ sur nos nouveaux alliés du Baghirmi dont le sultan chassé demandait bientôt secours à la France. Les raisons d'agir contre Rabah allaient bientôt se multipliant; presque coup sur coup, on apprenait en 1899, que deux de nos missions avait été dispersées ou massacrées à son instigation; l'une celle de M. de Béhagle, après avoir étudié les vallées du Kémo et de la Tomi s'acheminait vers sa capitale pour l'amener à une alliance, l'autre, celle du lieutenant Bretonnet reconduisait l'ambassade baghirmienne et devait continuer sur le Tchad l'œuvre de M. Gentil.

Une action énergique contre le conquérant noir était nécessaire, M. Gentil qui était revenu dans ces régions avec le titre de commissaire du gouvernement était chargé

de la diriger ; il ne tardait pas à venger nos désastres par la victoire de Kouno.

D'autres raisons nous pressaient d'agir : par l'accord franco-anglais du 21 Mars 1899, le Bâghirmi, le Kanem et le Ouadaï étaient placés dans notre zone d'influence. Mais cette convention n'était pas valable à l'égard des autres puissances ayant des intérêts sur les bords du Tchad, en particulier à l'égard de l'Allemagne : Par la convention du 15 mars 1894, celle-ci s'était simplement engagée à ne pas intervenir dans les territoires situés au sud-ouest du Tchad ; le cours du Chari indiquait la frontière entre les deux zones françaises et allemandes, mais rien n'avait été spécifié pour la rive nord : tel était aussi le cas de l'empire ottoman qui a toujours prétendu étendre l'hinterland de la Tripolitaine jusqu'au Tchad.

Pour éviter des difficultés qui n'auraient pu manquer de se produire, il était nécessaire de nous créer dans les territoires voisins du Tchad des droits plus tangibles que ceux dont les accords diplomatiques avaient été jusqu'alors l'origine. C'est bien cet état d'esprit que l'on retrouve dans les instructions données à M. Gentil où après des indications relatives à la ligne de conduite à suivre contre Rabah : on voit le gouvernement lui recommander d'assurer dans la mesure du possible notre prise de possession dans les limites fixées par les deux conventions que nous venons de citer de manière à ne plus avoir à redouter aucune compétition de la part d'une puissance quelconque ».

La chute de l'empire de Rabah devait se produire l'année suivante par suite de la réunion sur les bords du grand lac africain des trois missions françaises. La première, la mission de l'Afrique occidentale, partie du Niger, un instant retardée par les tragiques événements qui avaient précédé la disparition de ses chefs, les capitaines Voulet et Chanoine ; avait suivi sous le commandement

de son nouveau chef, le capitaine Joalland, la ligne de démarcation établie par les traités entre le Soudan français et la Nigéria, puis contournant le lac par le nord elle arrivait au Chari (décembre 1899). Son chef en traversant le Kanem avait signé avec l'un des chefs du pays un important traité plaçant ce pays qui dépendait de l'empire du Ouadaï sous la domination française.

La deuxième, la mission Foureau-Lamy, qui venait du sud algérien et avait traversé le Sahara, rencontrait la précédente le 18 février au sud-est du lac.

Enfin, le 21 avril, la troisième mission rejoignait les deux autres : c'était la mission du Chari, sous le commandement de M. Gentil ;

La réunion de nos trois grandes colonies était effectuée, le plan de Crampel réalisé. Aussitôt nos forces réunies se portaient contre Rabah, il était défait et tué à Koussouri.

L'ère des grandes missions était close désormais ; sans doute on pourrait citer encore de nombreux faits d'armes dans cette région et tous les jours nous en apprenons de nouveaux. Ce ne sont là que des opérations secondaires, qu'impliquaient, d'une part, la nécessité de réduire la résistance des derniers partisans du Rabah et, d'autre part, l'obligation de reconnaître et de pacifier le Baguirmi et l'Ouadaï. Ce vaste empire devait donner asile aux musulmans fanatiques, hostiles à toute influence européenne et sa conquête est loin d'être entièrement accomplie, les événements récents de Drijelé et la mort du colonel Moll en font la preuve.

Pendant toute cette période, les missions d'exploration n'avaient pas cessé à l'intérieur de notre colonie du Congo ; sur la frontière nord-ouest nous voyons en 1898 la mission Fourneau-Fondère étudier la possibilité d'un chemin de fer de la Sangha au Gabon ; en même temps on cherchait à établir une communication entre les bassins de la Sangha et celui du Chari ; deux routes différentes étaient trouvées,

l'une par la mission Bernard-Huot, partait de Carnot pour aboutir au Gribinghi par la vallée de l'Ouahmé, l'autre était indiquée par le capitaine Loeffler qui, parti également de Carnot, atteignait le Chari par son affluent, le Bahr Sara et revenait par le Mayo Kebbi et la frontière allemande.

Sur cette frontière, un incident n'allait pas tarder à surgir; le lieutenant Faure, qui recherchait une voie d'accès du Logone à la Bénoué, avait été amené à pénétrer à Binder, ville qui nous appartenait d'après les stipulations de l'acte de 1894, mais qu'une erreur de calcul du capitaine Loeffler avait placé en territoire allemand.

L'importance politique et économique de cette ville était très grande; située dans un pays riche et bien cultivé, étape principale de la route du Garoua au Logone et au Chari elle était de plus un centre de fanatisme musulman important à contenir aussi le gouverneur du Kameroun y avait-il établi un résident. Le lieutenant Faure protesta contre les prétentions allemandes et envoya les émissaires prévenir les chefs indigènes qu'ils étaient français et relevaient de Laï; plus tard le commandant Lenfant protestait également contre l'occupation allemande; les Allemands alléguaient que les populations de Binder étaient de même race que celles du haut pays de l'Adamoua et que le droit de possession de cette ville leur avait été reconnu par le protocole de 1894.

D'un autre côté un grave conflit s'était produit sur la frontière sud du Kameroun, à Missoum-Missoum. (1)

Enfin, depuis la création de deux grandes Compagnies allemandes et dès la constitution du système des concessions au Congo français, les plaintes et les réclamations ne cessaient de parvenir aux deux gouvernements sur l'incertitude de la frontière et des incidents regrettables s'étaient produits à plusieurs reprises. Une délimitation s'imposait depuis déjà plusieurs années, on y procéda en 1908.

(1) Voir page 69.

CHAPITRE VII

La Convention de 1908.

§ 1. *Raisons immédiates de l'accord.*

Des annexes importantes faisant suite à l'accord de 1894 prévoyaient le cas où la ligne de démarcation des sphères d'influence ne pourrait être conforme au tracé indiqué sur la carte annexée au protocole.

Le paragraphe 2 de l'annexe portait en effet :

Dans le cas où la rivière Ngoko, à partir de son intersection avec le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich) ne couperait pas le deuxième parallèle, la frontière suivrait le Ngoko sur une longueur de 35 kilomètres à l'est de son intersection avec le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich); à partir du point ainsi déterminé à l'est, elle rejoindrait, par une ligne droite, l'intersection du deuxième parallèle avec la Sangha.

De même le paragraphe 3 mentionnait que « s'il vient
« à être démontré à la suite d'observations nouvelles
« dûment vérifiées, que les positions de Bania, Gaza,
« Koundé sont erronées et que, par suite, la frontière se
« trouve reportée au regard de l'un de ces trois points
« d'une distance supérieure à dix minutes de degré (10')
« à l'ouest du méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich)
« les deux gouvernements se mettront d'accord pour pro-

« céder à une rectification de tracé, de manière à établir
« une compensation équivalente dans la région en ques-
« tion. »

Une rectification du même genre devait intervenir en vue d'établir une compensation au profit de la France, s'il était démontré que l'intersection du parallèle 10° avec le Chari reportait la frontière à une distance de plus de dix minutes (10') à l'est du point indiqué sur la carte (longitude 14° 50' Paris, 17° 10' Greenwich).

En ce qui concerne cependant le point d'accès au Mayo Kebbi, « il demeure entendu que, quelle que soit la position « définitivement reconnue pour ce point, la frontière « laissera dans la sphère d'influence française les villages « de Biffara et de Lamé. » Enfin, dans le cas où le Chari, depuis Goulfei jusqu'à son embouchure dans le Tchad se diviserait en plusieurs bras, la frontière suivrait la principale branche navigable jusqu'à l'entrée du Tchad avec cette réserve que, pour que le tracé soit définitif, la différence de longitude entre le point ainsi atteint par la frontière sur la rive sud du Tchad et Kouka, capitale du Bornou pris comme point fixe, sera un degré.

Dans le cas où des observations ultérieures, « dûment « vérifiées, démontreraient que l'écart en longitude entre « Kouka et ladite embouchure diffère de 5' (cinq minutes) « de degré en plus ou en moins de celui qui vient d'être « indiqué, il y aurait lieu, par une entente amicale, de « modifier le tracé de cette partie de la frontière, de manière « que les deux pays conservent au point de vue de l'accès « au Tchad et des territoires qui leur sont reconnus dans « cette région, des avantages équivalents à ceux qui leur « sont assurés par le tracé porté sur la carte du protocole. »

De plus le paragraphe 7 prévoyait que : « il y aurait « lieu dans l'avenir de substituer progressivement aux « limites idéales qui ont servi à déterminer la frontière « telle qu'elle est définie par le présent protocole, un tracé

« déterminé par la configuration naturelle du terrain et
« jalonné par des points exactement reconnus en ayant
« soin dans les accords qui interviendront à cet effet de
« ne pas avantager l'une des parties sans compensation
« équitable pour l'autre ».

Ainsi l'accord de 1894 prévoyait lui-même des modifications éventuelles et une sorte de clause compromissoire était posée, qui fixait la procédure de délimitation au cas ou celle-ci s'imposerait,

Ce fut seulement en 1899 que les puissances intéressées, songèrent à déterminer la frontière conformément au protocole de 1894 ; on décidait de s'en tenir pour la frontière sud à la reconnaissance de la ligne frontière dans le bassin de la Ngoko, jusqu'au point terminus nord de la section de 30 kilomètres sur laquelle la limite se confond avec le cours de la Sangha : ces opérations rendaient nécessaire la détermination préalable du parallèle dit « du Campo ». Le 30 octobre 1900, M. le Docteur Cureau, administrateur des colonies, recevait la direction de la délégation française à la commission mixte de délimitation. Ses travaux devaient durer trois ans.

L'accord se fit sur le premier point, les délégués s'entendirent facilement sur la détermination du parallèle du Campo, mais en ce qui concerne les questions de la Ngoko et de la Sangha, ils durent s'en remettre à leurs gouvernements respectifs. Après échange d'une correspondance, les deux puissances constataient que toute démarcation ne saurait avoir un caractère irrévocable, les renseignements sur ces régions étant encore très incomplets, le travail effectué jusqu'alors ne devait aboutir qu'à un *modus vivendi* qui durerait jusqu'au moment où les travaux cartographiques permettraient d'établir une limite reposant le plus possible sur des lignes naturelles.

Le gouvernement impérial acceptait cette proposition mais déclarait en même temps qu'il solidariserait la ques-

tion de la frontière du sud Cameroun avec celle de la frontière est, et qu'il n'entendait adopter, même provisoirement, le tracé de la commission mixte pour la première partie de la frontière, qu'à la condition que les limites des possessions française et allemande seraient fixées jusqu'au Tchad.

L'Allemagne, en effet, faisait remarquer que depuis les voyages du lieutenant Fœrster dans la région est, il avait été reconnu qu'une rectification de frontière s'imposait pour les villes situées au nord de Bania, Gaza et Koundé. Cet officier avait notamment déterminé pour cette dernière ville une situation beaucoup plus occidentale que celle qu'on attribuait jusqu'à présent à ce point par rapport à 15° Greenwich.

S'il en était ainsi, la frontière était modifiée; elle dessinait un trapèze dont la hauteur dépassait 10 minutes de degré, il y avait donc lieu d'appliquer les stipulations du paragraphe 3 de l'annexe.

Du côté du Tchad, d'autres rectifications paraissaient nécessaires, depuis longtemps déjà la presse française avait critiqué la forme de notre frontière sur le Chari; ce fleuve coulait en effet dans une direction beaucoup plus inclinée qu'on ne l'avait cru, il en résultait qu'il rencontrait le 10° parallèle assez loin vers l'est; de là une longue pointe « un bec de canard » qui gênait nos communications entre le Congo et les bords du Tchad, obligeait nos convois à un long détour. Les inconvénients qui en résultaient paraissaient encore plus considérable depuis que l'on s'était aperçu que les ravitaillements du territoire du Tchad pourraient s'effectuer bien plus rapidement et à moins de frais par la voie de la Bénoué et du Mayo-Kebbi.

D'autre part, l'établissement du régime des concessions au Cameroun et au Congo avait amené au contact les commerçants des deux pays. De nombreuses difficultés étaient nées de l'incertitude des limites des deux colonies; du côté du sud du Cameroun en particulier un incident reten-

tissant venait de se produire, celui de Missoum-Missoum, dont les nationaux des deux pays se disputaient la possession, il y avait eu combat et des blessés de part et d'autre, des gardes indigènes français avaient été tués.

Enfin l'occupation de Binder par les Allemands et leur refus d'évacuer cette ville malgré nos protestations menaçait de produire un conflit encore plus grave.

Dans ces conditions, les deux gouvernements comprirent qu'il était temps de faire jouer l'annexe du protocole de 1894 et de faire effectuer sur place une nouvelle délimitation. Si celle-ci paraissait nécessaire pour la frontière sud, il semblait également que la fixation de nos limites depuis la Sangha jusqu'au Tchad, n'aurait que des avantages.

En avril 1905, le commandant Moll se rendait à Berlin pour étudier de concert avec ses collègues allemands des questions d'ordre purement technique. Il tenait à être fixé sur les méthodes d'observation et sur les instruments d'optique dont ses collègues feraient usage.

En même temps, il engageait sur l'ordre du Ministre des colonies des pourparlers sur des bases nouvelles et demandait au gouvernement allemand s'il ne croyait pas opportun de faire une étude plus générale de la frontière. Il s'agissait de fixer d'une façon définitive la frontière au nord du Gabon, depuis la Guinée espagnole jusqu'à la Sangha, et en même temps de fixer des points géographiques qui serviraient ultérieurement à déterminer la frontière Est du Cameroun.

Il rappelait, enfin, que dans le protocole du 7 juillet 1900 élaboré par M. Binger, directeur des affaires d'Afrique aux Colonies et le baron Von Danckelmann conseiller intime, à la suite de la mission Cureau, le gouvernement français et le cabinet de Berlin avaient reconnu que cette démarcation n'aurait pas de caractère irrévocable mais qu'il s'agissait plutôt d'adopter un *modus vivendi* jusqu'au

moment où des travaux cartographiques permettraient d'établir une limite reposant le plus possible sur des lignes naturelles.

Ces ouvertures furent favorablement accueillies pour les raisons que nous avons exposées et le baron de Dankelmann était envoyé à Paris pour continuer les négociations engagées. Les pourparlers aboutirent à l'accord le plus complet entre le Gouvernement français et allemand. On convenait de part et d'autre de faire effectuer la délimitation par deux missions procédant simultanément, l'une sur la frontière est, et l'autre sur celle du sud.

Le memorandum remis par l'Allemagne mentionnait que le *statu quo*, tel qu'il existait avant le début des négociations relatives aux missions serait provisoirement maintenu.

En même temps, les deux gouvernements s'engageaient à reprendre les négociations pour délimiter définitivement les zones frontières, au plus tard un an après le retour des deux missions de délimitation sur le terrain.

Deux missions mixtes furent constituées, l'une chargée de déterminer la frontière du Sud au Nord de Ouesso au Tchad, l'autre de fixer les limites des possessions allemandes de Ouesso à la Guinée espagnole. Le choix du gouvernement se portait pour le commandement de la première de ces missions sur le commandant Moll que désignaient tout spécialement de remarquables travaux de délimitation entre le Niger et le Tchad. Le capitaine Cottes recevait, d'autre part, le commandement de la mission sud.

De son côté le gouvernement allemand désignait le commandant Von Siegfried et le capitaine Færster.

Les deux chefs de la mission française, bien qu'exécutant un plan dont le but était unique, devaient agir séparément.

Le commandant Moll pénétrant dans une région encore peu explorée devait vérifier si les données astronomiques

fournies lors de l'accord de 1894 étaient exactes et déterminer comment par voie d'échanges, on pourrait donner satisfaction aux desiderata français et allemand.

Le capitaine Cottés, au contraire, opérait dans une région où en 1900, le docteur Cureau avait fait des levés géographiques et notamment déterminé sur toute la longueur de la frontière sud le parallèle du Campo qui devait servir de base aux négociations. Aussi le ministre recommandait-il aux chefs de la mission sud dans ses instructions du 21 septembre 1903, « de rapporter des indications « aussi précises que possible sur la topographie des régions « traversées afin, que dès maintenant, il fut facile de savoir « si tel ou tel village, tel ou tel poste, telle ou telle factorerie sera française ou allemande et afin, que plus tard, « dans l'hypothèse d'une révision des frontières de 1894, « il fut possible de déterminer grâce à ces renseignements « l'attribution à la France ou à l'Allemagne des villages « voisins de la frontière. »

Le commandant Moll recevait l'ordre de s'en tenir simplement à la reconnaissance topographique ne comportant que des délimitations de longitude indispensable. Il devait notamment, relever les positions exactes de Bania, Gaza, Koundé.

§ 2. *Travaux de la mission de délimitation du Nord Congo.*

Sans entrer dans le détail des travaux des missions, ce qui nous entraînerait en dehors du sujet que nous étudions, il est indispensable d'en donner brièvement une vue d'ensemble.

La frontière nord présente un développement de 2.000 kilomètres d'Ouessou au lac Tchad et les itinéraires effectués par les missions ont couvert 2.400 kilomètres.

La mission a déterminé 180 positions astronomiques.

L'exploration géographique a porté d'abord sur le bassin de la haute Sangha en y comprenant les vallées de la Kadéï, de la Mambéré, de la Nana et de leurs affluents.

Toutes les sources de ces rivières ont été reconnues et une étude détaillée a été faite du nœud orographique duquel partent dans cette partie de l'Afrique des rivières dans toutes les directions.

Au nord du 6° parallèle, la mission a reconnu jusqu'au Logone la frontière sur une longueur d'environ 150 kilomètres entre les routes de Camora à Ngaoundéré et de Carnot à Laï.

A partir du Logone, la mission étendit beaucoup la zone de ses reconnaissances et explorations afin de pouvoir rapporter une carte détaillée du pays des Lakas, compris entre le cours du Logone et la frontière allemande. Elle fit aussi le levé hydrographique du Logone dont elle se servit d'ailleurs pour transporter ses convois depuis Laï jusqu'à Fort Lamy.

En même temps qu'elle explorait le pays Laka, la mission entreprit une étude détaillée de la vallée du Mayo Kebbi, de la région du Toubouri proprement dit et de celle comprise entre le Toubouri et le Logone, de façon à compléter les données qu'on possédait sur cette zone pour le passage d'une voie de ravitaillement.

La mission a ensuite reconnu la zone d'inondation d'accès difficile comprise entre le Logone et le Chari. Enfin, une partie de la mission avec le commandant Moll, arriva au Tchad, tandis que l'autre avec le lieutenant Géorg achevait l'exploration du pays Laka.

Le commandant Moll fit opérer une liaison géodésique entre Kouka et l'embouchure du Chari. Les résultats se trouvaient en ce qui concerne la position de Kouka en concordance parfaite avec ceux déjà obtenus par la précédente mission du commandant Moll entre le Niger et le Tchad, de telle sorte qu'on doit aux deux missions suc-

cessivement dirigées par cet officier une liaison astronomique complète du Niger au Congo en passant par le Tchad.

La mission quitta le Tchad le 16 décembre et remontant le Chari et le Logone elle gagna Léré puis atteignit la côte par la Bénoué et le Niger.

§ 3. *Conclusions de la mission du Nord Congo.*

En ce qui concerne les points sur lesquels le protocole de 1894 avait fait des réserves la mission constatait ce qui suit :

1° Les points de Gaza et de Koundé étaient de beaucoup à l'ouest des positions admises à la suite des résultats fournis par MM. de Brazza et Mizon et le tracé de la frontière du protocole par rapport à Bania Gaza, Koundé se trouvait rejeté à l'ouest à 15°, de manière à former avec le tracé de ce méridien un trapèze d'une surface d'environ 9.500 kilomètres carrés pour lequel la France devrait si elle le gardait, une compensation à l'Allemagne.

2° L'intersection du 10° parallèle avec le Chari se trouve à environ 27 minutes à l'est du méridien (14° 50' de Paris). Ici c'était l'Allemagne qui devait une compensation à la France.

La mission fit encore des constatations d'un autre ordre; elle reconnut que certains territoires étaient indûment occupés par des agents ou des nationaux de l'une ou l'autre puissance.

Au sud, deux sociétés concessionnaires françaises avaient établi des factoreries dans la zone d'influence allemande l'Ekéla-Kadéi-Sangha à Délélé, à 15 kilomètres de la frontière et la Haute Sangha à Batouri, à 30 kilomètres en territoire allemand, dans une zone riche en caoutchouc.

Au nord, ce n'étaient plus les Français qui avaient empiétés, mais les Allemands dans la personne des représentants officiels du gouvernement. Le résident impérial de Garua avait établi en août 1905 et malgré les protestations réitérées des autorités françaises, un poste militaire et administratif à Binder, ville importante; la mission reconnaissait que cette ville située par 9° 38' 49", c'est-à-dire bien au-dessous du 10° parallèle, était incontestablement française.

§ 4. *Travaux de la mission de délimitation Sud Cameroun.*

Pendant que la mission Moll opérait dans le nord, le capitaine Cottes partait de l'ouest vers l'est, explorait la frontière sud du Cameroun. Il la reconnut sur une longueur de 450 kilomètres dans un pays essentiellement boisé où le travail était pénible et le climat épuisant. Il relevait de nombreux points géographiques de concert avec son collègue allemand et déterminait la frontière suivant les ordres qu'il avait reçus.

Il constatait en outre que depuis la Guinée espagnole jusqu'au confluent de la N'goko et de la Sangha, les Allemands, aussi bien les commerçants isolés que les sociétés concessionnaires s'étaient établis assez avant en territoire français. Dans ce pays recouvert par la grande forêt équatoriale il était impossible de se contenter d'une frontière aussi idéale que celle prévue par l'accord de 1885, les cours d'eau étaient le seul accident naturel qu'on pouvait utiliser pour préciser les limites et éviter dans l'avenir les difficultés entre nationaux. C'est ce que faisaient remarquer MM. Foerster et Cottes dans un procès-verbal signé à la fin de leur mission.

Le capitaine Cottes parvenait ainsi jusqu'à la Guinée espagnole; il demandait aux autorités la permission de tra-

verser ce pays : il n'était pas sans intérêt en effet, que la mission reconnut des territoires qui sont d'un régime absolument identique à ceux qu'elle venait de parcourir.

Cette exploration pouvait en outre nous fournir d'utiles indications au cas où une nouvelle délimitation franco-espagnole serait nécessaire. Enfin, l'étude de la zone montagneuse qui sépare l'intérieur de l'Atlantique et des voies de communication naturelles qui la traversaient pouvait être intéressante pour la mise en valeur éventuelle du Gabon septentrional.

Dans ce dessein, il reconnaissait la vallée du Campo ou Ntem puis celle de Voleu et du Bimvileu qui forment le rio Bénito et relevait les erreurs que comportait la carte dressée par la mission Bonel de Mézières en ce qui concerne le 9° méridien.

Au point de vue commercial, il constatait que les régions qu'il venait de parcourir étaient un centre de contrebande que ne pouvaient empêcher ni les douanes allemandes ni les douanes françaises ; elles constituaient de plus un asile pour les repris de justice échappés du Cameroun et du Congo, enfin un certain nombre de maisons de commerce étrangères établies dans ces pays mal délimités faisait une concurrence déloyale aux commerçants allemands ou français, de là, une source de conflits possible.

Evidemment cette deuxième partie du voyage du capitaine Cottes n'avait rien d'officiel, toutefois étant donné la conscience et la précision avec lesquelles il procéda à l'établissement d'une carte au 1/20.000, de la frontière Guinée Congo, on peut espérer que ces travaux prépareront l'accord définitif avec l'Espagne.

Telles sont les constatations que les deux missions rapportèrent à leur retour en France après un séjour de plus d'un an dans le centre africain. Leurs rapports très complets étudiés avec soin par le gouvernement français

ont servi à préciser le point de vue que le gouvernement allait, en février 1908, adopter à Berlin lorsqu'il s'agirait de déterminer quelles modifications il serait désirable d'introduire au tracé que prévoyait l'accord de 1894.

§ 5. *La Convention de 1908.*

Dès le retour des missions, le gouvernement désignait MM. Duchène, le commandant Moll et Hermitte pour le représenter à la conférence qui allait se tenir à Berlin. Les négociateurs allemands étaient MM. Von Lindequist, Gleim, Von Danckelmann.

La tâche de nos négociateurs était en quelque sorte déjà tracée dans ses grandes lignes par la convention de 1894 et les constatations de nos explorateurs. Avant tout il s'agissait de substituer des frontières naturelles aux frontières artificielles de 1894 ; il fallait réparer l'erreur commise au sujet de la position par rapport au 15^e parallèle des villes de Gaza et Koundé et établir des compensations. Il était impossible de négliger dans ces rectifications de frontières les progrès politiques réalisés depuis la deuxième délimitation et qui avaient été si considérables, on ne pouvait pas, d'autre part, ne pas tenir compte des progrès commerciaux de l'une ou l'autre des deux nations dans certains pays. C'est ainsi que l'Allemagne par suite de son développement économique dans le sud, était amenée à désirer avoir un accès plus large sur la Sangha et la N'Goko et d'un autre côté, la France par suite de l'orientation politique de sa colonie se trouvait obligée de fortifier sa situation du côté du Tchad, point de jonction de son empire africain.

Les négociations qui s'étaient ouvertes le 2 mars 1908 aboutirent à la signature d'un protocole le 9 avril et d'une convention de délimitation le 18 du même mois.

Voici le texte de ces documents ;

CONVENTION DU 18 AVRIL 1908

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle, de donner force et vigueur à l'accord préparé par leurs délégués respectifs pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun,

Les soussignés,

Son Excellence M. Jules Cambon, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de S. M. l'Empereur d'Allemagne

et

Son Excellence M. de Schœn, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne,

dûment autorisé à cet effet, confirment le Protocole (avec ses annexes) dressé à Berlin le 9 avril dernier, et dont la teneur suit :

PROTOCOLE

Les soussignés,

Albert Duchêne, chef de la sous-direction de l'Afrique au ministère des Colonies ;

Henry Moll, chef de bataillon breveté d'infanterie coloniale ;

Louis Hermitte, secrétaire d'ambassade ;

Dr Frédéric de Lindequist, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Colonies,

Dr Otto Gleim, Conseiller intime supérieur du gouvernement au ministère des Colonies ;

Dr Alexandre, baron de Danckelmann, professeur et conseiller intime du gouvernement au ministère des Colonies ;

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de l'Empire allemand à l'effet de préparer un accord destiné à préciser la frontière entre le Congo français et le Cameroun, et à régler certaines questions connexes, en exécution des dispositions de la convention du 15 Mars 1894, spécialement des paragraphes 3 et 7 de l'annexe du protocole du 4 Février précédent, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

A. — La frontière entre le Cameroun et le Congo français à partir de la Guinée espagnole (El Muny) (méridien 9° Est Paris, 11° 20' E. Greenwich) suit :

La rivière Kyé (Kjé) depuis le confluent de la Mvézeu (Mvèse) jusqu'à son confluent avec le Ntem (Campo) ;

Le Ntem, du confluent de la Kyé au confluent du Kom ;

Le Kom, de son confluent avec le Ntem au confluent de son affluent de gauche le plus rapproché du bassin de l'Aïna (Ayem, Ivindo) coupant le parallèle 2° 15' Nord ou situé dans son voisinage.

Le cours de cet affluent, de son confluent avec le Kom à son intersection avec le parallèle 2° 15' Nord.

Le parallèle 2° 15' Nord, depuis son intersection avec l'affluent du Kom précité jusqu'à son intersection avec l'affluent de gauche de l'Aïna le plus voisin du bassin du Kom, coupant le parallèle 2° 15' Nord, ou situé dans son voisinage ;

Le cours de cet affluent depuis le parallèle 2° 15' Nord, jusqu'à son confluent avec l'Aïna,

Le cours de l'Aïna, jusqu'à son intersection orientale avec le parallèle 2° 10' 20" Nord, près du pillier n° 13 ;

Le parallèle 2° 10' 20" Nord, de l'Aïna au pillier n° 4, situé sur la route qui va de Ndongo (Dongo) à Éta (Long) par la vallée du Djua (Jua) ;

La ligne de partage des eaux entre le Djua et le Masimbo (Masimlo), du pillier n° 4 au confluent de ces deux cours d'eau (pillier n° 2) ;

Il est entendu que, si entre ces deux points (pillier n° 4 et pillier n° 2) la ligne de partage des eaux occupe la route allemande qui va de Ndongo à Éta par la vallée du Masimbo, la frontière passera à égale distance des routes françaises et allemandes, telles qu'elles sont figurées sur la carte annexée au présent protocole.

La frontière se prolonge ensuite par le cours du Djua, du confluent du Masimbo à la Ngoko (Dscha) et le cours de la Ngoko jusqu'à la Sangha (Ssanga).

Les Iles de la Kyé du Ntem et du Kom reviennent à l'Allemagne.

Les îles de l'Aïna et de la Ngoko reviennent à la France.

B. — La frontière remonte la Sangha (Ssanga) de l'em-

bouchure de Ngoko à celle de la Nyoué (Njué). Toutefois sont françaises toutes les îles de la Sangha situées au sud d'un point fixé à 5 kilomètres au nord de la position portée pour le Village de Balbal sur la carte du protocole ; sont allemandes toutes les îles situées au nord de ce point jusqu'à l'embouchure de la Nyoué.

C. — La frontière suit ensuite la Nyoué jusqu'à un point situé à environ 5 kilomètres au sud de l'emplacement assigné à Ngombaco sur la carte du protocole ; puis une ligne droite partant de ce point et aboutissant à un point situé à 15 kilomètres au sud de Mauvey (Mauwei).

D. — La frontière se poursuit vers le Nord ainsi qu'il suit, et il est entendu que les points successifs de la frontière mentionnés dans le présent accord seront reliés entre eux par des lignes droites toutes les fois qu'il n'en sera pas autrement indiqué.

Du point spécifié au paragraphe C, situé à 15 kilomètres au sud de Mauvey, elle va au gué le plus au nord du ruisseau Boné (M'boné) sur la route de Yokodouma (Jukaduma) — Molaï (Molei), à environ 7 kilomètres Sud-Ouest de Molaï ; de ce point elle va au gué de la rivière Batouri (Baturi) sur le chemin Baboua (Babua) - Yanga (Benda) - Boulambo (Bulambu), puis elle descend la Batouri jusqu'à la Kadéï ;

Elle remonte la Kadéï jusqu'au confluent de la Boumbé II (Bumbe II), puis la Boumbé II jusqu'au gué du chemin Vanda (Wanda) - Désou (Janga)

De ce gué, elle va au gué du ruisseau Manes sur le chemin Nguia (Ngia) - Bagari à 16 kilomètres au Nord-Est de Nguia ; ensuite au gué de la Guirma (Gliba) sur le chemin Bingué (Binge) - Aladji, à environ 10 kilomètres sud d'Aladji ; puis elle descend la Guirma jusqu'à son confluent avec la Kadéï et remonte la Kadéï jusqu'à sa source.

E. — De là elle va à la source de la Béré, descend cette rivière jusqu'à son confluent avec le Lom, remonte le Lom jusqu'au confluent de la Bali, remonte cette rivière jusqu'au gué du chemin Koundé (Kunde) - Mboné I (Bone) à environ 18 kilomètres Nord-Est de Koundé.

Elle va ensuite à un point situé à 3 kilomètres au nord de la source de la Mambéré, telle qu'elle est indiquée sur la carte du protocole, puis au gué du Bondo, sur la route Zaoro Coumbo (Kumbo) - Bertoua (Bertua) - Zoaro Nô (Nu), au gué du Bondo sur le chemin Z. Coumbo-Karanga, à l'intersection de la ligne de partage des eaux entre Lom et Congo avec le chemin Gam (Belo-Ngam) - Karanga, à environ 6 kilomètres sud-est de Gam, de là à la montagne qui est à environ 9 kilomètres au nord du point où la rivière Mini coupe le chemin Karanga-Nabemo, au gué de la Midé sur le chemin de Bougonda à Yakoundé (Jakunde) au gué de la Ngou (Ngu) sur le chemin de Zaoro Mboné II (Boné) à Baname et descend ensuite la Ngou jusqu'à son confluent dans le Mbéré. Elle descend le cours de cette rivière jusqu'à sa jonction avec la Mbina ou Logone occidentale (Wina).

F. — Elle va à un point pris à 5 kilomètres à l'Ouest de Di, puis à un point pris à 5 kilomètres à l'Ouest de Mbé, puis au gué du ruisseau Ndiki sur la route Dol à Mandi (Manti) à environ 14 kilomètres au Nord-Ouest de Dol.

De là, elle gagne le chemin de Bongo (Mbongo) à Manda Bossoro à mi-distance de ces deux villages. Elle va ensuite au gué de la rivière Guiemguié (Giemgié) sur le chemin Mbongo-Mbaqueu, au gué de cette même rivière sur le chemin Diamdié (Samdsché)-Mbaqueu, au gué du Sinabou (Sinambou) sur le chemin Diamdié-Tiémieng (Tschiniang), puis descend le Sinabou jusqu'au gué du chemin Djebo (Dschebo)-Ovailleka (Wileka).

Elle gagne ensuite le gué du ruisseau Bukeda (Bunkeda) sur le chemin Dari-Weimba à environ 11 kilomètres au Sud de Dari, le gué du ruisseau Ginganfeu sur le chemin Bagi (Mbade)-Mbéré, à environ 12 kilomètres Sud-Ouest de Bagi, le gué du ruisseau Ibi (Njebi) à la bifurcation des chemins de Lamé à Aoudjali (Audjali) et de Lamé à Bibene. Elle remonte l'Ibi jusqu'au chemin Lamé-Degolguia, va de là en ligne droite à un point à mi-chemin entre Djaloumé (Dschalume) et Guessalé (Wodepane), puis vers le Nord jusqu'au Mayo-Kabi (Mao-Kabi), descend cette rivière jusqu'au méridien de Biparé, suit alors vers l'Ouest un arc de cercle d'environ deux kilomètres et demi de rayon décrit autour du centre de Biparé jusqu'au chemin Biparé-Hamajadi (Hamaïadschi). - .

Elle gagne ensuite un point situé à 5 kilomètres Est de Figuil (Figil) sur le chemin Figuil-Djabili (Yabili), le gué du ruisseau qui coupe le chemin de Biguerh (Bidjar)-Boursou (Bursu) à environ 6 kilomètres au Sud de Biguerh, le gué du ruisseau qui coupe le chemin de Biguerh-Guébagné à 3 kilomètres au Sud-Est de Biguerh, le gué du ruisseau Moré sur le chemin Biguerh-Sokoï (Sokeu) à environ 8 kilomètres Nord-Est de Biguerh et le gué du ruisseau Sasaiken sur le chemin Boursou-Boudouba (Beduwa) à environ 5 kilomètres Nord-Ouest de Boursou.

Elle coupe le chemin Biparé-Goubara (Gubara) à 2 kilomètres au Nord de Biparé, gagne le gué du ruisseau Toukoulai (Diro) sur le chemin Binder-Garé (Gareï) à environ 8 kilomètres au Nord-Ouest de Binder (pilier d'observation astronomiques) coupe le chemin Binder-Doumrou (Dumuru) à 4 kilomètres au Nord de Binder, le chemin Binder-Guidiguis (Gidigis) à 5 kilomètres Nord-Est de Binder et le chemin Diguélao (Dsigilau)-Mindiffi à 5 kilomètres Sud de Diguélao.

Elle va ensuite à mi-chemin de Doudoula (Dudula)-Gouyou, de Doué (Duei)-Gouyou, de Soei-Boulambali, de

Soeï Nimbakri, Koumrna Nimbakri, de Koumana-Forkoumaï, de Tala-Forkoumaï, de Somkaia (Sakumkeïa)-Forkoumai, de Soumkaïa-Folmaï (Fornuméi), atteint la rive occidentale de Toubouri (lac de Fianga) à 2 kilomètres au Sud de Kamargui-Irle (Komergui) et la rive orientale à 2 kilomètres au Sud de Guisseï-Guibi (Gisei-Gibi).

Elle va ensuite au point et à mi-chemin de Pia à Made et de Folakoi à Goumoune, puis au point situé à 3 kilomètres au Sud de Karam.

H. — De là elle gagne un point sur la rive droite du Logone à 2 kilomètres au Nord-Ouest de Ham (pilier d'observations astronomiques), un point à mi-chemin de Gaya (Gaia) à Tchoymla (Tschoimbla), un point à mi-chemin de Tchaguen (Tschaken-Gogodon) à Bouloussou, le gué du Ba-Ili sur le chemin de Tchaguen à Maula, puis un point à mi-chenin de Moudiguil (Mudigil) à Aloa, à 3 kilomètres à l'Est de Moudigil, un point à 5 kilomètres à l'Ouest Taouane (Tanan) pour atteindre l'embouchure du Ba-Ili dans le Chari.

I. — De là, elle descend le Chari (Schari) jusqu'à son embouchure dans le lac Tchad (Tschad).

K. — De l'embouchure de la branche principale navigable du Chari dans le Tchad, telle qu'elle est déterminée dans la carte annexée au présent protocole, la frontière atteint l'intersection du méridien 12° 08' Est de Paris (14° 28' Est Gr.) avec le parallèle 13° 05' de latitude Nord, suit ensuite vers l'Ouest ce parallèle jusqu'à la frontière franco-anglaise (Convention franco-anglaise du 29 Mai 1906).

Il est entendu que les îles du Tchad situées à l'Ouest et au Sud de la frontière ci-dessus indiquée font partie du territoire allemand ; celles qui sont à l'Est et au Nord font partie des possessions françaises.

ARTICLE II.

L'Allemagne, en ce qui concerne la partie des eaux de Bénoué et de ses affluents comprise dans son territoire ; la France, en ce qui concerne la partie du Mayo-Kebbi et des autres affluents de la Bénoué comprise dans son territoire, se reconnaissent respectivement tenues d'appliquer et de faire respecter les dispositions relatives à la liberté de navigation et de commerce énumérées dans les articles 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33 de l'Acte de Berlin du 26 Février 1885.

La France et l'Allemagne s'assurent respectivement le bénéfice de ces mêmes dispositions en ce qui concerne la navigation du Chari, du Logone et de leurs affluents.

Les puissances contractantes s'engagent respectivement à prendre les dispositions nécessaires pour assurer pratiquement la liberté de la navigation sur les cours d'eau ci-dessus mentionnés. Elles prépareront dans ce but, après la ratification du présent accord, un règlement commun de navigation,

Les dispositions de ce règlement s'appliqueront également à la navigation sur le Congo, sur la Sangha et ses affluents.

ARTICLE III.

Dans leurs possessions respectives comprises dans les bassins de la Bénoué et de ses affluents, du Chari, du Logone et de leurs affluents, ainsi que dans la partie du territoire français situés au Sud du 13^e parallèle, les nationaux, les sujets et les protégés des deux pays seront traités sur le pied d'une parfaite égalité en ce qui concerne les usages des routes ou autres voies de communication terrestre. Dans ces mêmes territoires, les nationaux, les sujets et les protégés des deux pays seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages au point de vue des acquisitions et installations nécessaires à l'exer-

cice et au développement de leur commerce et de leur industrie.

Sont exclues de ces dispositions les routes et voies terrestres de communication des bassins côtiers de Cameroun ou des bassins côtiers du Congo français non compris dans le bassin conventionnel du Congo tel qu'il a été défini par l'Acte de Berlin.

Ces dispositions, toutefois, s'appliquent à la route Yola, Ngaoundéré, Koundé, Gaza, Bania et vice-versa.

Dans les territoires visés à l'alinéa premier du présent article, les tarifs des taxes ou droits qui pourront être établis de part et d'autre ne comporteront à l'égard des nationaux, sujets et protégés, des deux pays, aucun traitement différentiel.

ARTICLE IV.

Sur le Tchad dans les eaux territoriales de la France et de l'Allemagne et sur les cours d'eau mentionnés dans les articles précédents, pour la partie de leur cours où ils forment la frontière, les riverains ressortissant à l'une ou l'autre puissance ont les mêmes droits de pêche et de navigation.

ARTICLE V.

Le protocole du 4 février 1894 avec son annexe ainsi que la convention du 15 mars suivant, sont et demeurent abrogés.

ARTICLE VI.

En foi de quoi les délégués ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, en double expédition, le 9 avril 1908.

Signé : DUCHÊNE

MOLL.

HERMITE.

VON LINDEQUIST.

GLEIM.

VON DANCKELMANN.

ANNEXE

ARTICLE I^{er}.

L'abornement de la frontière décrite dans le présent accord devra commencer d'une manière effective dans un délai de quatre mois après la ratification de la convention.

ARTICLE II.

Les commissaires chargés de l'abornement seront autorisés, lorsque la frontière joint en ligne droite deux points d'un même cours d'eau, à substituer ce cours d'eau à la ligne droite en question, s'il ne s'en écarte que d'une faible distance. Ils seront également autorisés à faire de légères modifications répondant aux lignes naturelles du sol toutes les fois que d'un commun accord ils le jugeront utile et convenable, mais à la condition de ne pas changer l'attribution des villages mentionnés dans le protocole.

Ces déviations devront être indiquées clairement sur des cartes spéciales et soumises à l'approbation des deux gouvernements.

Toutefois, en attendant qu'elles soient approuvées, elles seront provisoirement valables et par suite respectées.

ARTICLE III.

Partout où, sur les bases du présent accord, une portion de territoire sera soustraite à la juridiction d'une puissance pour passer sous celle de l'autre, les habitants en seront autorisés à choisir librement le côté de la frontière sur lequel ils désirent se fixer.

Ils pourront, dans le délai d'un an après l'échange des ratifications susvisées, enlever leur récolte sur pied ainsi que leurs biens.

Lorsque l'année qui suivra la ratification sera écoulée, il appartiendra à chacune des puissances contractantes de déterminer, d'après sa législation intérieure, les conditions dans lesquelles aura lieu l'émigration ou l'immigrations des populations indigènes.

ARTICLE IV.

Dans tous les cas où la frontière est déterminée par le cours d'une rivière ou d'un ruisseau, c'est le thalweg qui sert de limite.

Si, cependant le thalweg proprement dit ne peut être déterminé, de même que sur les points où il existe des rapides, la ligne médiane du cours d'eau sera la frontière.

En outre, dans le voisinage des îles, la limite passera à mi-distance entre les îles et la rive qui n'appartient pas à la même puissance que celles-ci.

ARTICLE V.

Sans porter atteinte à la disposition générale de l'article IV de l'annexe d'après laquelle, en ce qui concerne le Kadei, la Boubé II et le Chari, ce sera le thalweg de ces rivières qui formera la frontière, les puissances contractantes font la réserve suivante : dans les cas où un règlement de l'état de possession sur les îles des rivières précitées serait ultérieurement reconnu désirable dans l'intérêt des habitants de l'une et l'autre rive, il y aura lieu d'admettre des modifications dans l'attribution de ces îles conformément à des propositions faites de concert par les représentants de l'administration locale et avec la garantie de compensations équitables et correspondantes.

S'il apparaissait, dans l'avenir, que les dispositions prévues par l'article premier, paragraphes A et B du présent accord, visant l'état de possession des îles situées dans les rivières Kié, Ntem, Kom, Aïna, Ngoko et Sangha,

pouvaient comporter des inconvénients, les puissances contractantes se réservent de modifier ces dispositions, mais sous la réserve qu'aucune des deux parties ne recevra un avantage sans consentir à un avantage correspondant pour l'autre.

ARTICLE VI.

D'un commun accord, les sections française et allemande de la mission de délimitation du Sud adoptent pour la latitude des piliers-repères du parallèle 2° 1' 20" N., les valeurs suivantes :

Numéro des piliers.	Désignation.	Latitude.	Distance en mètres du parallèle 2°10'20" au pilier.	
			Au Nord.	Au Sud.
4	Route de Ndongo à Eta par la vallée de Djua	2°09'59",0	»	644
5	Route directe de Suangé (Suanké à Eta)	2°10'18",2	»	55
6	Route Ouest de Suangé à Eta	2°10'20"	»	»
7	Rivière Zoa (Sua).....	2°10'21",7	52	»
8	Rivière Sée.....	2°10'22",5	77	»
9	Rivière Missoum - Missoum (Missum-Missum)	2°10'19",0	»	31
10	Rivière Karagoa.....	2°10'18",0	»	61
11	Au Nord de Maka	2°10'21",8	55	»
12	Rivière Nsanga	2°09'57",4	»	694
13	Rivière Aïna.....	2°10'13",4	»	203

ARTICLE VII.

Les bornes nos 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 qui marquent la frontière Sud, aussi bien que celles qu'il y aura lieu d'ériger sur la frontière de l'Est, sont placés sous la protection commune des gouvernements français et allemand.

S'il devient ultérieurement nécessaire de remplacer une borne de frontière, chaque gouvernement déléguera à cet effet un représentant.

S'il devient, en outre, ultérieurement nécessaire d'indiquer avec plus d'exactitude le tracé de la frontière par de nouvelles bornes, chaque gouvernement déléguera un représentant pour l'érection des bornes supplémentaires.

La position de ces bornes supplémentaires sera déterminée par le cours de la frontière telle qu'elle est fixée sur la carte du protocole.

ARTICLE VIII.

Le gouvernement français garantit à l'Allemagne la possession d'un territoire de 2.500 kilomètres carrés d'un seul tenant à l'Est de la ligne droite allant de Bomassa au point situé à 15 kilomètres au Sud de Mauvey.

Dans le cas où la superficie comprise entre cette ligne droite et la frontière déterminée aux paragraphes B et C de l'article I^{er} serait inférieure à 2.450 kilomètres carrés, elle serait complétée à 2.500 kilomètres carrés par l'appoint d'un territoire qui, commençant au confluent de la Nyoué et de la Sangha, serait limité à l'Ouest et à l'Est par ces deux rivières et par le parallèle convenable.

Dans le cas où la superficie en question serait supérieure à 2.550 kilomètres carrés, elle serait ramenée à 2.500 kilomètres carrés, en repoussant vers l'Ouest le point visé au paragraphe C de l'article I^{er} duquel doit partir la frontière pour atteindre le point situé à 15 kilomètres au Sud de Mauvey.

Si la superficie en question est comprise entre 2.450 et 2.550 kilomètres, il ne sera apporté aucune modification au tracé de la frontière déterminée au paragraphe C de l'article I^{er}.

Les villages de Ngombaco et de Likagota resteront fran-

çais dans le cas où, à la suite d'observations ultérieures, ils viendraient à être placés à l'Ouest de la ligne frontière, pourvu que leur position ait été reconnue déplacée de moins de 5 kilomètres par rapport à celle qu'ils ont sur la carte du protocole, et également dans le cas où le déplacement de leur position vers l'Ouest serait trouvé supérieur à 5 kilomètres, pourvu qu'ils restent à l'Est de la ligne frontière.

Au contraire, ces villages deviendraient allemands si le changement de position vers l'Ouest dépassait 5 kilomètres et s'ils venaient de ce fait à être situés à l'Ouest de la ligne frontière.

Dans l'un et l'autre cas, la frontière restera distante d'au moins 5 kilomètres de ces villages et sera, s'il est nécessaire, formée par un arc de cercle de 5 kilomètres de rayon décrit soit à l'Ouest, soit à l'Est autour de leur centre.

ARTICLE IX.

Les cartes annexées au présent protocole serviront de base à son application.

Vu pour être annexé au protocole du 9 Avril 1908 :

Signé : DUCHÈNE.

MOLL.

HERMITE.

VON LINDEQUIST.

GLEIM.

VON DANCKELMANN.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berlin au plus tard le 1^{er} Août 1908.

Dans un délai maximum de quatre mois après l'échange de ces ratifications, l'évacuation des postes administratifs et militaires qui auraient été établis par chacune des puissances contractantes hors des limites assignées par le présent accord à ses possessions respectives, devra être accomplie.

Par le seul fait de l'expiration de ce délai, les changements de souveraineté résultant des modifications de frontière prévues par le présent accord, seront considérées comme réalisées.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le 18 Avril 1908.

Signé : JULES CAMBON.

DE SCHOEN.

Nous allons examiner rapidement les avantages que chacune des nations intéressées retire de cet accord :

A. Frontière Est.

La France acquiert :

1° Un grand trapèze de 8.000 kilomètres carrés de superficie ; il provient de l'écartement entre le 15° méridien de Greenwich (12° 40' de Paris) et la position réelle de Koundé, la convention de 1894 stipulait qu'en tout cas cette ville resterait française, sauf compensation à accorder à l'Allemagne la frontière a été reportée à l'Ouest, elle suit le Lom, puis la Kadéï, puis la Boumbé II, nous acquérons ainsi le bassin supérieur des rivières Nana et Mambéré.

De plus, la banlieue de Koundé est élargie, ce qui n'est pas sans valeur, car cette banlieue est assez peuplée et renferme de nombreux villages et fermes.

2° A l'entour de Lamé, plus au Nord, nous acquérons environ 1.000 kilomètres carrés de terres nouvelles, la possession de cette banlieue est ici encore plus importante car c'est un gros centre d'élevage où les fermes nombreuses sont séparées les unes des autres par de grands espaces ; de cette dispersion résultait ce fait que beaucoup de celles qui composent l'agglomération de Lamé étaient en dehors de notre territoire avant 1908.

3° Binder est définitivement reconnu à la France ; nous avons vu que son occupation par l'Allemagne ne pouvait se justifier, il devait néanmoins lui en coûter beaucoup d'abandonner ce point dont l'importance politique et commerciale est considérable. La population Foulbé qui habite ce territoire est intelligente et travail-

leuse, elle se ressent d'un passage ancien des tribus arabes avec lesquelles elle aurait quelques liens de parenté ; elle est supérieure aux autres nègres du centre africain. Le pays est fertile et bien cultivé, riche en bœufs et en chevaux, l'élevage de l'autruche et la culture du coton paraissent y pouvoir prendre un grand développement.

Binder est, de plus, situé sur la route qui mène par la vallée du Mayo-Kebbi, de Garoua, sur la Bénoué, au Logone et au Chari ; les produits de cette région ont donc des débouchés à la fois vers le Tchad et vers le Niger. Rappelons à ce propos qu'il est possible de relier le grand lac soudanais à la mer. La mission du commandant Lenfant a prouvé qu'après la jonction des eaux du Toubouri et du Kebbi, il n'existe plus aucune difficulté pour passer le Tchad à la mer ; il faut, cependant, remarquer que ce résultat a été obtenu pendant les hautes eaux et lors d'une année exceptionnellement pluvieuse. Les milieux coloniaux allemands et anglais ont attaché, cependant, une grande importance à ce fait, on a proposé, pour desservir la nouvelle voie d'accès au Tchad, la collaboration d'une Compagnie anglo-allemande sur le Niger et la Bénoué, puis la construction d'un chemin de fer de la Bénoué au Logone, enfin, un service de vapeurs franco-allemand sur ce fleuve ; le voyage de Bordeaux à Fort-Lamy pouvait ainsi se faire en deux mois et demi au lieu de six par la voie ordinaire. Si ces projets aboutissaient, toute la région de Binder en recueillerait de nombreux avantages, on peut donc, sans restriction aucune, approuver que notre situation y soit fortifiée.

4° La pointe formée par le Haut-Cameroun sur le Chari est supprimée ; la France acquiert de ce côté encore 7.000 kilomètres carrés ; la possession de ce territoire, d'ailleurs appauvri pour de longues années par les ravages de Rabah, nous fournit une route directe entre Lai,

sur le Logone inférieur, et le Chari, cela évite le long détour auquel nous obligeait la frontière de 1894.

Par suite de l'absence de mouches Tsé-tsé dans cette région, il devient possible de faire passer les troupeaux de la région du Tchad, riche pays d'élevage, dans le bassin du Congo où le bétail est très rare.

L'Allemagne de son côté reçoit les avantages suivants :

1° Comme compensation de l'abandon de la région Kadéï-Koundé, elle reçoit d'une part la rive droite de la Nyoué (2.500 kilomètres carrés), d'autre part, l'enclave formée par les sinuosités de la Doumé, de la Kadéï et du Batouri, pays de savanes dont l'avenir économique est restreint ; elle acquiert encore une partie du « trapèze » de Koundé où elle avait déjà des factoreries.

2° Comme compensation de notre acquisition sur le Chari, l'Allemagne reçoit un grand triangle de 7.000 kilomètres carrés qui lui ouvre un accès sur le Logone occidental, ce pays a peu de valeur en soi et a été ravagé par les razzias venues du Ngaoundéré.

3° Comme compensation de notre extension dans la banlieue de Lamé, l'Allemagne acquiert un triangle de 350 kilomètres au fond de l'angle droit que formait l'ancienne frontière au Nord de Mayo-Kebbi. Enfin, la frontière au-dessous du 10° parallèle dessine de nouvelles inflexions, elles sont commandées par le souci de ne pas englober dans la zone française des populations dépendant de centres situés en territoire allemand.

B. — Frontière Sud.

De ce côté, nous avons vu plus haut pourquoi, on a renoncé à la limite artificielle constituée par le parallèle

du Campo, on y a substitué une ligne de frontière naturelles constituée à l'ouest par le cours du Ntem, du Kom, de l'Aïna, et à l'est par celui de la Ngoko jusqu'à la Sangha, entre deux une ligne de bornes a été établie. Il en résulte que la France acquiert une grande bande de terre limitée au nord par le Ntem, le Kom et l'Aïna et au sud par le parallèle 2° 10'20" (parallèle du Campo), tandis que l'Allemagne reçoit la rive gauche de la Ngoko et les territoires du confluent de cette rivière avec la Sangha.

Cette délimitation a été très vivement critiquée, on reproche aux nouveaux territoires acquis de n'avoir qu'une valeur négligeable ce qui paraît excessif, puisque la mission Cottet a rencontré dans la région située entre le Kom et le Ntem de nombreux comptoirs allemands faisant le commerce du caoutchouc, et que, de plus entre l'Aïna et le Ntem, l'ivoire est abondant; or, ce sont les deux principaux articles de tout le commerce du Congo. (1) « Enfin la « population particulièrement sur les rives du Kom est « dense et laborieuse et offre de précieuses ressources en « main-d'œuvre; cependant on peut dire que dans l'en- « semble la grande bande de terrain que l'Allemagne nous « abandonne est composée de terrains de médiocre qualité « particulièrement dans la partie qui avoisine la Guinée « espagnole. »

On a reproché à la convention de 1908 d'avoir donné à l'Allemagne un accès trop large sur la Sangha et la Ngoko; il est certain que l'avantage qu'elle reçoit sur ce point est considérable quand on se rappelle que le protocole de 1894 ne lui accordait qu'un débouché de 30 kilomètres sur la première de ces rivières et de 35 kilomètres sur la seconde, cependant il ne faut pas oublier que ces rivières étant toutes deux situées dans le bassin conventionnel, la navigation y était libre et qu'après comme avant la convention,

(1) A. Terrier : *Bulletin de l'Afrique Française*, mai 1908.

les Allemands pouvaient y commercer sans aucun obstacle de notre part. On ne peut cependant que regretter de voir les Allemands s'installer à 1 kilomètre de Ouesso; pour se rendre compte du déplorable effet de cette cession, il faut se rappeler que jusqu'à cette époque Ouesso était un centre commercial du plus haut intérêt. C'était le chef lieu administratif de la moyenne Sangha et le centre du commerce de tout le bassin de la Ngoko et la Sangha.

Enfin, au point de vue sentimental, il pouvait paraître fâcheux que (1) « Missoum-Missoum théâtre d'un douloureux conflit ne fut pas englobé dans le territoire français, mais cette bourgade était incontestablement située « au Cameroun; son importance d'ailleurs était nulle. « Etait-il possible de proposer une déviation de la frontière pour obéir à un souvenir pieux et aussi peut-être « à un sentiment d'amour propre alors que l'évacuation « de Binder mettait la vanité nationale de l'Allemagne à « une si rude épreuve ».

En résumé l'accord de 1908 s'il n'est pas de nature à provoquer un grand enthousiasme ne mérite pourtant pas les vives critiques qu'on lui a adressé.

C'est un échange honnête et équitable de territoires africains par des techniciens de bonne foi; pour l'apprécier il faut le juger dans son ensemble.

Il est certain que notre frontière au sud du Cameroun a été un peu sacrifiée et que les avantages consentis aux Allemands y sont supérieurs à ceux que nous avons retiré de la convention. On a dit que notre colonie était moralement diminuée dans le sud par ce fait que la convention consacrait les empiètements allemands dans cette région. Cela est encore vrai.

Mais qui peut contester que notre influence s'est accrue dans le nord; nous gardons tous les postes importants soit

(1) *Dépêche coloniale*, 25 avril 1908.

au point de vue agricole soit au point de vue commercial, comme Koundé, Lamé, nous recouvrons un centre d'influence de premier ordre que nous avons pensé perdre, nous conservons en territoire français toutes les routes de terre qui mènent de la Sangha au Tchad par Carnot, Baïbokoum et Laï, nous voyons confirmer notre accès au Niger par le Mayo-Kebbi et la Bénoué. Tout avantage sur un point doit être payé par un sacrifice sur un autre, il semble bien que l'intérêt de notre politique était de renforcer notre situation dans le nord de notre colonie; doit-on dès lors s'étonner que nous ayons plutôt consenti des concessions du côté opposé.

Les articles 2 et 3 de la convention de 1908 reproduisent à peu près intégralement les articles 3 et 4 de la convention de 1894.

L'article 3 est relatif aux fleuves.

La France et l'Allemagne se reconnaissent tenues d'appliquer les principes contenus dans l'acte de navigation du Niger, à la Bénoué, au Mayo Kebbi et à leurs affluents, chacune pour la partie de ces cours d'eau située dans son territoire; elles s'assurent respectivement le bénéfice des mêmes dispositions en ce qui concerne la navigation du Chari, du Logone et de leurs affluents.

Ces dispositions relatives à la liberté de commerce et de navigation sont énumérées dans le titre V de l'acte de Berlin, articles 26 à 33 (1). Voici les principales d'entre elles.

« Dans l'exercice de la navigation les sujets et les pavil-
« lons de toutes les nations seront traités sous tous les
« rapports, sur le pied d'une parfaite égalité tant pour la
« navigation directe de la pleine mer vers les ports inté-
« rieurs du Niger et vice versa que pour le grand et le petit

(1) Remarquons que l'article 30 qui est relatif à l'Angleterre ne s'applique pas ici.

« cabotage ainsi que pour la batellerie sur le parcours
« de ce fleuve.

« Aucune distinction ne sera faite entre les sujets des
« Etats riverains et ceux des non riverains il ne sera con-
« cédé aucun privilège exclusif de navigation soit à des
« Sociétés ou corporations soit à des particuliers (art. 26).

En conséquence la navigation sur ces fleuves ne pourra
donner lieu à aucun péage maritime ou fluvial, à aucun
droit de transit, à aucune redevance; on ne pourra y établir
aucune obligation d'échelle, d'étape, de rompre charge
ou de relâche forcée. Pourront seuls être perçus les droits
qui auront le caractère de rétribution pour services rendus
à la navigation (art. 27).

Il en sera de même pour toutes les moyens de commu-
nication artificiels créés pour suppléer à la voie fluviale
quand elle n'est pas navigable (chemin de fer, routes,
canaux, latéraux) « pourront seuls être perçus des péages
« calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et
« d'administration » (art. 29).

Remarquons qu'à la différence de ce qui se passe pour
le Congo, ces différentes taxes ne sont pas établies par une
commission internationale composée de représentants de
tous les Etats signataires de l'acte de Berlin. Pour le Niger
chacun des Etats riverains « peut faire quelque règlement
« que ce soit qui ne soit pas contraires à l'esprit de ses
« engagements. » Quels sont ces engagements? les articles
29 et 30 les précisent la Grande-Bretagne et la France se
sont engagés « à établir des règlements pour la sureté et
« le contrôle de la navigation, de manière à faciliter autant
« que possible la circulation des navires marchands et à
« appliquer les principes de liberté commerciale contenus
« dans les articles précédents ». De plus dans ces mêmes
régions les deux puissances se sont engagées chacune
dans leurs sphères, « à protéger les négociants étrangers
« de toutes les nations qui sont ou seront sous leur sou-

« veraineté pourvu toutefois que ces commerçants se con-
« forment aux règlements qui sont ou seront stipulés en
« vertu de ce qui précède. »

On sait que malgré les stipulations de cet acte la Compagnie royale anglaise de la Nigeria ne tarda pas à s'arroger un monopole de fait; elle opposa une résistance constante aux efforts des Français qui s'appuyant sur les dispositions de l'acte de Berlin tentaient de naviguer sur le Niger; lors de sa première mission le lieutenant Mizon (1890) eut à subir de nombreuses vexations de la part de cette Compagnie, l'agent anglais lui fit savoir « qu'il pouvait remonter le fleuve mais sans pouvoir atterrir nulle part »; ce qui revenait à interdire à la mission française de poursuivre sa route, car il est indispensable de s'arrêter pour s'approvisionner de bois, destiné à la machine du vapeur.

Le même officier, deux ans après, au cours de sa seconde mission dans ces régions, vit saisir l'un de ses navires « le sergent Malamine » que la douane anglaise prétendait garder en gage contre tout droit.

Cet acte arbitraire donna lieu à une demande d'indemnité qui fut soumise à l'arbitrage du baron Lambermont; la compagnie de la Nigeria fut condamnée à une importante indemnité.

De même, en 1895 la Compagnie prétendit s'opposer à l'entrée dans le Niger de la canonnière l'*Ardent*, envoyée pour faire une enquête sur les réclamations portées contre la mission Mizon; l'un des agents britannique osa même saisir le bateau l'*Faji* qui ravitaillait l'*Ardent*, échoué sur un banc de sable.

Un mépris aussi évident des stipulations de l'acte de Berlin ne serait plus possible pour les deux puissances signataires de la convention de 1908; l'alinéa 3 de l'article 2 fait, en effet, une obligation à la France et à l'Allemagne, de prendre les dispositions nécessaires pour

assurer « pratiquement » la liberté de la navigation sur les cours d'eau mentionnés ; les deux puissances devront se mettre d'accord aussitôt après la ratification de la convention, pour élaborer, de concert, un règlement commun de navigation.

Remarquons enfin une dernière conséquence de l'application du titre V de l'acte de Berlin, tous ces fleuves sont neutralisés ; « en temps de guerre la navigation de
« toutes les nations neutres ou belligérantes sera libre en
« tous temps, mais seulement pour l'usage du commerce ;
« il ne sera apporté d'exceptions à ce principe, qu'en ce
« qui concerne le transport des objets destinés à un belli-
« gérent et considérés en vertu du droit des gens, comme
« la contrebande de guerre. »

L'article 3 de la convention de 1908 est relatif aux voies de communications terrestres, un régime spécial s'applique : 1^o dans les possessions allemandes ou françaises situées dans le bassin de la Benoué ; celui du Chari et du Logone, ainsi que dans le territoire français situé au sud du 13^o parallèle ; 2^o ce régime s'applique également à la route Yola, Ngaoundéré, Gaza, Bania et vice-versa.

Dans ces régions les nationaux, sujets, et protégés des deux pays seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, en ce qui concerne l'usage des routes et voies de communication ; les tarifs des taxes ou droits qui pourraient être établis de part et d'autre ne comporteront aucun traitement différentiel ; sont exclues de ces dispositions les routes et voies terrestres de communication des bassins côtiers du Kameroun ou du Congo français, qui ne sont pas compris dans le bassin conventionnel du Congo, tel qu'il a été défini par l'acte de Berlin.

Remarquons qu'en 1894 la France et l'Allemagne s'assuraient respectivement le bénéfice des clauses de l'acte de Bruxelles relatives à l'importation des armes et des spiritueux dans les bassins du Chari, du Logone, de la

Bénoué, etc... Cette disposition ne figure plus dans les articles de la convention de 1908.

L'article 4 qui est nouveau, donne aux riverains des deux nations les mêmes droits de pêche et de navigation dans les cours d'eau mentionnés et sur le lac Tchad.

L'annexe de la convention contient une série de dispositions destinées aux commissaires qui seront chargés de procéder à l'abornement définitif, ce sont surtout des renseignements géographiques. Il y a lieu cependant de mettre à part l'article 3 de cette annexe, il porte en effet que : « partout où une portion de territoire sera soustraite « à la juridiction d'une puissance pour passer sous celle « d'une autre, les habitants en seront autorisés à choisir « librement le côté de la frontière sur lequel ils désirent « se fixer. Ils pourront, dans le délai d'un an, enlever « leur récolte sur pied ainsi que leurs biens ». Cette clause n'est pas nouvelle dans le droit international. Elle est généralement admise dans les traités qui terminent des différends européens ; mais il semble qu'elle ait été encore peu employée en Afrique.

Il ne faudrait d'ailleurs pas se faire illusion sur la portée de ce droit d'option consenti aux indigènes car, la plupart du temps ils ne pourront l'exercer dans l'ignorance où ils seront vraisemblablement le plus souvent, d'une part de la modification territoriale intervenue, et d'autre part, du délai dans lequel ils pourront faire connaître valablement leur option.

CHAPITRE VIII

Le Régime foncier du Congo. Les concessions.

1^o Situation des terres du Congo à notre arrivée.

L'accord franco allemand de 1908 a provoqué une série de difficultés qui ne s'étaient pas produites pour celui de 1894.

Depuis cette époque, en effet, les territoires du Congo ont reçu un statut juridique spécial, le système de mise en valeur adopté, pour cette colonie, a fait naître sur ces terres des droits pour les particuliers qui ont reçu du Gouvernement français une concession.

Par suite de la délimitation nouvelle, certains concessionnaires ont perdu une partie de leurs territoires, reconnus compris dans les limites des possessions allemandes et la question s'est posée de savoir s'il leur était dû, de ce fait, une compensation quelconque ; c'est cette situation que nous allons étudier.

Mais avant de passer aux réclamations présentées par les Compagnies concessionnaires, il importe de préciser la situation de ces terres du Congo au point de vue du droit interne et du droit international, ainsi que la nature du droit que possédait sur elles le concessionnaire.

La situation juridique des terres du Congo est régie

par une série de documents administratifs qui se placent aux environs de l'année 1900.

1^o Décret du 28 mars 1899 (sur le régime foncier).

2^o Décrets du 8 février et du 28 mars 1899 (sur le domaine public.

3^o Décret du 24 mars 1901 (sur le régime forestier).

D'autre part en 1899 une série de décrets a introduit au Congo le régime des concessions, ces décrets ne sont que l'application presque identique à 40 Sociétés financières, entre lesquelles est partagé le territoire de notre colonie, d'un décret et d'un cahier des charges types élaborés par une commission spéciale réunie au Ministère des Colonies en 1898. Des instructions ministérielles en date du 24 mai 1899 précisent les conditions auxquelles ces concessions se trouvent subordonnées, et les droits et les devoirs qui en résultent pour l'administration locale.

Enfin, un arrêté du commissaire général du 4 avril 1900 fixe les règles qui doivent s'appliquer aux petites concessions, celles dont le territoire comprend moins de 10.000 hectares.

Le régime des terres vacantes et leur mode d'appropriation (1) est le point principal de tout le système colonial.

Etablir un régime des terres, c'est l'œuvre qui s'impose à tout état colonisateur dès qu'il exerce la souveraineté sur sa colonie.

Mais ces terres, dont le pays civilisé va ainsi disposer, ne sont pas désertes ; elles sont occupées par des indigènes. Ceux-ci ont évidemment des droits sur ces terres ; ils en sont les premiers occupants et les possèdent depuis des époques très reculées. Mais les sujets de l'Etat, européen, par le fait même de la conquête ont aussi des

(1) P. Leroy Beaulieu : *De la Colonisation chez les peuples modernes.*

droits, car sans cela, l'établissement d'une nouvelle colonie n'aurait aucune raison d'être.

La question se pose donc de savoir comment on va concilier la propriété européenne et la propriété indigène aux colonies.

Ces deux propriétés peuvent subsister l'une à côté de l'autre, c'est le cas de l'Algérie où nous avons trouvé le pays entièrement occupé par une race hautement civilisée, soumise à des lois et à des autorités régulières et familiarisée avec les règles du droit de propriété.

La situation est loin d'être la même au Congo ; les noirs qui l'occupent appartiennent aux races les plus primitives qui soient au monde ; ils se répartissent en plus de vingt-cinq peuplades isolées les unes des autres et nettement distinctes, malgré le mélange de sang qu'entraîne nécessairement l'esclavage.

Ces peuplades diffèrent au point de vue physique comme au point de vue moral : de l'une à l'autre varient les habitations, les vêtements, les coiffures, les tatouages, les parures, les danses ; les mœurs ne sont point identiques ; enfin, les langues présentent de telles particularités qu'aucune des peuplades ne comprend bien ses voisines.

La barbarie du nègre congolais est encore effroyable. Certains auteurs le comparent aux petits enfants ou même à l'animal tant sa vie psychologique est restreinte ; ce qui le préoccupe avant tout, c'est la satisfaction des besoins physiques immédiats, la sensation présente occupe tout le champ de ces consciences étroites, peu de place pour le souvenir du passé ou la prévision de l'avenir ; il tend à répéter mécaniquement les actes déjà accomplis, il a peu de mémoire.

(1) « L'exclusive sensation présente, le tyrannique désir

(1) F. Challaye : *Le Congo français*. — Paris 1906.

« de jouissance immédiate, chassent de ces petites âmes
« le souvenir du passé et l'attente de l'avenir ; ils n'ont
« qu'une vie sentimentale superficielle, aucun sentiment
« altruiste sauf peut-être l'amour maternel, ils n'ont
« aucune tradition sur le passé de leur race, pas d'archi-
« tecture, de dessin, de peinture, pas même de religion,
« quelques grossières superstitions qui les amènent par-
« fois aux sacrifices humains. Au point de vue social,
« tous les rapports entre les indigènes du Congo sont
« exclusivement des rapports de force, le fort n'a aucun
« scrupule à dominer le faible. Ajoutons que la plupart
« de ces peuplades sont antropophages.

Il est bien évident que de telles populations ne peuvent avoir le sentiment de la propriété elles n'en sentent d'ailleurs pas le besoin, car : « Vivant en groupe au sein
« d'une nature exubérante et féconde, les habitants de
« l'Afrique équatoriale trouvent autour d'eux sans peine
« les aliments dont ils ont besoin pour ne pas mourir de
« faim. La douceur du climat leur permet de vivre à peu
« près nus et de n'avoir pour habitations que des cases
« extrêmement simples. »

(1) La base essentielle de la propriété, le travail, qui féconde le sein de la terre et enseigne à l'homme l'art d'aménager les richesses « n'existe pas pour eux, car,
« satisfaisant sans grands efforts le peu de besoins qu'ils
« ont, ils sont rarement sollicités au travail et d'ailleurs
« la lourde chaleur les incline à la paresse.

La pensée que des hommes, dit Peschuel-Loesche, peuvent réclamer la propriété de la terre est insaisissable pour eux. Ils reconnaissent seulement un droit temporaire sur le produit des champs travaillés et sur les fruits que la terre produit spontanément. L'agriculteur choisit à son gré une parcelle de terre, quand il

(1) H. Barbox : *Consultation demandée par l'Union congolaise*, 1903.

l'abandonne, au bout de peu de temps ce qui est le cas ordinaire, chacun peut dans sa tribu lui succéder dans la jouissance du fond. Le produit des arbres à fruits lui appartient exclusivement lorsque leur ombrage couvre sa hutte et même ce qui croît autour lui reste réservé tant qu'il y laisse sa marque : par exemple il entoure le pied d'un palmier de la ceinture qui lui sert pour en atteindre le sommet. C'est à cela que se réduit l'occupation des terres pour les indigènes.

D'ailleurs, l'occupation de certaines terres par ces tribus indigènes n'est jamais que momentanée, la plupart d'entre elles n'ont pas d'habitat fixe ; les villages se déplacent sans cesse « soit par suite de l'épuisement du sol, « soit à l'occasion d'hostilités ou de guerres entre les tribus, soit sous l'empire de superstitions ; la mort d'un « chef vénéré, une épidémie, la chute de la foudre, le passage d'un européen les portent fréquemment à quitter « leur village pour aller s'établir « ailleurs, ils ne vivent « jamais deux années de suite des produits d'une même « culture, ils récoltent une fois le fruit du bananier et « passent à une autre plantation. Le champ de maïs « après avoir donné une moisson retourne à l'état de « brousse » (Costermans).

Enfin il faut remarquer que ces peuplades indigènes sont dispersées et comme perdues au milieu de la grande forêt vierge et quoique le nombre des habitants du Congo soit encore fort mal connu (les appréciations varient entre 4 et 12 millions d'habitants). On peut dire qu'il est infime par rapport à la superficie totale et que notre colonie est presque inhabitée, la population y étant pour ainsi dire insignifiante.

2^o *Situation des terres du Congo au point de vue du droit interne (Domaine public. — Domaine privé).*

Pour toutes ces raisons on pouvait considérer que les terres du Congo n'étant pas appropriées par les indigènes étaient vacantes et sans maître. La propriété sur les res nullius s'acquiert par l'occupation ; était-il possible d'admettre que les colons qui viendraient s'établir dans notre colonie allaient devenir propriétaires de ces terres par droit de premier occupant.

On sait que partout en Europe les législations sont unanimes à repousser le droit de premier occupant pour des raisons d'utilité sociale et d'ordre public. « (1) L'Etat, « chargé de maintenir la paix dans la société, ne saurait tolérer le droit du premier occupant source de discussions « et de querelles parfois sanglantes disaient les auteurs du « Code Civil ».

« Ces acquisitions, dit M. Demolombe, dérivent toutes « de cette double considération d'une part que dans une « société bien ordonnée l'occupation c'est-à-dire l'acquisition par le premier occupant ne saurait être admise « en général sans beaucoup d'inconvénients et de désordres ».

Puisque les particuliers ne peuvent acquérir la propriété celle-ci doit être attribuée à l'Etat, seul propriétaire possible. Cette acquisition par l'Etat est juste car elle profite à tous les membres de la famille française,

Pour attribuer à l'Etat la propriété de ces terres il suffisait de remarquer qu'elles étaient vacantes et sans maître ; appliquer la législation française en la matière.

Celle-ci est contenue dans deux articles du code civil :

ART. 549. — Tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont

(1) Barboux.

les successions sont abandonnées appartiennent au domaine public.

ART. 713. — Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat.

C'est cette disposition que reproduit l'article premier du décret du 28 mars 1899 « Les terres vacantes et sans maître du Congo français font partie du domaine de l'Etat ».

Cette attribution est, dit Bluntschli le système le plus favorable à la colonisation aussi se retrouve-t-il dans la plupart des législations étrangères qui l'ont introduit dans leurs colonies.

C'est ainsi que pour l'Angleterre : on lit dans l'article 4 de l'acte annexant les îles Fidji « La propriété
« absolue de toutes les terres, dont l'aliénation ne sera pas
« suffisamment prouvée, pour qu'elles deviennent la propriété d'Européens ou d'autres étrangers, ou qui ne sont
« pas actuellement réellement utilisées ou occupées par
« un chef ou une tribu ou qui ne sont pas réellement
« nécessaire pour la subsistance probable future et l'entretien de quelque chef ou tribu seront et sont par les
« présentes déclarées dévolues à Sa Majesté. »

Le jurisconsulte Creasy dit d'autre part « que quand
« l'Angleterre prend possession d'une contrée non occupée tout le pays échoit à la couronne et la couronne
« attribue aux particuliers des portions du pays, réservant comme domaine de la couronne tout ce qui n'est
« pas concédé ainsi qu'un droit de juridiction sur le
« territoire ».

Ces principes appliqués également par la Hollande ont été empruntés par l'Allemagne.

On lit dans la Kayserlicher Schutz brief accordé à la Cie de Nouvelle Guinée en 1885 :

« ... Nous concédons à ladite Cie en contrepartie de...

« en même temps que le droit exclusif de prendre possession des terres sans maître d'en disposer etc... »

L'ordonnance impériale du 26 novembre 1895 est encore plus explicite :

« Sous réserve des droits de propriété ou autres droits réels que des particuliers ou personnes juridiques, chefs ou communautés indigènes peuvent élever, ainsi que des droits d'occupation de tiers, résultant de contrats passés avec le Gouvernement impérial. Toute terre de l'Afrique orientale allemande est terre vacante de la couronne ».

Le principe que ces terres appartiennent à l'Etat posé, il importe de se demander dans quelle partie du domaine de l'Etat elles doivent être classées : domaine public ou domaine privé. Elles ne pouvaient entrer que dans le domaine privé.

Le décret du 8 février 1890, qui porte fixation et organisation du domaine public et des servitudes d'utilité publique au Congo français, ne fait que reproduire dans son article 1^{er}, l'article 538 du code civil avec de légères modifications, une seule innovation en ce qui concerne le régime fluvial ; non seulement, le décret classe dans le domaine public les cours d'eau navigables et flottables, mais encore, une zone de passage de 25 mètres de largeur sur chaque rive et destinée à permettre aux vapeurs de s'approvisionner en bois de chauffage. Ce texte renvoie in fine à la loi française : « seront compris dans le domaine public, généralement, les biens de toute nature que le code civil et les lois françaises déclarent non susceptibles de propriété privée ». Les terres vacantes qui, nous l'avons vu, comprennent la presque totalité du Congo ne peuvent présenter ce caractère, d'autre part on ne peut pas dire qu'elles soient affectées directement et en elles-mêmes, à un service d'utilité générale, elles rentrent donc dans le domaine privé. Or, sur le domaine privé

l'Etat a tous les droits d'un propriétaire, il peut aliéner, donner à bail, etc.

La condition de ces terres domaniales est réglée dans le décret du 28 mai 1899 que nous avons cité, l'article 2 dispose que, sauf disposition législative ultérieure, les produits domaniaux seront attribués au budget local, à titre de subvention, pour les dépenses de colonisation — établissement de lignes télégraphiques, routes, chemins de fer, etc. — en général toutes les dépenses destinées à favoriser le développement économique de la colonie. L'article 4 fixe la manière dont ces terres peuvent être aliénées : 1^o par adjudication publique ; 2^o de gré à gré par lots de 1.000 hectares à titre gratuit ou à titre onéreux suivant les conditions de réglemens arrêtés par le commissaire général du gouvernement en conseil d'administration et approuvé par le ministre des colonies ; 3^o à titre gratuit au profit de l'exploitant d'une concession de jouissance temporaire en ce qui concerne les parcelles qu'il aura mises en valeur dans les conditions spécifiées par l'acte de concession.

L'article 5 fixe enfin la limite dans laquelle ces terres vacantes pourront être concédées en jouissance temporaire, il distingue 1^o les concessions ne dépassant pas 10.000 hectares, celles-ci sont accordées par le commissaire général du gouvernement en conseil d'administration, 2^o les concessions au-dessus de 10.000 hectares, celles-ci sont accordées par décret avec cahier des charges sur le rapport du ministre des colonies après avis de la commission des concessions coloniales.

Ce sont là les grandes concessions dont nous allons nous occuper exclusivement ; ce sont en effet des concessions de ce type qu'intéresse l'accord franco-allemand de 1908.

Un autre décret, portant la même date, est relatif au régime forestier : il règle les conditions auxquelles sont

soumises les exploitations de forêt, et édicte des prescriptions excellentes pour éviter la disparition des essences précieuses et l'épuisement des lianes à caoutchouc, ce décret ne doit être rendu applicable que progressivement à mesure que notre pénétration progressera.

Enfin un troisième décret toujours de la même date (28 mars 1899) a établi pour le Congo un régime foncier spécial analogue à celui qui a été établi également à Madagascar et en Tunisie et qui s'inspire de la législation australienne et en particulier de l'act Torrens. Tous les immeubles, fonds de terre et bâtiments appartenant à des Européens ou assimilés, sont soumis à la formalité de l'immatriculation, celle-ci est d'ailleurs facultative dans certains cas ; le code civil demeure d'ailleurs en vigueur sauf stipulation contraire. Cette formalité a pour but d'arriver à donner au titre de propriété un caractère irrévocable car elle est précédée d'une enquête après laquelle la qualité et le droit de propriétaire ne peuvent laisser place à aucune ambiguïté, aucune charge ne peut venir grever l'immeuble à l'insu des tiers et le propriétaire est à l'abri de toute revendication imprévue.

Cette procédure a pour but de faciliter les transactions immobilières et d'assurer le crédit agricole, si nécessaire à un pays neuf.

Telle est la situation des terres du Congo vis-à-vis de la législation française « au point de vue droit interne ».

4^o Etablissement de concessions.

Ces décrets datent tous de 1899, c'est en effet, à cette époque, que l'attention des pouvoirs publics était particulièrement attirée vers l'importance que la colonisation du Congo paraissait devoir prendre.

A ce moment, le gouvernement sentait la nécessité

d'adopter une méthode pour la mise en valeur de notre colonie, une série de traités avec nos voisins avaient fixé les limites de notre colonie et nos sphères d'influence, nous étions parvenus jusqu'au Tchad et l'ère des grandes explorations allait bientôt se clore, le rôle de l'explorateur et du soldat passait au second plan, l'action économique devait remplacer l'action politique.

Comment exploiter nos grandes possessions de l'Afrique équatoriale. La question était posée devant l'opinion publique depuis 1890, dès cette époque, un certain nombre de financiers et de publicistes réclamaient la création de grandes compagnies privilégiées, destinées à exploiter les richesses des colonies en général et du Congo en particulier. Seules, des sociétés puissantes groupant des capitaux considérables, pourraient, disait-on, développer le commerce de notre colonie et faire profiter rapidement la France des sacrifices qu'elle lui avait coûté.

Pour justifier l'établissement d'un tel régime au Congo on faisait remarquer que, pendant près d'un siècle, cette colonie était restée sous le régime des comptoirs côtiers, sans qu'aucun effort sérieux des énergies ou des capitaux ait été fait pour pénétrer, étudier, exploiter ses richesses naturelles.

On invoquait également ce fait que, pour faire sortir de son sommeil le vaste hinterland congolais (1) « il fallait
« de toute nécessité encourager les collectivités indigènes
« au travail, reconnaître et occuper le pays, créer des
« moyens de transport, supprimer les pirates riverains,
« les écumeurs de route en protégeant les producteurs ». Or, disait-on, le commerçant isolé ne peut développer et étendre le champ de ses opérations ; ses moyens limités ne lui permettent pas d'escompter l'avenir en sacrifiant quelques années du présent, de supporter des pertes et

(1) Du jour. *Annuaire du Congo*.

des frais onéreux d'installation. Une telle œuvre dépasse manifestement ses forces. D'autre part l'opinion publique française n'était pas favorable à l'établissement, à la mise en valeur des terres vacantes par l'Etat lui-même, système adopté par l'Etat indépendant.

Dès lors, l'exploitation de notre domaine ne pouvait être effectué qu'en établissant des compagnies concessionnaires. Que seraient ces compagnies ? Allait-on rétablir des compagnies souveraines analogues à celle de l'ancien régime et procéder, comme l'Angleterre l'avait fait pour la fondation de ses colonies du Niger ou de l'Afrique du sud ? C'est la question qu'allait étudier le gouvernement français de 1890 à 1899.

Dès 1891, M. Etienne, sous secrétaire d'état aux colonies, proposait au Conseil supérieur des colonies de créer de grandes compagnies recevant pour 99 ans la possession exclusive de certains territoires pour y créer des routes, améliorer des fleuves, cultiver le sol. L'Etat n'exigeait rien en retour d'avantages si considérables, ni redevance ni partage de bénéfices, ni contrôle ou clauses de déchéance. Ces compagnies, à qui des territoires immenses étaient accordés par simple décret, n'étaient même pas obligées de mettre en valeur leur concession, et recevaient, en outre, de véritables droits régaliens : elles pouvaient, en effet, avoir une police, lever l'impôt, rendre la justice, et même passer des traités de paix et d'alliance, c'était la résurrection des compagnies souveraines de l'ancien régime.

Ce projet souleva naturellement de vives critiques et un nouveau ministère présidé par M. de Freycinet saisissait bientôt (16 juillet 1891) le Sénat d'un projet de loi portant que les concessions ne pourraient être accordées, que par un décret rendu en Conseil d'Etat et qu'elles seraient assujetties à certaines obligations, établies en compensation des avantages qu'elles comportaient. Ce projet renvoyé

à une commission n'aboutissait pas et était encore à l'étude en 1895 quand on apprit que la question avait été en partie résolue depuis deux ans par l'initiative d'un ministre des colonies. Deux concessions avaient été accordées par un simple décret et moyennant une redevance minime, l'une à M. Verdier à la Côte d'ivoire (3 millions d'hectares) l'autre à M. Daumas, au Congo (11 millions d'hectares). Les débats qui s'engageaient au Parlement à cette occasion aboutirent à l'annulation des deux concessions mais le Conseil d'Etat consulté reconnut qu'une indemnité était due aux concessionnaires. Le nouveau ministre des colonies discute une transaction : « M. Verdier garda 300.000 hectares et « reçut 2 millions de francs payés par le budget de la colo-
« nie dont le gouverneur s'était opposé à l'octroi de la
« concession ; M. Daumas gardait ses 11 millions d'hec-
« tares mais n'avait aucune indemnité (1) ». Ces événements motivaient le dépôt d'un nouveau projet de concession déposé par M. Pauliat au Sénat. Il combinait les différents projets précédents, nécessité d'un décret rendu en Conseil d'Etat, limite maximum de la concession 60 ans, obligations spéciales pour le concessionnaire en retour des avantages accordés, et possibilité pour celui-ci d'avoir une force de police sans aucun droit régalien.

Ce projet ne fut pas discuté. La question serait encore restée longtemps en suspens si le souverain de l'Etat indépendant n'avait sollicité pour lui-même une concession au Congo français (1897). Cette démarche, dit-on, était surtout destinée à obliger le parlement français à se décider. Notre puissant voisin était, en effet, directement intéressé à la mise en valeur de notre colonie, l'accroissement des importations et des exportations qui en résulterait devait augmenter singulièrement le trafic de la ligne Belge Matadi-Leopoldville qui avait été achevée récemment.

1) Lefébure.

c'était la route la plus directe et la plus économique pour se rendre de l'Atlantique au Stanley Pool, au centre de nos possessions et au débouché de l'immense réseau fluvial du Congo qui constituait, avec ses affluents, les seules voies de pénétration commerciale possible pour développer notre colonie.

D'autre part, le roi Léopold avait lui-même accordé des concessions dans son vaste domaine et désirait que la France suivit son exemple pour qu'elle fût obligée de défendre devant les autres nations la thèse juridique qu'il avait adoptée. (1)

Cette démarche eût pour résultat d'attirer encore plus vivement sur ces régions l'attention des commerçants et financiers français déjà mise en éveil par les bénéfices réalisés par l'Etat ou les Compagnies privilégiées au Congo belge. « Sans se rendre bien compte des différences profondes qui séparaient les deux colonies territoriales, on croyait possible d'obtenir dans notre possession les mêmes résultats que nos voisins dans la leur. » (2)

De là un essor merveilleux entraînant les capitaux et les initiatives vers le Congo. Devant l'afflux des demandes en concession le ministre des colonies nommait une commission administrative des concessions pour étudier le mode de constitution des Compagnies concessionnaires (juillet 1898). L'année suivante de nombreuses concessions étaient accordées.

3^e Situation des terres du Congo au point de vue droit International.

Nous avons vu dans un chapitre précédent comment se justifiait au point de vue du droit interne l'établisse-

(1) Conférence Ed. Morel : Problèmes de l'Ouest africain.

(2) Teissier, Mise en valeur du Congo. (*Année coloniale*, 1900).

ment de concessions : la même question se pose au point de vue international.

Sans prétendre reproduire ici les controverses qui se sont élevées à ce sujet, il nous paraît utile d'en résumer les principaux points dans cette étude. Les difficultés qui résultent de l'accord franco-allemand de 1908, portent en effet sur des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo et comme tels soumis aux stipulations de l'acte de Berlin.

1° Tout d'abord l'acte de Berlin imposait aux Etats signataires l'obligation de laisser le commerce de toutes les nations jouir d'une complète liberté dans le bassin du Congo et leur interdisait d'y concéder ni monopole ni privilège en matière commerciale.

Cela résulte des articles 1 et 5.

Article 1. — Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté, etc...

Article 5. — Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires sus-visés ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale.....

Cela n'excluait-il pas la possibilité d'accorder des concessions ?

Il importe de remarquer dès maintenant qu'il ne s'agit ici que de monopole ou privilège commercial : les travaux de la Conférence elle-même précisent en effet ce que les nations réunies à Berlin entendaient par là.

En ouvrant la Conférence le prince de Bismark disait :
« Il serait à désirer que les marchandises destinées à
« l'intérieur de l'Afrique fussent admises en franchise sur
« tout le littoral de l'Afrique... Le programme de la Con-
« férence ne porte que sur la liberté du Commerce dans
« le bassin du Congo et ses embouchures, en conséquence
« le gouvernement de S. M. l'Empereur aura l'honneur

« de soumettre aux délibérations de la Conférence un projet de déclaration traitant de la liberté du commerce dans cette partie de l'Afrique, lequel projet renferme les dispositions suivantes : Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans ces régions y donnerait libre accès à tous les pavillons sans distinction, elle ne pourrait y concéder des monopoles ni introduire un traitement différentiel. Seraient prohibées toutes les taxes autres que celles perçues à titre de rétribution pour les dépenses faites dans l'intérêt du Commerce ».

De même le plénipotentiaire anglais affirmait que la première base de discussion de la Conférence est la liberté de commerce dans le bassin et les embouchures du Congo il ajoutait : « Je crois avoir raison en pensant que le gouvernement de S. M. comprend les termes liberté du commerce, comme une garantie aux commerçants de tous pays, qu'aucun droit d'entrée et aucun droit de transit ne sera levé et que les marchandises subiront seulement des impôts modérés destinés uniquement aux nécessités administratives ».

L'intention de la Conférence était encore marquée plus explicitement par les observations de M. le baron Lamberton commentant l'article 5 : « Il ne subsiste aucun doute, sur le sens strict et littéral qu'il convient d'attacher aux termes « en valeur commerciale ». Il s'agit exclusivement du trafic, de la faculté illimitée pour chacun de vendre et acheter, d'importer et exporter les produits et des objets manufacturés. Aucune situation privilégiée ne peut être créée sous ce rapport la carrière reste ouverte sans restriction à la libre concurrence sur le terrain du commerce, mais les obligations des gouvernements locaux ne vont pas au-delà. »

Il semble donc bien résulter de ces commentaires que dans l'esprit des auteurs de la convention les termes « monopole et privilège d'aucune espèce » contenus dans

l'article 5 visent uniquement les mesures législatives générales qui auraient pu être prises, pour écarter ou défavoriser le commerce étranger.

Le paragraphe 2 du même article a trait aux droits des étrangers. « Les étrangers jouiront indistinctement, « pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, « l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et pour l'exercice des professions « du même traitement et des mêmes droits que les nationaux. » Pour développer le commerce, il ne suffit pas d'ouvrir les ports ou débarrasser les barrières douanières. Il n'y a pas de commerce sans commerçants. Si l'on veut attirer les commerçants dans ces contrées lointaines et encore imparfaitement connues il faut entourer de garanties ce qui les intéresse essentiellement, c'est-à-dire leurs personnes, leurs biens, l'acquisition des propriétés, les héritages, l'exercice des professions. Tel est le but de la stipulation qui termine l'article 5. Elle ne protège pas seulement les commerçants; elle vise tous les étrangers et les pionniers de la civilisation comme ceux du négoce. Elle a rencontré l'assentiment unanime de la commission.

Ces textes établissent donc bien que la convention a entendu interdire seulement la constitution de tout droit privatif accordé aux nationaux à l'exclusion des étrangers.

La question se pose de savoir si les concessions accordées par le gouvernement français à des compagnies privilégiées constituent une violation des dispositions de l'Acte de Berlin.

Il n'est pas douteux que l'établissement du régime des concessions a eu pour effet, de supprimer la liberté du commerce ou du moins de la réduire dans de telles proportions qu'elle est à peu près inexistante.

Le gouvernement, en effet, ayant concédé la presque totalité du Congo, il est à peu près impossible de commercer autre part que dans des territoires rentrant dans

l'une des concessions. Or, dans la limite des concessions, les produits naturels tels que le caoutchouc qui est la grande et presque l'unique production, appartiennent au concessionnaire, il a même été jugé par le tribunal de Libreville que les commerçants isolés ne peuvent acheter aux indigènes le caoutchouc qu'ils récoltent dans les zones qui leur sont réservées.

Dès lors, on peut se demander sur quoi le commerce pourrait porter puisque les produits du sol sont l'unique production du Congo et qu'aucune industrie n'y existera avant longtemps. En fait, il est donc impossible d'acheter, et l'on ne peut également rien vendre aux indigènes car l'usage de la monnaie n'étant pas encore répandu, ce n'est que contre ces mêmes produits du sol que s'échangent les objets manufacturés d'Europe.

Par suite de cet état de choses, il est donc indéniable que les concessionnaires jouissent en pratique d'un véritable monopole commercial et certains auteurs en ont conclu que le système des concessions constitue une violation de l'Acte de Berlin.

Pour répondre à ces critiques on a fait, en premier lieu, remarquer qu'une telle situation n'était que momentanée et ne saurait durer ; lorsque l'industrie apparaîtra dans notre colonie, le commerce deviendra possible pour des produits sur lesquels le concessionnaire n'aura aucun droit à invoquer. C'est précisément pour hâter ce moment et faire passer plus rapidement ces pays à une économie complexe que l'on a cru devoir concéder la majeure partie des terres ; ce n'est là qu'un moyen (bon ou mauvais seules plusieurs années d'expérience pourront l'établir), de développer ces territoires dont la mise en valeur était le principal objectif de la Conférence de Berlin.

En spécifiant que le commerce serait libre dans le bassin du Congo, cette Conférence n'a pu prétendre interdire les concessions. Il semble bien que son objectif était

différent : ce qu'elle a voulu prévenir ce sont les dispositions législatives d'ensemble, les mesures protectionnistes, comportant expressément l'exclusion partielle ou totale du commerce étranger. En un mot, elle a voulu prévenir un retour au système du pacte colonial ou des actes de navigation, et faire renoncer solennellement les nations colonisatrices aux vieilles théories coloniales. Le régime qu'elle entendait établir, elle a pris soin de le préciser dans trois articles :

ART. 2. — Tous les pavillons sans distinction de nationalité auront libre accès à tout le littoral énuméré ci-dessus, aux rivières qui s'y déversent dans la mer..... lacs....., canaux, etc....., ils pourront entreprendre toute espèce de transports et exercer le cabotage maritime et fluvial sur le même pied que les nationaux.

ART. 3. — Les marchandises de toutes provenances importées dans ces territoires sous quelque pavillon que ce soit : par voie maritime ou fluviale ou par celle de terre n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme une équitable, compensation des dépenses utiles pour le commerce et qui à ce titre devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité.

Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises.

Article 46. — Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit.

Les puissances se réservent de décider au terme d'une période de 20 années, si la franchise d'entrée sera ou non maintenue.

Une seule obligation est imposée aux puissances celle

de laisser le commerce libre. Le Congo doit être une sorte de « marché franc ».

Or, ce système libéral existe au Congo depuis 1885 ; aucun droit prohibitif ne favorise telle ou telle nation : toutes sont traitées sur le pied d'égalité ; aucun droit différentiel n'est perçu suivant la nationalité du commerçant ; nationaux et étrangers peuvent importer leurs marchandises et acheter aux indigènes les produits de leur travail, sauf bien entendu la restriction mentionnée plus haut du profit du concessionnaire.

Cette restriction elle-même ne constitue pas une mesure prohibitive contre les étrangers puisque les colons parcellaires français eux-mêmes ne peuvent exploiter directement ou acheter aux indigènes, en vue du commerce, les produits végétaux tels que le caoutchouc ou les dépouilles des animaux, peaux, plumes, corne, ivoire.

Le monopole de fait dont jouissent les compagnies n'est donc pas un monopole de commerce, mais un monopole de propriété ; les concessionnaires ne sont pas des commerçants mais des propriétaires, ou plutôt les tenants d'un propriétaire qui est l'Etat (1). « Dans aucun pays du monde la liberté du commerce n'a été considérée comme faisant échec à l'organisation de la propriété, comme exclusive du droit qu'à le propriétaire du sol de disposer seul et à son unique profit des produits de son domaine ». Nous avons vu que l'Etat était le légitime propriétaire des terres de la colonie, c'est au souverain qu'appartiennent les terres vacantes, or, le droit de propriété est le droit le plus absolu que l'on puisse avoir sur les choses, l'Etat comme tout propriétaire pouvait vendre, louer à bail, il pouvait en particulier faire cultiver sa terre par des concessionnaires en leur imposant certaines conditions.

(1) Etienne R... : *Revue Politique et Parlementaire*, 1903.

(1) « L'État avait-il le droit de cultiver et d'exploiter
« son domaine comme il le voulait? Il l'avait. De le ven-
« dre de ne pas le vendre, il l'avait. De ne vendre les
« lianes à caoutchouc qu'au bout de dix ans, de défricher
« ses forêts avec prudence? Il l'avait. De ménager les élé-
« phants afin d'arrêter la rapidité avec laquelle ces pro-
« ducteurs d'ivoire non commerçants à coup sûr sont
« menacés de disparaître, il l'avait. S'il avait tous ces
« droits, s'il pouvait les exercer par lui-même, il est clair
« qu'il a pu en transmettre l'exercice en tout ou en partie
« à un concessionnaire. Il a pu lui imposer un mode
« d'exploitation et de jouissance, les mesures qui lui ont
« paru le plus propre à entretenir à développer les richesses
« du pays, l'obligation de ne vendre lui-même qu'avec
« son consentement ; toutes ces stipulations relèvent du
« droit civil et ne sont ni de loin, ni de près des mono-
« poles ou privilèges en matière commerciale. »

En résumé, l'organisation du régime des concessions, acte de législation interne, ne constitue pas une violation de l'acte de Berlin, car dans l'intention des auteurs de cet instrument diplomatique les interdictions qu'il portait ne devaient en aucune façon porter atteinte à la souveraineté des puissances contractantes et notamment au droit de disposer comme elles l'entendraient des terres vacantes dont la propriété leur était reconnue.

Cette thèse a prévalu indépendamment des arguments très sérieux que l'on peut invoquer en sa faveur, par ce fait que les principales puissances signataires de l'acte de Berlin, ont toutes, pratiqué le régime des concessions au Congo.

La question s'est d'ailleurs posée dans des conditions fort intéressantes en 1902 à l'occasion des difficultés inter-

(1) H. Barboux : *Consultation demandée par l'Union Congolaise*, mars 1903.

venues entre les Compagnies concessionnaires et les maisons anglaises.

Deux maisons de commerce anglaises, John Holt and Co et Halton et Cockson possédaient depuis longtemps des factoreries dans les régions de la côte. Elles voulurent continuer à acheter aux indigènes les produits du sol. Mais les compagnies concessionnaires firent saisir les billes d'ébène et les boules de caoutchouc que les traitants anglais avaient rassemblé et les firent condamner par les tribunaux à les leur restituer la vente de la chose d'autrui étant nulle.

Ce fut le prétexte d'une violente campagne de la presse anglaise contre le régime des concessions au Congo français et au Congo belge. Après un échange de notes entre les Etats intéressés, le gouvernement français a accordé une indemnité aux commerçants anglais.

En définitive, il faut donc conclure qu'il était possible d'octroyer dans le Congo français de grandes concessions territoriales, mais sous la condition de constituer des réserves de territoires indigènes en quantité suffisante et des zones de commerce libre.

C'est ce que fait l'article premier du décret type prévoyant que ces concessions ne sont accordées que sous réserve : 1° des droits résultant pour les tiers et des obligations résultant pour les concessionnaires des actes généraux de Berlin et de Bruxelles en dates des 26 février 1885 et 2 juillet 1890; 2° des droits acquis par les tiers au jour de la promulgation du présent décret dans la colonie; 3° des droits des indigènes tels qu'ils sont définis dans l'article 10. Aux termes de cet article :

« La société concessionnaire ne pourra exercer les droits
« de jouissance et d'exploitation qui lui sont accordés par l'ar-
« ticle premier ci-dessus qu'en dehors des villages occupés
« par les indigènes et des terrains de culture, de pâturages,
« ou forestiers qui lui sont réservés. Le périmètre de ces

« terrains, s'il s'agit d'indigènes à habitat fixe ou les péri-
« mètres successifs à occuper ou réserver s'il s'agit d'in-
« digènes à habitat variable, seront fixés par les arrêtés du
« gouvernement de la colonie, qui déterminera également
« les terrains sur lesquels les indigènes conserveront les
« droits de chasse et de pêche.

« Les terrains et les droits ainsi réservés ne pourront
« être cédés soit au concessionnaire, soit à des tiers qu'avec
« l'autorisation du gouverneur de la colonie...

« ... Les mœurs, coutumes et organisation des indi-
« gènes devront être rigoureusement respectées.

« Les agents des concessionnaires signaleront à l'admi-
« nistration les actes contraires à l'humanité dont ils
« seraient les témoins.

« ... Les conflits qui pourraient s'élever entre les
« représentants de la société concessionnaire et les indi-
« gènes seront soumis à la décision de l'administrateur
« sous l'autorité duquel seront placés ces derniers, déci-
« sion qui sera exécutoire immédiatement sauf appel au
« gouverneur qui statuera en dernier ressort. »

Rien n'empêchait donc les nations établies dans le bas-
sin du Congo de concéder à leurs nationaux des conces-
sions dans cette région déterminée. Depuis déjà quelque
temps des concessions avaient été accordées au Congo
belge ; d'autres allaient être établies au Cameroun et au
Congo français.

4° Analyse du décret de concession.

Le décret type et le cahier des charges auxquels abou-
tissent les travaux de la commission des concessions réunie
au ministère des colonies contient pour les concession-
naires des avantages et des obligations ainsi que des
charges et servitudes que nous allons analyser rapidement.

A. — 1° Les concessionnaires reçoivent pour 30 ans le droit de procéder sur certain territoire de l'exploitation agricole, forestière et industrielle du sol mais non pas du sous-sol. Ne sont pas compris dans les limites de la concession, les villages indigènes ou terrains qui leur seront réservés, les terrains sur lesquels des tiers peuvent avoir déjà acquis des droits, certaines parcelles de 5.000 hectares que l'administration pourra prélever ultérieurement pour les céder à de petits colons. Les détenteurs de ces parcelles ne pourront d'ailleurs aucunement faire concurrence aux concessionnaires, car ils ne pourront exploiter directement ou acheter aux indigènes en vue du commerce les produits végétaux ou dépouilles des animaux. Enfin le concessionnaire recevra, à la fin de sa concession, « en pleine propriété » toutes les terres mises en valeur (article 8 du cahier des charges).

Ce sont : 1° les terres occupées sur au moins $1/10^e$ de leur surface par des constructions;

2° Les terres plantées sur $1/20^e$ au moins de leur surface en cultures riches (cacao, café, caoutchouc, vanille, indigo, tabac, etc.);

3° Les terres cultivées sur $1/10^e$ de leur surface en cultures vivrières (riz, mil, manioc, etc.);

4° les pâturages sur lesquels seront entretenus au moins pendant cinq ans des bestiaux à l'élève et à l'engrais à raison de deux têtes de gros bétail et quatre têtes de petit bétail par 10 hectares.

5° les parties de forêt d'une superficie d'au moins cent hectares d'un seul tenant dans lesquelles le caoutchouc aura été récolté régulièrement depuis au moins 5 ans à raison de 20 pieds au moins d'arbres ou de lianes en moyenne par hectare, etc. (ce nombre minimum devant être maintenu après l'attribution de la propriété). Enfin

100 hectares de terres choisies par la société par tête d'éléphant et entretenu.

B. — Des règles particulières sont établies en ce qui concerne la formation et la constitution des compagnies concessionnaires.

Il faut citer notamment :

1° la nécessité de constituer une société anonyme selon la loi française, le capital en sera fixé par le décret de concession ; les concessionnaires fondateurs resteront solidairement responsables de ses engagements, pendant trois ans et n'auront droit qu'au remboursement de leurs avances dont le compte aura été admis par l'assemblée générale. Toutefois les statuts pourront leur réserver des parts bénéficiaires qui devront rester nominatives tant qu'il n'aura pas été fait aux actionnaires au moins deux répartitions annuelles consécutives à la suite du règlement de chaque exercice ; pendant cette période elles ne seront pas négociables. Ces parts ne porteront intérêt qu'après prélèvement de 5 0/0 pour le capital action. La gestion financière de la société sera surveillée par un délégué du ministre des Colonies.

Le Conseil d'administration de ces sociétés devra être composé en majorité de français, le président et les trois quarts des administrateurs au moins seront français, certaines de ces sociétés doivent même avoir un conseil entièrement composé de français.

2° Toute cession partielle ou totale de la concession, toute modification apportée à l'organisation de la société devront être soumises à l'approbation du ministre des colonies, la commission des concessions coloniale entendue. Toutefois la compagnie pourra céder à des tiers, avec l'autorisation du gouverneur ses droits, sur des lots de moins de 1.000 hectares.

3° Le représentant de la société concessionnaire dans la colonie devra être agréé par le gouvernement qui pourra exiger son remplacement pour un motif d'intérêt public, la société concessionnaire entendue. Ce représentant devra être investi des pouvoirs nécessaires pour assurer en tous cas l'exécution des prescriptions du décret et du cahier des charges.

4° En principe, à partir de la sixième année tous les agents non indigènes de la société devront être français sauf autorisation du gouverneur valable pour un an.

C. — En échange des avantages mentionnés plus haut, la Société est tenue à certaines charges et servitudes.

1° Elle doit verser (article 26) un cautionnement calculé proportionnellement à la surface concédée et au capital fixé.

2° Des redevances annuelles qui varient avec l'importance de la concession et dues complètement à partir de la onzième année et réduites à un tiers pour les cinq premières années et à deux tiers pour les cinq années suivantes.

3° En outre, 15 0/0 de son revenu net sans compensation possible avec les sommes que l'État pourrait devoir à la Compagnie, le décret fixe minutieusement le mode de calcul à employer (articles 20 et 21 du cahier des charges).

4° La compagnie devra, de plus, participer à la création des postes de douanes rendus nécessaires par ses opérations (articles 19), à la construction des lignes télégraphiques traversant son territoire, concourir au logement du personnel et des milices chargés d'assurer l'action administrative et la sécurité sur son territoire.

5° Pour les compagnies qui sont limitrophes des voies navigables certaines charges spéciales s'ajoutent aux précédentes, organiser un service de navigation à vapeur et assurer, suivant un certain tarif, le transport des fonctionnaires et du matériel de l'Administration, ainsi que le service de la poste.

6° Le cahier des charges prévoit pour ces sociétés une servitude spéciale relative aux coupes de bois pour le chauffage des vapeurs qui peut s'exercer dans une zone de un kilomètre à partir du cours d'eau, elles sont soumises, en plus, à toutes les servitudes d'utilité publique qui résultent des lois et décrets et aux servitudes de passage et autres qui seront reconnues nécessaires par le gouverneur, tant pour l'exercice des droits de police et de la surveillance dévolue à l'Administration, que pour la jouissance par les indigènes des terres et des droits d'usage qui leur sont réservés.

Signalons certaines prescriptions qui ne sont ni des charges financières ni des servitudes qui tendent à prévenir des abus possibles et se rattachent à la protection des indigènes, ce sont :

1° L'interdiction de faire le commerce des armes à feu, cela pour des motifs d'ordre public et suivant les stipulations de la conférence de Bruxelles.

2° L'existence des réserves indigènes (article 10) auxquelles les indigènes ne pourront renoncer que sur autorisation du gouverneur.

3° La possibilité pour l'Etat de reprendre, à une époque quelconque, tous les terrains qui seraient nécessaires aux services publics de l'Etat ou de la colonie ou à l'exécution des travaux d'utilité publique, avec ou sans indemnité (article 8), et aussi le droit de reprendre après juste et préalable indemnité les travaux ou ouvrages qui, bien

qu'entrepris dans son propre intérêt par la Société, pourraient être utilisés dans l'intérêt général.

Enfin les concessionnaires sont soumis au rachat, à la déchéance ou au retrait partiel de la concession.

Le rachat total ou partiel (article 16 du décret) pourra être prononcé à toute époque pour motif d'intérêt public par décret rendu en Conseil d'Etat.

La déchéance est encourue faute d'avoir rempli les obligations imposées par le cahier des charges (article 13 du décret) et notamment si l'exploitation n'a pas été commencée dans un délai de deux ans, si le concessionnaire recourt à des moyens de nature à troubler l'ordre public pour se procurer de l'ivoire ou du caoutchouc ; s'il ne paie pas la redevance, etc..

Enfin le retrait partiel peut intervenir si le concessionnaire fait une exploitation destructive des plantes produisant le caoutchouc, on lui retranche dans ce cas 40 hectares par mille pieds manquants.

5° *Nature du droit des concessionnaires.*

Quelle est la nature du droit que l'Etat a entendu conférer aux compagnies concessionnaires ?

Ce droit est défini dans l'article premier du décret des concessions. « Les concessionnaires... sous les réserves
« que nous avons mentionné plus haut sont autorisés à
« s'établir dans les territoires ci-après désignés pendant
« une durée de trente années et à y exercer aux conditions
« du présent décret et du cahier des charges y annexé
« tous les droits de jouissance et d'exploitation » sauf en
« ce qui concerne les mines etc... (Article premier du
« cahier des charges). « La concession qui fait l'objet du
« présent cahier des charges a pour but l'exploitation
« agricole forestière et industrielle des terres domania-

« les, etc. Le concessionnaire aura pendant toute la durée
« de la concession la jouissance des terres concédées dans
« les conditions fixées par le présent cahier. »

Comme l'usufruitier du droit civil, le concessionnaire a le droit : 1^o d'user de la chose suivant sa destination, usage qui est réglementé par le décret et le cahier des charges et soumis à certaines restrictions; 2^o il a le droit de jouir, c'est-à-dire d'en percevoir les fruits, il a sur ces fruits un droit de propriété, puisque personne autre que lui ne peut les récolter ou les acheter, cela résulte du jugement rendu par le tribunal de Libreville dans l'affaire Hatton et Cockson; ces négociants anglais ont été condamnés à restituer le caoutchouc qu'ils avaient acheté aux indigènes vivant sur des territoires enclavés par certaines concessions « parce qu'en droit la vente de la chose d'autrui est nulle. » Cependant il est bien évident que l'on ne peut pousser plus loin la comparaison, le concessionnaire étant toujours une société anonyme et les obligations qui résultent du décret ne pouvant se comparer avec celles qui procèdent du droit civil, l'usufruitier n'ayant notamment pas à mettre en valeur le bien grevé de son droit mais à en jouir et à en user en bon père de famille.

La situation du concessionnaire se rapproche dans une certaine mesure de celle de l'exploitant d'une mine, comme lui (1) « il n'est pas propriétaire d'une portion « déterminée du sol, mais seulement de certaines substan-
« ces désignées par le décret de concession et contenues
« dans un périmètre déterminé. » Comme lui, il ne peut ni morceler sa concession ni la réunir à d'autres sans demander l'autorisation de l'administration.

Comme lui, il est tenu d'exploiter sous peine (2) de

(1) Berthélemy.

(2) Malgré le peu de précision de l'article 49 de la loi de 1810, on admet généralement que le concessionnaire de mines peut être déclaré déchu de son droit.

déchéance, et la procédure applicable dans ce cas est la même : la concession sera mise en adjudication (pour les concessions coloniales il pourra y avoir deux adjudications successives) au cas où celle-ci n'amènerait pas de résultat, la mine reste à la disposition du domaine franche et libre de toute charge (loi du 27 avril 1838, article 6), la concession sera annulée purement et simplement en ce qui concerne les droits, obligations et avantages qui en auraient fait l'objet (article 31 du cahier des charges).

Enfin comme le concessionnaire de mines, le concessionnaire colonial paie : 1° une redevance fixe calculée d'après la superficie concédée; 2° un tant pour cent sur le produit net d'exploitation (5 0/0 pour les mines, 15 0/0 pour la concession coloniale). Cette double redevance a dans l'un et l'autre cas le caractère d'un véritable impôt.

Mais l'assimilation n'est plus possible si l'on considère la durée du droit conféré; la loi de 1810 dit, en effet, (article 7) que l'acte de concession donne la propriété perpétuelle de la mine tandis que nous savons que la concession coloniale est au maximum accordée pour 30 ans. Mais il y a lieu de noter qu'au bout de ce temps le concessionnaire acquiert la pleine propriété des terrains exploités.

D'autre part, en principe, sauf les deux exceptions que nous avons signalé, la propriété de la mine est soumise au droit commun des immeubles, elle peut être louée, etc..., sans qu'il soit nécessaire de demander l'autorisation, au contraire, l'assentiment de l'Administration est nécessaire pour tous les actes de la Société concessionnaire coloniale, enfin, il est évident que les concessions coloniales ne se transmettent pas par les modes ordinaires entre vifs et à cause de mort.

Le concessionnaire n'est pas non plus un propriétaire, le droit qu'il possède sur la concession pourra se transformer en droit de propriété mais seulement à l'expiration

de la concession. Le seul propriétaire pendant les trente années qu'elle durera, c'est l'État. L'article 24 du cahier des charges dit que « lors de l'expiration de la concession, « les terres qui ne seront pas devenues la propriété du concessionnaire dans les conditions déterminées plus haut « feront de plein droit retour au domaine. » Est-ce à dire qu'elles étaient sorties de ce domaine? Certainement, non, puisque le concessionnaire n'en a pas la propriété, il faut donc conclure que l'État en est toujours resté propriétaire. En réalité, elles continuent pendant toute la concession à faire partie du domaine privé, mais l'État s'est simplement interdit d'en disposer pendant un certain laps de temps, c'est ce droit qu'il recouvre à l'arrivée du terme.

Le concessionnaire n'est pas non plus un locataire, car la redevance qu'il paie n'a nullement le caractère d'un loyer. Sans doute, elle est payée en retour des avantages que l'État lui procure, mais elle constitue en réalité un véritable impôt sur le revenu de cette société, l'article 31 (cahier des charges), la qualifie de « part de revenu qui revient à l'État » et l'article 17 déclare qu'elle sera déduite du montant de l'impôt foncier, dès que cet impôt sera établi sur les terres concédées. Si le concessionnaire n'est ni usufruitier, ni propriétaire, ni locataire, qu'est-il donc?

Qu'est-ce donc que ce droit d'exploiter et de mettre en valeur si ce n'est un démembrement momentané de la propriété que l'État concède au profit de certaines individualités? Mais une autre question se pose en accordant des concessions l'État contracte-t-il comme un particulier c'est-à-dire uniquement à titre de propriétaire?

Il semble bien que non, car le but qu'il poursuit en concédant c'est l'intérêt général.

N'est-ce pas l'intérêt supérieur de la nation qu'il poursuit quand il établit des concessions pour mettre plus

rapidement en valeur la colonie? N'est-ce pas l'intérêt général qui commande d'édicter des mesures pour empêcher que la colonie ne s'appauvrisse par la disparition du caoutchouc et de l'ivoire? Or, c'est l'Etat seul, en tant que souverain, qui peut invoquer l'intérêt général. N'est-ce pas également l'Etat souverain qui seul peut déterminer la situation et les droits des indigènes en conformité avec les obligations qu'il a contractées par l'acte de Berlin.

Ce sont là des actes que seule la puissance publique peut accomplir.

En résumé, la concession coloniale constitue un droit réel temporaire, sorte de démembrement conférant à une société concessionnaire le droit d'exploitation sur un certain territoire moyennant l'accomplissement de prestations déterminées. En ce qui regarde l'Etat, la convention qu'il passe avec le concessionnaire est un contrat de droit public dans lequel interviennent simultanément ses deux caractères de propriétaire et de souverain.

CHAPITRE IX

Conséquence de la délimitation sur les sociétés concessionnaires.

Toute modification territoriale entraîne pour l'Etat qui en profite une entière subrogation dans les droits de l'Etat antérieurement propriétaire. L'autorité au point de vue administratif, politique, militaire passe à l'Etat annexant, Tel est le principe fondamental de toute cession territoriale. Que deviennent dans ce cas les contrats, tels que les actes de concession passés par l'Etat annexé avec des particuliers et dans lesquels agissant comme puissance publique il leur a concédé certains droits,

Il est certain qu'en Europe ils subsistent après l'annexion c'est ainsi que lorsque le Traité de Francfort fit passer deux provinces françaises sous l'autorité allemande les propriétés privées aussi bien que les concessions territoriales faites à des sociétés commerciales n'ont subi aucune modification. Les cahiers des charges ne furent pas modifiés et les prestations de services avantageuses au gouvernement français furent simplement transposées au profit du gouvernement allemand.

Au contraire tout accord faisant passer des territoires coloniaux d'une puissance européenne à une autre, entraîne obligatoirement l'extinction des droits concédés à des particuliers par l'Etat, sur les territoires qui font l'objet de la cession.

La mise en valeur des colonies doit être faite en principe exclusivement par des nationaux; la colonie n'existe en effet que dans l'intérêt des nationaux et la puissance publique doit toujours tendre à réserver le commerce et la mise en valeur de sa colonie à ses sujets, à l'exclusion des ressortissants d'Etats étrangers dès lors l'Etat annexant ne peut admettre que des étrangers bénéficient d'un régime de faveur, pour l'exploitation de la colonie, régime qui en leur concédant certains droits privatifs rait pour conséquence d'évincer complètement les nationaux de certains territoires.

L'accord de 1908 a eu pour résultat de remanier les possessions de plusieurs sociétés concessionnaires et pour certaines d'entre elles les pertes ont été assez importantes.

C'est ainsi que la Compagnie commerciale et coloniale de la Mambéré Sangha a été complètement enclavée en terre allemande. La société commerciale et agricole de la Kadéï Sangha a perdu deux mille kilomètres carrés environ, de même l'Ekéla-Kadéï Sangha, enfin la Société de la Haute Sangha a vu son territoire notablement réduit ainsi que la Compagnie N'Goko Sangha.

Ces différentes compagnies ont, soit devant les tribunaux, soit par voie de recours gracieux, adressé au gouvernement français des protestations et des demandes d'indemnité pour compenser les préjudices qu'elles avaient subi du fait de la délimitation.

Ces demandes ont toutes été également rejetées. Elles se sont, en effet, heurtées à un texte formel qui semble constituer une fin de non recevoir opposable en tout état de cause à toute demande d'indemnité basée sur les conséquences d'un traité de délimitation. Cette clause c'est la disposition de l'article 3 du cahier des charges, ainsi conçue « ... Les limites de la concession pourront toujours « à une époque quelconque être modifiées, en cas de

« modifications de frontières avec une puissance voisine
« étant entendu que tout territoire qui cesserait de faire
« partie des possessions françaises, cesserait par le fait
« même d'être compris dans la concession sans que le
« concessionnaire ait le droit de réclamer aucune indem-
« nité ».

Evidemment le texte est formel, néanmoins en équité et même au point de vue juridique il semble qu'il y aurait lieu pour déterminer les conséquences de la délimitation au point de vue du droit de réclamation des compagnies de distinguer entre deux situations distinctes :

1° La délimitation de 1908 a permis de constater que la frontière, provisoirement établie entre les possessions françaises et allemandes en 1894, ne correspondait pas à la réalité, par suite d'erreurs géographiques, démontrées par les observations astronomiques des commissaires français et allemands. Dans ce cas pas d'indemnité possible. C'est précisément en vue de cette éventualité qu'a été rédigé l'article 3 du cahier des charges. Si les compagnies ont engagé des dépenses sur les parties de territoire comprises dans les limites françaises et rendues à l'Allemagne en 1908 ; elles ont commis une imprudence en ne faisant pas, elles mêmes, les levés géographiques nécessaires pour se rendre compte exactement de la situation des territoires dont elles étaient exposées à se voir privées.

2° Le remaniement en 1908 de la frontière déterminée en 1894 a été, dans certains cas, le résultat non pas d'erreurs géographiques, commises par les négociateurs de 1894 et rectifiées par ceux de 1908, mais de conventions particulières résultant d'un échange de vues diplomatique et basées sur l'intérêt politique ou économique des deux puissances contractantes. Par exemple, la Compagnie Ouahmé-Nana a vu son territoire légèrement

entamé au profit des Allemands, la parcelle qu'elle perd ainsi fait partie du grand triangle cédé au Cameroun dans la région du Logone occidental, en compensation de la suppression de la pointe que formaient les possessions allemandes dans la région du Chari. C'est également pour des raisons de cette nature, que la Compagnie N'goko Sangha a dû céder les territoires compris entre les deux rivières dont elle porte le nom. Dans le cas d'un remaniement de frontière de ce genre, les réclamations des compagnies lésées semblent beaucoup plus défendables et l'on pourrait soutenir que l'article 3 ne s'applique plus.

En effet, les Compagnies ayant vérifié la position exacte de leurs territoires, ou, comme c'était le cas sur la frontière délimitée par la mission Cureau, pouvant se croire garanties par un abornement fait sur le terrain, ont pu engager d'importantes dépenses d'exploitation sur des terrains dont elles ont été ensuite privée par l'arbitraire d'une convention diplomatique. En fait l'Etat se trouve avoir disposé, au profit d'une puissance voisine, de terrains sur lesquels il avait cédé à des particuliers en échange d'obligations déterminées, des droits réels, parfaitement valables, puisque le sol sur lequel ces droits étaient établis a été reconnu comme compris géographiquement dans les limites des possessions françaises.

Ces différentes questions ont été particulièrement mises en lumière et les arguments que l'on peut invoquer dans un sens ou dans l'autre ont été discutés à l'occasion du conflit soulevé entre l'Etat et la Compagnie N'goko Sangha.

Cette compagnie s'est trouvée en effet dans une situation particulière; limitrophe de la frontière sud dans toute sa longueur, depuis la Sangha jusqu'à la Guinée espagnole, elle perd toute la rive gauche, de la rivière N'goko et une partie de la rive droite de la Sangha; région riche en caoutchouc, où elle affirme avoir recueilli,

dans chacune des parcelles cédées 17 à 18 tonnes de caoutchouc par an, représentant un bénéfice de 100.000 fr. au minimum et 13.000 francs d'ivoire ; elle prétend de plus sa situation compromise depuis que la frontière allemande a été portée à moins d'un kilomètre d'Ouessou où elle centralisait jusqu'à cette époque tous les produits de la région.

La Compagnie a commencé par critiquer vivement l'accord de 1908, en prétendant que la frontière sud avait été réglée *ne varietur* par les conventions précédentes : 1^o En 1885, disait-elle, le gouvernement allemand s'est engagé solennellement, pour l'avenir, à renoncer à toute prétention sur les territoires situés au sud du parallèle du Campo ; 2^o La convention de 1894 ne retranche rien à cet engagement, elle ne fait que prolonger la frontière jusqu'à la Sangha ; 3^o Les négociateurs de 1885 avaient si bien l'intention de régler définitivement la question de la frontière, sud que la convention ne prévoit même pas que cette frontière pourra être changée et ne contient aucun article en ce sens ; 4^o Ce parallèle du Campo a été déterminé par la mission Cureau-Engelhardt qui en même temps était chargée de fixer sur le terrain la frontière sud. Cette mission a procédé à des reconnaissances astronomiques et à la pose de bornes en maçonnerie ; donc, pour cette frontière sud, il a été déjà donné satisfaction au paragraphe 7 de l'annexe de 1894, prévoyant qu'un tracé sera déterminé et jalonné par des points exactement reconnus, il n'y a donc plus à revenir là-dessus en 1908.

A cette thèse, qui semble à bien des points de vue justifiée, l'État a répondu par l'argumentation suivante : « Si la convention de 1885 ne prévoit pas formellement le remaniement de la frontière sud, cela ne veut pas dire qu'on l'ait considérée comme fixée *ne varietur*, attendu que cette convention ne pose, en quelque sorte, qu'un principe dans l'ignorance complète où étaient les négociateurs

de la géographie des pays qu'ils délimitaient, il faut remarquer que cette convention fixait comme frontière une ligne purement idéale, un parallèle, et que la limite ainsi déterminée avait, par ce fait même, un caractère essentiellement provisoire.

Si l'accord de 1894 n'apporte aucune modification à cet égard, c'est que l'expansion des deux pays ne s'était pas encore portée vers ces régions et qu'on ne voyait pas encore la nécessité de préciser jusqu'où s'étendrait chaque colonie.

Quant à l'abornement fait par la mission Cureau, il semble bien qu'il n'y ait pas d'argument à en tirer, puisqu'au reçu des résultats de cette mission, les gouvernements intéressés se sont mis d'accord, pour convenir que toute délimitation ne saurait avoir un caractère irrévocable, tant que les travaux cartographiques plus complets n'auraient pas été effectués. Cet abornement de 1901 n'empêcherait donc pas l'application de l'article 3 du cahier des charges, bien que la compagnie ne le considère « que
« comme une clause de style insérée d'office dans le con-
« trat, en raison de l'incertitude qui peut persister sur
« le détail du tracé de certaines limites et qui devient
« caduque du fait d'un abornement authentique ».

Ce serait d'ailleurs, disent les partisans de la thèse de l'Etat, restreindre singulièrement la portée de cet article qui, au contraire, est très générale. Il semble bien que, dans l'esprit des rédacteurs du cahier des charges, le fait d'un abornement antérieur importe peu ; du moment que, dans une convention, les frontières de la colonie seront modifiées, le concessionnaire n'aura droit à aucune indemnité. On peut dire que cette solution n'a été contestée par personne au cours des débats parlementaires engagés sur la question.

La Compagnie prévoyant un échec sur ce terrain, l'a, d'ailleurs, abandonné et laissant de côté la question de la

délimitation, exhuma une nouvelle demande d'indemnité basée sur un état de choses qu'elle prétend imputable à la négligence des pouvoirs publics et que d'ailleurs, elle leur avait signalé déjà bien avant la délimitation.

La Compagnie avait, en effet, dès 1902, informé à l'administration « qu'à son arrivée sur les lieux pour prendre « possession de ses territoires elle les a trouvés occupés « par les administrateurs et les officiers allemands du « Cameroun et par les agents et les traitants de la Société « du Sud Cameroun. » Pendant neuf ans, ces territoires ont continué à être occupés par les étrangers ; ceux-ci ont provoqué toutes sortes de difficultés à la Compagnie. « Nos « vapeurs ont été arrêtés et visités, nos courriers retenus, « nos allèges saisies, notre factorerie de Bomédalie pillée, « le pavillon français arboré sur ce poste par les officiers « de la mission Cureau enlevé immédiatement après par « les Allemands et remplacé par le leur, les villages qui se « montraient fidèles à nos intérêts emmenés de force au « Cameroun, d'autres villages qui se refusaient à cet « exode, chatiés sur place même à coup de fusils ».

Sans doute, il faut, dans ces réclamations, faire la part de l'exagération, mais il n'en résulte pas moins que les dommages subis sont assez importants et « paraissent incontestables (1) ».

Le ministre des Colonies s'exprimait ainsi sur les dommages dont se plaignait à bon droit la Compagnie (2) : « Il « est certain que les Allemands ont établi des factoreries « sur le territoire de la colonie du Gabon. Il est certain « que les traitants noirs se sont infiltrés dans les régions « concédées à la Compagnie et y ont fait des actes de commerce dont ils ont fait bénéficier les factoreries alle-

(1) Déposition du ministre des Affaires Etrangères devant la Commission des Affaires extérieures, 20 juin 1908.

(2) Déposition du Ministre des Colonies devant la commission des Affaires extérieures, le 2 juillet 1908. — *Journal Officiel* du 5 avril 1911.

« mandes. Celles-ci n'ont pas exploité elles-mêmes le
« caoutchouc, elles l'ont acheté aux traitants noirs qui
« venaient chez nous et qui le leur apportaient. »

La Compagnie semblait donc fondée à réclamer à l'Etat une indemnité basée non plus sur les conséquences de la délimitation de 1908, mais sur les négligences de l'Administration qui, en ne faisant pas respecter le territoire français et en n'empêchant pas les empiètements des sujets étrangers avait mis la Compagnie N'Goko Sangha dans l'impossibilité de jouir des droits que lui avait conféré le gouvernement français, en échange des charges précises assumées par elle.

Restait à déterminer à qui elle pouvait s'adresser pour obtenir une indemnité : la Compagnie pouvait, en premier lieu, s'adresser à l'auteur direct du dommage, c'est-à-dire à la Société du Sud Cameroun ; c'est ce qu'elle tenta de faire en engageant une procédure devant les tribunaux allemands. Elle pouvait, en second lieu, s'adresser à l'Etat allemand pour lui demander de réparer le préjudice causé par ses nationaux, c'est-à-dire prier le ministre des Affaires étrangères de transmettre à Berlin ses demandes par voies de réclamation diplomatique. Elle pouvait, d'autre part, se retourner contre l'Etat français.

La Compagnie a successivement essayé ces trois recours, d'après ses dires elles aurait dû renoncer au procès qui devait se plaider à Hambourg sur une démarche du ministre des Affaires étrangères qui aurait craint que cette question ne compliquât les rapports tendus à cette époque entre la France et l'Allemagne. Le ministre prétend au contraire qu'il s'est borné à faire observer que la procédure, en cas d'insuccès aurait eu pour effet d'affaiblir singulièrement l'action diplomatique engagée et que, d'autre part, il ne lui paraissait pas possible d'exercer simultanément l'action judiciaire et l'action diplomatique.

En ce qui concerne l'action diplomatique qui traînait

depuis trois ans, la Compagnie aurait dû également y renoncer, dans la crainte de causer un nouveau prétexte d'irritation entre les deux chancelleries.

Restait le recours contre l'administration française. A dater du mois de février 1908, la Compagnie renonçant définitivement à tout recours contre le gouvernement allemand ou la Société du Sud Cameroun se trouvait amenée à concentrer tous ses efforts pour obtenir du gouvernement français une réparation. A cette époque, en effet, les gouvernements français et allemands venaient dans le but de faciliter les négociations de l'accord, de renoncer à se demander réciproquement des indemnités pour les violations de frontières ou autres dommages; chaque pays prenant à sa charge les réclamations de ses nationaux. Dans ces conditions, la Compagnie, informait le gouvernement français qu'elle le regardait comme substitué au gouvernement allemand « dans l'obligation de lui assumer les réparations équitables dont le principe ne peut « et ne doit pas être contesté. »

A l'appui de sa demande d'indemnité, elle s'autorisait du précédent créé pour les deux sociétés anglaises Hatton et Cockson qui avaient obtenu par voie amiable 1.500.000 fr., elle rappelait enfin qu'en 1906, un ministre des colonies s'était montré disposé à lui accorder certaines satisfactions pour le préjudice qui lui avait été causé par les Allemands, notamment en modifiant les conditions de son contrat et en lui attribuant par anticipation, en toute propriété, une partie des territoires concédés, en y ajoutant l'exercice de certains droits commerciaux.

Nous n'avons pas à apprécier ici les phases de la négociation qui s'engagea alors entre la Compagnie et le ministère des colonies et qui aboutit à un accord du 17 avril 1910 par lequel la Compagnie recevait à titre d'indemnité la somme de 2.393.000 fr., payables par annuités sur le budget de l'Afrique équatoriale. Cette convention a fait l'objet

d'un débat public à la Chambre les 5 et 6 avril 1911, l'examen de la question a été renvoyé à la commission du budget.

Il serait donc prématuré de préjuger quelle attitude la Chambre adoptera, cependant on peut signaler l'opinion à peu près générale qui s'est manifestée au cours des débats, à savoir, qu'en droit la Compagnie ne peut réclamer aucune indemnité, mais qu'en équité il semble bien qu'une compensation lui soit due (du moins en principe) pour les troubles de jouissance qu'elle a éprouvés.

CONCLUSION

L'accord de 1908 consacre définitivement notre situation dans la région du Tchad ; grâce à l'effort héroïque de nos explorateurs, nous possédons maintenant une situation prépondérante dans le centre africain. L'Allemagne, qui aurait pu, là comme dans d'autres parties du continent africain, nous créer de grandes difficultés a renoncé à combattre notre influence dans la région du Nord Congo.

Possesseurs de la côte septentrionale et orientale du lac Tchad, nous avons pu réaliser le rêve de Crampel et assurer pour l'avenir, lorsque la pacification et la mise en valeur de ces régions permettra la création de voies de communication sérieuses, l'établissement de relations directes entre le Sud algérien, l'Afrique occidentale française et nos possessions du Congo.

Le seul obstacle qui semble subsister au développement de notre influence jusqu'aux possessions anglo-égyptiennes, consiste dans la résistance des tribus musulmanes de l'Ouadaï, du Borkou et des oasis sahariennes qui a déjà coûté la vie à de nombreux officiers et soldats français mais qu'un effort énergique de notre part doit nécessairement réduire dans un temps plus ou moins long.

Nous pouvons cependant à un moment donné, nous trouver en face de difficultés diplomatiques, soulevées par le gouvernement ottoman. La Porte en effet prétend théo-

riquement à la souveraineté des régions qui avoisinent le Tchad, lesquelles d'après sa théorie rentreraient dans l'hinterland de la Tripolitaine. Jusqu'ici, ces prétentions n'ont pas été effectivement opposées à notre action dans cette contrée. D'ailleurs en tout état de cause, les réclamations turques ne pourraient avoir un résultat dangereux pour nous à moins d'être soutenues par une puissance européenne intéressée.

Il était à craindre que l'Allemagne ne s'attribuât ce rôle de champion des prétentions ottomanes et cette circonstance aurait pu avoir pour l'avenir de notre expansion à l'est et au nord du Tchad les conséquences les plus fâcheuses. En signant l'accord de 1908, l'Allemagne semble avoir renoncé à adopter cette attitude et il est probable que la Turquie acceptera dans ces régions le fait accompli de même qu'en ce qui concerne la vallée du Nil et la Tunisie; elle a dû se résigner à voir des puissances européennes s'installer dans des contrées dont elle se prétendait suzeraine.

De même du côté du Darfour actuellement placé sous l'autorité théorique du gouvernement anglo-égyptien, il ne semble pas que l'on doive prévoir des difficultés internationales; bien que la frontière ouest des possessions égyptiennes soit encore très vague sur bien des points l'attitude cordiale des autorités anglaises, semble devoir écarter toute possibilité de conflit. On peut espérer que notre situation si avantageuse dans l'Afrique centrale ne saurait être modifiée.

Certains critiques, d'autre part, ont exprimé l'opinion que nos efforts n'avaient eu d'autres résultats que de nous donner la souveraineté, sur une suite de déserts absolument inutilisables.

On ne peut, semble-t-il émettre actuellement un jugement aussi absolu; la région du Tchad et celle qui avoisine la frontière du Kameroun en particulier, sont encore

très peu connues ; les deux missions de 1908 ont, dans ces territoires qui étaient français ou allemands, depuis déjà 23 ans, accompli une véritable exploration, c'est-à-dire qu'on ne peut encore émettre d'opinion réellement fondée sur leur valeur économique. En ce qui concerne la région du Tchad, elle a été, ne l'oublions pas dévastée par Rabah et ses successeurs, il est donc impossible de savoir l'avenir qui lui est réservé ; d'ailleurs, la pacification de ces régions est loin d'être accomplie et demandera encore de longues années.

En ce qui concerne le Congo proprement dit : la première tâche qui s'impose, est de créer des voies de communication ; cette colonie a été longtemps sacrifiée et les subventions qui lui ont été accordées ont été longtemps insuffisantes, on peut dire que c'est seulement à partir du moment où les Compagnies concessionnaire sont été créées qu'un embryon d'organisation économique y est apparu. Quelqu'aient été les critiques qu'on a adressé à ce régime c'est à partir de son établissement que notre colonie a commencé réellement à être mise en valeur ; les compagnies investies d'un privilège à long terme avaient pour raison d'être la nécessité de créer l'outillage économique qui faisait défaut au Congo. Sans doute, elles ont eu en vue d'une façon principale leur intérêt propre et elles ont agi souvent selon cet intérêt plutôt que selon les intérêts généraux de la colonie.

Mais, il faut remarquer, en premier lieu, que dans l'ensemble, leurs profits sont loin d'avoir été excessifs. La plupart ont végété et leur nombre qui était de quarante en 1899, était dans ces dernières années réduit à 32.

Quelques-unes de ces sociétés dont les affaires ne prospéraient pas ont, en 1908, constitué une espèce d'association sous le nom de Société Forestière du Congo pour limiter les frais généraux et mettre l'exploitation en commun. Le département des colonies, saisi de leurs propositions a

donné son assentiment à cette fusion, mais par une suite de décret pris à la date du 13 juin 1910, il a complètement réorganisé le statut des sociétés concessionnaire et l'a établi sur des bases nouvelles.

De l'exposé de cette législation, fait par M. Jean Morel, ancien ministre des colonies au cours de la séance de la Chambre du 5 avril 1911 ; il résulte que les Sociétés ne sont plus concessionnaires, mais fermières ou amodiataires. Et c'est en raison de ce nouveau caractère que le gouvernement, par le décret du 31 janvier 1911, s'est réservé le droit de résilier le contrat intervenu avec les compagnies sans indemnité dans les cas suivants :

ART. 6 *bis*. — La présente convention pourra être résiliée de plein droit en tout ou en partie, à toute époque, pour un motif d'intérêt public, par décret rendu, après avis de la commission des concessions coloniales l'amodiatrice entendu, à charge par la colonie de payer à la société une indemnité qui sera déterminée, sauf les recours de droit commun, dans les conditions fixées par l'article 30 du cahier des charges de la Kadéï Sangha, du 31 mars 1899.

La colonie reprendra, dans ce cas, la libre disposition de toutes les terres visées dans le décret de résiliation, à l'exception de celles qui seront devenues, à ce moment, la propriété de la société, où, à la propriété desquelles la société sera en mesure de faire valoir ses droits par application de la présente convention.

ART. 10 *bis*. — Les mœurs, coutumes, religion et organisation des populations indigènes devront être rigoureusement respectées.

La présente convention pourra être résiliée aux torts de la société et sans indemnité, par décret rendu après avis de la commission des concessions coloniales, la

société entendue, sauf recours au Conseil d'Etat dans l'un des cas suivants :

1^o Si des agents de la société se sont rendus coupables vis-à-vis des indigènes d'actes dolosifs ou de sévices, affectant un réel caractère de fréquence ou de gravité et si ces pratiques ont persisté, faute par le siège social, saisi d'observations à cet égard, d'avoir pris les mesures nécessaires pour y mettre fin.

2^o Si des agents venant à se rendre coupables de crimes n'ont pas été révoqués, après que le siège social à eu connaissance de ces faits.

La résiliation prononcée, la Société ne conservera que les terres sur lesquelles elle pourra prétendre à un droit de propriété et sera déchue de tous les autres droits et avantages résultant de la présente convention.

Ces dispositions ont donc pour effet de permettre à l'Etat d'exiger des Compagnies qu'elles exploitent réellement et utilement les territoires qu'elles occupent, elles lui permettent de rompre le contrat en cas d'abus de jouissance ou pour défaut d'exploitation et d'assurer la protection des populations indigènes.

Il y a lieu de noter, d'autre part, que dans le contrat intervenu entre l'Etat et la Société Forestière, la durée du bail a été réduite à 10 ans alors que les concessions accordées en 1899 devaient avoir une durée trentenaire. En outre, alors que d'après l'ancien système le concessionnaire avait l'exploitation intégrale de tous les produits du sol, la Société nouvelle n'aura dorénavant le droit d'exploiter exclusivement que les essences à cacutchouc.

Cette évolution semble, d'ailleurs, l'application des principes énoncés par M. Clémentel, ministre des colonies, dans la séance du 21 février 1906 et que l'on peut résumer ainsi :

1° On n'accordera plus de grandes concessions ;

2° On fera évoluer le régime des concessions de 1899 en pratiquant dans la mesure du possible ce qu'on a appelé la politique du cantonnement, c'est-à-dire qu'on s'efforcera de substituer aux contrats qui impliquent la domination sur des territoires immenses des contrats de pleine propriété sur une étendue limitée.

VU :

Le Président de la Thèse,
BEAUREGARD.

VU :

Le Doyen,
E. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I ^{er} .	— Le Congo juqu'à la Conférence de Berlin..	1
CHAPITRE II.	— La Conférence de Berlin.....	22
CHAPITRE III.	— Les traités de délimitation de 1885.....	28
CHAPITRE IV.	— Le Congo et le Kameroun de 1885 à 1894.	33
CHAPITRE V.	— L'accord de 1894	44
CHAPITRE VI.	— Le Congo et le Kameroun de 1894 à 1908.	55
CHAPITRE VII.	— La Convention de 1908.....	65
CHAPITRE VIII.	— Le régime foncier au Congo français. — Les concessions.....	103
CHAPITRE IX.	— Conséquences de la délimitation sur les droits du concessionnaire.....	135



~~~~~  
**IMPRIMERIE MAURICE BLANCHARD**

**15, RUE DU LOUVRE, PARIS**  
~~~~~